

## Les non-alignés sur la sellette

Il faut faire la part du ressentiment dans l'escalade du colonel Kadafi, le jeudi 4 septembre, devant les non-alignés, à l'avant-veille de la clôture du sommet d'Harare : le dirigeant libyen, qui traite actuellement par le mépris la plupart des hôtes du Zimbabwe, avait proposé lui-même de les recevoir à Tripoli pour cette huitième conférence des chefs d'Etat et de gouvernement. Néanmoins, cette distorsion n'est pas sans intérêt : dans la longue histoire d'un mouvement si habile à se voiler la face sur ses propres contradictions pour faire la leçon au reste de l'univers, jamais personne n'avait mis aussi joyeusement les pieds dans le plat.

Quand le chef de la révolution libyenne se demande, devant son auditoire médusé, à quelle « mascarade internationale » il assiste, il introduit un réquisitoire uniquement en direction d'Etats qui voteront allégrement des résolutions contre Israël et l'Afrique du Sud mais qui entretiennent avec ces pays de fructueuses relations, officiellement ou non. Il devrait aussi s'en prendre à ceux qui désignent les Etats-Unis comme les responsables de tous les maux de la planète mais oublient le deuxième Grand, cette URSS égarée même pour l'occupation de l'Afghanistan. Le colonel présente la situation internationale à sa façon, mais il est logique avec lui-même quand il somme chacun de dire nettement à quel camp il appartient, au lieu de se prêter à un manège de pure façade.

A l'époque des combats pour la décolonisation, l'« esprit de Bandung » avait soulé des pays aux régimes et aux intérêts souvent fort différents. Les indépendances acquises, les non-alignés ont beaucoup de mal à trouver des thèmes de mobilisation qui leur soient propres. Une minorité d'une douzaine d'Etats, clairement pro-soviétiques, propose rituellement des textes d'inspiration « progressiste » que vote distraitement un immense « monde » sans qu'une autre minorité, pro-occidentale celle-là, juge nécessaire de s'opposer à des résolutions finalement sans grande portée pratique.

Les redémonstrations d'un colonel Kadafi proposant d'armer et d'entraîner les sapeurs du Congrès national africain, les innovations — plus sérieuses — de M. Fidel Castro allant à la fin de l'apartheid le rendent des soldats cubains installés en Angola, peuvent desservir les nationalistes noirs dans la mesure où elles justifient la politique de « fermeté » des Blancs.

Cependant, durant le sommet, le président Botse ou l'habileté de tendre la main aux Africains en leur proposant une rencontre sur leur continent commun. Cette déclaration va dans le même sens que celle du président Ivoirien Houphouët-Boigny, qui, à la fin du mois dernier, invitait ses pairs à engager le dialogue avec M. Botse, un Blano « modéré », et dénonçait la irresponsabilité de ceux qui appellent les Noirs sud-africains à un soulèvement. Complètement isolés par le colonel Kadafi, les dirigeants d'Afrique noire francophone sont-ils prêts à relever le gant ? En tout cas, bon nombre de délégués donnaient à Harare l'impression que la politique de leur pays n'avait pas grand-chose à voir avec le vacarme d'une assemblée où la violence des discours tient lieu de position commune.

(Lire nos informations page 4.)

## Mesures de sécurité à Paris après la tentative d'attentat dans le RER

- Huit compagnies de CRS en renfort dans la capitale
- Consignes de vigilance à la population
- Le sort d'Abdallah Ibrahim réexaminé par le gouvernement

Après l'attentat manqué dans le RER, à Paris, jeudi 4 septembre au soir, huit compagnies de CRS ont été appelées en renfort dans la capitale, tandis que le gouvernement donne des consignes de « vigilance » à la population.

La police attribue cette tentative

« Une grande ingérence ». Tel est l'état d'esprit des responsables policiers après l'attentat manqué, jeudi soir, dans le RER à Paris. Ils ne cachent pas leur désarroi devant une nouvelle surrénchère terroriste, dont la solution, loin d'être d'abord policière, semble politique et diplomatique. Ils ont deux certitudes et une interrogation. Certitudes : la détermination des terroristes et leur origine politique. Interrogation : quelle sera

l'attitude du gouvernement dans cette partie de bras de fer où le sort d'un seul homme, détenu en France, Georges Abdallah Ibrahim, est au cœur du chantage terroriste ? Le libérer, malgré les pressions américaines en sens contraire, ou prendre le risque que la capitale ne devienne l'otage des poseurs de bombes ?

L'engin explosif placé dans une voiture de la rame du RER Saint-

Germain-en-Laye - Boissy-Saint-Leger et signalé par un voyageur, à 18 h 32, à l'entrée de la station Gare-de-Lyon, était parfaitement constitué. C'est le détecteur qui a mal fonctionné, entraînant de coup l'explosion de la dizaine de pains de poudrette, qui lui étaient reliés.

EDWY PLENEL

(Lire la suite page 30.)

## L'amertume des militaires français de la FINUL au Liban

### La mission impossible des « casques bleus »

Après l'attentat qui a coûté la vie jeudi 4 septembre à trois « casques bleus » français dans le sud du Liban, le président Mitterrand a rendu hommage à la « conduite exemplaire » des soldats français de la FINUL. De son côté, M. Marnack Gouding, secrétaire général adjoint de l'ONU, a déclaré : « Ce serait un désastre si la France retirait son contingent. »

JOUY (sud du Liban)  
de notre envoyé spécial

Certains décors ont la beauté traitresse. Ici, dans l'austère splendeur du paysage libanais tout en rocailles et vergers, la tragédie peut surgir à tout moment.

Le temps d'une rafale, d'une mise à feu d'un détonateur. A circuler en jeep de village en village sur la route étroite et tortueuse qui grimpe en serpentant vers Jouy, on ressent avec acuité combien la mission confiée aux « casques bleus » de la FINUL est devenue ingrate et périlleuse.

Car dans cet univers si propice à l'embuscade l'étranger en uniforme ne peut prétendre vivre en relative sécurité que si sa présence est voulue, ou du moins tolérée. Faute de quoi le danger se révèle omniprésent. Au détour de chaque chemin, à l'ombre de la moindre haie, il ne lui reste alors qu'une solution : se tenir derrière les sacs de sable de son cantonnement ou partir.

C'est cette nouvelle et abrupte réalité des scènes libanaises qui a coûté la vie jeudi aux trois jeunes du 17<sup>e</sup> régiment de génie parachutiste, experts en déminage, basés à Jouy et fauchés par 35 kilos d'explosifs à l'heure de leur jogging quotidien (le Monde du 5 septembre). Un meurtrier anonyme les a tués à distance, caché sans doute au faite d'une colline, une paire de jumelles devant les yeux et un appareil de télécommande à la main.

Décidément les temps ont bien changé pour la FINUL et ses cinq mille huit cents « soldats de la paix ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER

(Lire la suite page 3.)

## Détournement d'avion à Karachi

Un Boeing-747 de la PANAM a été attaqué, vendredi matin, sur l'aérodrome pakistanais, par un commando qui a blessé quatre passagers, dont un mortellement.

PAGE 30

## Economies pour la Sécurité sociale

Le gouvernement veut restreindre les possibilités de remboursement à 100 %.

PAGE 25

## M. Arafat et Israël

Oui à la reconnaissance, si...



PAGE 3

## L'archevêque de Seattle sanctionné

Mgr Hunthausen a été déchargé de toutes ses fonctions par le Vatican, en raison de ses prises de position sur la morale sexuelle.

PAGE 22

## Le nouveau musée de Cologne

Mariage de l'ancien et du contemporain.

PAGE 19

Le sommaire complet se trouve page 30.

## Les risques de ralentissement de l'économie française

### L'ami allemand

par Alain Vernholes

Des commerçants nettement moins optimistes qu'ils ne l'étaient depuis un an. Des entrepreneurs du bâtiment s'attendant à une forte reprise durant l'automne. Des industriels généralement confiants : les prochains mois verront-ils la croissance économique s'accroître en France, confirmant les espoirs qu'avait fait naître, fin 1985, la baisse des prix pétroliers ? Ou bien le second semestre 1986 va-t-il être le temps des déceptions et de nouvelles difficultés ?

La réponse ne serait déjà pas facile à donner si elle ne dépendait que des chefs d'entreprise et des ménages — eux aussi plus pessimistes ces derniers temps, — et dont les comportements de consommateurs et d'épargnants peuvent changer bien des choses. La situation est maintenant compliquée par les incertitudes de la conjoncture internationale : demande des pays du tiers-monde, faiblesse de l'activité aux Etats-Unis, santé de la RFA, où le pouvoir d'achat et les investissements progressent fortement.

La manne pétrolière avait suscité beaucoup d'espoirs après trois années difficiles — 1983 à 1985, — durant lesquelles le pouvoir d'achat avait globalement baissé

de presque un point, ce qui ne s'était jamais vu en France. Espoir en partie déçu pour les industriels et, d'une certaine façon, pour le pays, puisque la croissance économique ne dépassa guère 2 % cette année, ce qui n'est guère brillant, même rapporté au mauvais résultat de 1985 (+ 1,1 %).

Peut-on dire pour autant que la manne pétrolière s'est évanouie, n'a eu aucun effet sur la situation économique ? C'est tout le contraire qui s'est produit. A partir du milieu de l'année 1985, la consommation des ménages a progressé de 1 % par trimestre, soit à un rythme annuel de 4 %. Un taux qu'on avait presque oublié, puisqu'il est celui des belles années de l'après-mai 1968.

C'est à partir de la mi-1985 que la rigueur, instaurée par Pierre Mauroy et Jacques Delors, a pris fin. Le pouvoir d'achat a recommencé à progresser du fait d'un fort ralentissement des prix, mais aussi d'un allègement des impôts (1). Pour être tout à fait exact, la baisse des prix pétroliers explique la moitié du ralentissement de l'inflation en 1985. C'est donc elle qui a beaucoup contribué à mettre fin à la rigueur. C'est elle aussi qui a cumulé ses effets avec la relance, habilement

préparée par les socialistes (baisse d'impôts), en vue des élections de mars 1986. L'effet a dépassé les espérances du gouvernement Fabius.

Il n'est pas excessif de parler d'euphorie pour décrire ce que les Français ont dû ressentir après un long temps d'austérité. Cette euphorie, qui s'est prolongée au premier semestre de cette année avec le remboursement anticipé de l'emprunt obligataire (18 milliards de francs) et avec les premiers mouvements de la deuxième vague de baisse de l'impôt sur le revenu (2), explique certainement en partie le score très honorable des socialistes aux élections législatives, de même qu'elle explique la bonne cote actuelle du président de la République.

(Lire la suite page 26.)

(1) La réduction de 5 % de l'impôt sur le revenu en 1985 représente 10 milliards de francs d'allègement. La suppression du 1<sup>er</sup> social représente 13 milliards de francs. Soit un allègement global de 23 milliards de francs, représentant 0,8 point de la consommation totale des ménages.

(2) La baisse de 3 % en 1986, suivant celle de 5 % en 1985, achève la suppression totale de la taxe complémentaire de 8 % instaurée avec le plan de rigueur Delors de 1983.

Paul-Henri SIRIEUX



## HOUPHOUËT BOIGNY ou la sagesse africaine

« Un cerveau politique de premier ordre... »

(Charles DE GAULLE)

« Les qualités fondamentales d'un homme d'Etat ne seraient-elles pas celles du cœur ? »

(P.-H. SIRIEUX)

Cette alliance rare révèle le secret de Félix Houphouët-Boigny et de son pari de la sagesse africaine, face aux déchirements de notre époque.

P.-H. Sirieux éclaire un demi-siècle d'action du sage de Yamoussoukro, à la tête d'un « pays qui dérange ».

Les Nouvelles  
Éditions Africaines

nathan

# Etranger

## La mort de trois militaires français dans le sud du Liban

Le président Mitterrand a souhaité, jeudi 4 septembre, quelques heures seulement après l'annonce de la mort de trois soldats français de la FINUL, victimes d'un attentat, « le maintien d'une « FINUL plus forte et mieux organisée » et a réaffirmé l'engagement de la France envers le Liban et la paix au Proche-Orient » (Le Monde du 5 septembre). « Je souhaite qu'une FINUL plus forte et mieux organisée maintienne sa mission, mais il faut que les conditions soient examinées de très près. Il faut des garanties », a-t-il déclaré au président du parlement libanais, M. Hussein Husseini.

Le président de la République, dont les propos ont été publiés par le service de presse de l'Élysée, a poursuivi : « Qui est à l'origine de ces incidents, on peut tout le monde, sûrement pas la France. (...) La France est tout à fait proche politiquement, historiquement et sentimentalement du Liban. La France est un pays ami. On fait appel à lui, il est là. Mais on ne peut tout lui demander sans lui apporter des garanties auxquelles il a droit. »

« La France compte une centaine de morts au Liban. Il y a également des otages. Cela ne change pas notre engagement envers votre

pays, envers la paix au Proche-Orient. Mais cela nous oblige aussi à protéger la vie de nos soldats, la liberté des nôtres. »

Ce vendredi matin 5 septembre, M. Jean-Bernard Raimond a rappelé sur Europe 1 que la France entendait, par sa démarche auprès des Nations unies, « mettre la communauté internationale devant ses responsabilités », la situation actuelle de la FINUL étant « devenue insupportable » et rappelant « des mesures appropriées le plus rapidement possible ». Le ministre des affaires étrangères a toutefois souligné que la force des Nations unies, « dont un certain nombre de

### Aux Nations unies

## La France demande au Conseil de sécurité le renforcement des capacités d'autodéfense de la Force internationale

NEW-YORK (Nations unies)  
de notre correspondant

Hésitant comme à son habitude après les premières attaques contre la FINUL, l'ONU s'est soudain ressaisie : message officiel de soutien à Paris, réunion d'urgence du Conseil de sécurité, mission solennelle en Israël, au Liban et en Syrie — tout cela en quelques heures, remplies de va-et-vient et d'apports dans les couloirs. Apparemment, plus question de malice : dans un message adressé à l'Élysée et à Matignon — cohabitation oblige — M. Perez de Cuellar a fait connaître promptement son « sentiment de profonde tristesse et d'indignation », et exprimé au gouvernement français et aux familles des victimes « sa sympathie et ses condoléances émus ».

Sortant d'une convalescence d'un mois et demi, le secrétaire général a reçu le représentant de la France, M. Claude de Kemoulart, pour lui dire que « l'incident de Jounieh souligne les conditions d'insécurité dans lesquelles opèrent les membres de la FINUL », et qu'une mission de haut niveau partait jeudi soir pour le Proche-Orient, « afin d'examiner, en liaison avec le gouvernement libanais, les dispositions à prendre pour que la Force puisse remplir son mandat dans les conditions de sécurité et d'efficacité requises ».

Quelques heures plus tard, les quinze membres du Conseil de sécurité se réunissent en séance informelle pour examiner, « dans une excellente atmosphère de coopération politique », un texte soumis par la France : « Le Conseil exprime sa vive émotion et son indignation devant ces recours à la violence délibérée, qui non seulement compromettent la sécurité des membres de la Force, mais également ébranlent de nouveaux obstacles à l'accomplissement de la mission de paix assignée à la FINUL. Selon le souhait de la France, le Conseil de sécurité doit considérer comme indispensable l'adoption urgente de

mesures destinées à renforcer efficacement la sécurité des membres de la FINUL », et comme justifié l'« envoi immédiat sur place d'une mission de haut niveau qui doit procéder à un examen approfondi de la situation et faire des propositions indispensables pour mettre la Force en mesure de remplir son mandat ».

Contrairement aux habitudes de la maison, le président du Conseil de sécurité, M. Belongov, ambassadeur soviétique, s'est montré très coopératif, et a immédiatement accepté d'envisager une réunion d'urgence du Conseil, vendredi en fin de matinée (après midi heure de Paris). La séance, en présence du secrétaire général, devait adopter le texte français avec de légères modifications éventuelles.

### Commencer par Jérusalem

Entre-temps, le sous-secrétaire général pour les affaires politiques spéciales, M. Marrack Goulding, prenait l'avion pour Tel-Aviv. Lors de l'escalade à Paris, ce vendredi matin, il a rencontré des représentants du Quai d'Orsay et du ministère de la Défense. Dimanche, il sera reçu par le ministre israélien de la Défense, M. Rabin, avant de repartir pour le Liban et la Syrie.

Ces résultats, inhabituels à l'ONU, sont-ils une victoire de la diplomatie française ? L'affaire est plus complexe, et il serait illusoire de considérer la bonne volonté des Nations unies comme le prétexte à un règlement d'un conflit qui engage des puissances indépendantes du bon vouloir du secrétariat général du Conseil de sécurité.

Tout d'abord, Israël. M. Marrack Goulding, dont l'hostilité à une mission immédiate au Liban était connue, préfère insister sur les inconvénients d'une présence prolongée de Tsaïba au Sud libanais : si les Israéliens souhaitent réellement le maintien de la FINUL, il faut qu'ils comprennent que leur présence, qui

s'apparente désormais à une occupation, donne raison aux extrémistes chiites et à l'imam Khomeiny, dont la condamnation de la résolution 242, considérée comme un « mot d'ordre définitif » par une récente réunion des dignitaires chiites du sud du Liban, mélange les rivalités locales avec des notions de lutte sacrée contre les reliques des croisades médiévales. Il faut donc que Jérusalem accepte un début de retrait, un tel geste aurait l'avantage de plusieurs de ses collaborateurs du Quai d'Orsay (il n'a pas eu le temps, nous a-t-il précisé, de rencontrer M. Chirac, lequel sera cependant le bienvenu à la fin de l'année à Moscou, comme il y a été invité). Joignant la subtilité de la « nouvelle pensée politique » à la rigueur du professionnel, il s'est montré, au cours d'une conférence de presse tenue à son ambassade, jeudi 4 septembre, tout à fait amical, prudent et rigide selon les sujets abordés.

Amical vis-à-vis de la France après l'attentat commis le même jour contre les soldats de la FINUL. Comme on le sait, Moscou a pris récemment une attitude plus constructive à l'égard de la force des Nations unies, hier tolérée seulement, aujourd'hui financée par une contribution de l'URSS. Expriment sa « sympathie » pour la France, M. Vorontsov a soutenu le recours à l'ONU déposé par celle-ci et demandé une enquête visant à établir l'identité des auteurs de cette « provocation ». Mais Moscou ne va pas jusqu'à demander d'envoyer un contingent à la FINUL, à laquelle, selon lui, ni les Américains ni les Soviétiques ne doivent participer.

Toujours à propos du Proche-Orient, M. Vorontsov s'est montré optimiste en affirmant que le comité préparatoire destiné à organiser une conférence de paix entre Israël et les pays arabes devrait bientôt voir le jour. Présentant cette idée comme « née de la rencontre » entre M. Mitterrand et Gorbatchev en juin dernier à Moscou, le diplomate soviétique s'est efforcé de tirer la France dans son camp, ce qui expli-

que sans doute son détour par Paris, après une tournée dans plusieurs capitales arabes. Sans le démentir, le Quai d'Orsay continue de manifester, pour sa part, un solide scepticisme sur la tenue d'une telle conférence, réclamée depuis fort longtemps par Moscou mais qui suppose résolu une série de problèmes avec les États-Unis et Israël.

Le diplomate a tenu à souligner d'autre part le nouvel état d'esprit qui règne à Moscou, notamment dans deux domaines. En matière commerciale, il a rappelé que la réorganisation en cours du commerce extérieur permettra aux entreprises soviétiques de participer directement aux échanges, et aussi que la création de projets ou de sociétés communes (joint ventures) est désormais possible en URSS. Dans le domaine du désarmement, il a insisté sur la double concession que représente, à ses yeux, l'acceptation, par l'URSS, d'un contrôle sur place, en particulier à l'occasion de manœuvres militaires ; d'une part, ce contrôle pourra être mis en place en l'absence de mesures de désarmement, contrairement à ce qu'avait toujours réclamé la diplomatie soviétique ; d'autre part, il pourra englober la partie occidentale de l'URSS, alors que les États-Unis en seront dispensés.

### La rencontre soviéto-israélienne d'Helsinki

Or, vis-à-vis d'Israël précisément, l'attitude de Moscou reste des plus rigides. Présentant pour la première fois la version soviétique de la rencontre entre fonctionnaires des deux pays à Helsinki en août, M. Vorontsov a dit : « Cette rencontre avait été demandée par nous pour résoudre des problèmes relatifs à nos compatriotes et à nos biens en Israël. Nos émissaires ont demandé des visas pour un groupe de fonctionnaires soviétiques, mais ils ont eu droit à la place à un long exposé sur le sort des juifs soviétiques. Nous connaissons cette situation mieux que quiconque et n'avons pas besoin de leçons sur le sujet. Les visas n'ayant pas été donnés, nos fonctionnaires ont pris congé et ont demandé à la partie israélienne d'oublier cette demande. » Après avoir ajouté que tout ce qui a été dit en Israël sur le sujet, relevait du « théâtre politique », M. Vorontsov a insisté sur le fait que cette rencontre n'avait pas eu, et n'aurait pas, de suite : « Si les Israéliens parlent uniquement des juifs soviétiques, il ne nous intéresse pas de les rencontrer », a-t-il ajouté.

Le ton a été plus modéré à propos de l'Iran (le vice-ministre a jugé « injustifié » l'arraisonnement récent de navires soviétiques dans le Golfe, mais tenu à préciser que Moscou réagit toujours « calmement » et souhaite aller « aussi loin dans la voie de la normalisation que Téhéran le voudra »), ainsi que de l'affaire Daniloff. M. Vorontsov estime qu'il faut « chercher une solution » et croit savoir que celle-ci sera « assez rapide ».

Il est vrai qu'au même moment le maréchal Akhromeev, chef de l'état-major général de l'armée rouge, apportait, dans une déclaration à l'agence Tass, des précisions qui limitent singulièrement la portée de ce contrôle. Certes, a-t-il dit, des inspections terrestres et aériennes seront acceptées, mais les secondes devront se faire à bord d'avions du pays inspecté, pilotés par ses ressortissants. Les contrôleurs étrangers présents à bord se borneront à indiquer au pilote la direction à suivre et l'endroit où il lui faut virer de bord pour pouvoir observer le terrain. Pas question donc, ajoutait-il, d'accepter le survol par des avions étrangers bourrés d'instruments permettant de collecter des renseignements sur « n'importe quelle installation non soumise au contrôle ».

Voilà qui risque de compliquer les dernières négociations à la conférence de Stockholm, qui doivent se conclure à la fin de ce mois. M. Vorontsov tient toutefois à avoir tiré des conclusions : « un éventuel échec « ne sera pas de notre fait ».

MICHEL TATU.

## La visite du premier vice-ministre soviétique des affaires étrangères

## M. Vorontsov exprime sa « sympathie » à Paris après cette « provocation »

M. Ionili Vorontsov, ancien ambassadeur de l'URSS à Paris, est devenu, ce printemps, premier vice-ministre des affaires étrangères et l'un des protagonistes de la « restructuration » de la diplomatie soviétique mise en route par son ancien patron à Washington, et aujourd'hui principal conseiller de M. Gorbatchev, Anatoli Dobrynine. C'est ce qu'il est venu démontrer lors d'un bref séjour à Paris, au cours duquel il a rencontré M. Mitterrand à l'Élysée, ainsi que M. Raimond et plusieurs de ses collaborateurs du Quai d'Orsay (il n'a pas eu le temps, nous a-t-il précisé, de rencontrer M. Chirac, lequel sera cependant le bienvenu à la fin de l'année à Moscou, comme il y a été invité). Joignant la subtilité de la « nouvelle pensée politique » à la rigueur du professionnel, il s'est montré, au cours d'une conférence de presse tenue à son ambassade, jeudi 4 septembre, tout à fait amical, prudent et rigide selon les sujets abordés.

Amical vis-à-vis de la France après l'attentat commis le même jour contre les soldats de la FINUL. Comme on le sait, Moscou a pris récemment une attitude plus constructive à l'égard de la force des Nations unies, hier tolérée seulement, aujourd'hui financée par une contribution de l'URSS. Expriment sa « sympathie » pour la France, M. Vorontsov a soutenu le recours à l'ONU déposé par celle-ci et demandé une enquête visant à établir l'identité des auteurs de cette « provocation ». Mais Moscou ne va pas jusqu'à demander d'envoyer un contingent à la FINUL, à laquelle, selon lui, ni les Américains ni les Soviétiques ne doivent participer.

Toujours à propos du Proche-Orient, M. Vorontsov s'est montré optimiste en affirmant que le comité préparatoire destiné à organiser une conférence de paix entre Israël et les pays arabes devrait bientôt voir le jour. Présentant cette idée comme « née de la rencontre » entre M. Mitterrand et Gorbatchev en juin dernier à Moscou, le diplomate soviétique s'est efforcé de tirer la France dans son camp, ce qui expli-

## La « tournée antilibyenne » du général Walters en Europe

## L'Élysée et Matignon sont « sur la même longueur d'onde »

Le gouvernement américain a estimé, jeudi 4 septembre, qu'il existait un « large consensus » au sein de ses alliés sur la nécessité d'arrêter la Libye à l'issue de son soutien au terrorisme international.

« Des progrès considérables ont été réalisés » dans les efforts pour « faire comprendre au régime libyen que son soutien au terrorisme international ne restera pas impuni », a ajouté le porte-parole du département d'État, M. Redman, sans donner de détail sur ces « progrès ». Cette déclaration paraît destinée à répondre aux informations de presse selon lesquelles les appels de M. Vernon Walters, ambassadeur des États-Unis auprès de l'ONU, en faveur de nouvelles sanctions contre Tripoli ont rencontré peu d'écho en Europe.

Il revient à chaque pays de décider quelles mesures adopter, a souligné le porte-parole. « L'important est qu'il n'y ait pas de désaccord sur la nécessité de prendre des mesures concrètes pour manifester notre opposition commune au terrorisme soutenu par des États. »

A Paris, M. Denis Baudouin, porte-parole de M. Chirac, a indiqué jeudi que le « président de la République et le premier ministre sont absolument sur la même longueur d'onde » en ce qui concerne la visite à Paris du général Walters.

Après M. Mitterrand mardi, M. Jacques Chirac a reçu à son tour, jeudi en fin d'après-midi, l'ambassadeur américain. Le premier ministre s'était entretenu de cette visite mercredi avec le chef de l'État avant le

conseil des ministres. « Entre la position de François Mitterrand et celle de Jacques Chirac, il n'y a aucune différence », a souligné M. Baudouin, qui a ajouté : « M. Walters a fait mardi avec le président de la République un tour d'horizon des problèmes, il n'a rien demandé de précis mais a abordé des questions telles que la lutte antiterroriste et l'évolution de la situation au Moyen-Orient. »

Le général Walters, qui venait de Rome, s'est entretenu dans la soirée de jeudi avec le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, avant de quitter Paris pour Londres.

« M. Shultz n'ira pas au Proche-Orient dans l'immédiat. Le secrétaire d'État George Shultz n'envisage plus, pour le moment, d'effectuer une tournée au Proche-Orient, du moins tant qu'il sera à l'Égypte, n'aurait pas résolu leur querelle sur l'enclavement de Tabou, a indiqué, jeudi 4 septembre, un responsable américain. — (AFP.) »

### DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

RADIO-TELEVISION

COMMUNICATION

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 65872 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauriol (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Dirige de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wouss,

Rédacteur en chef :

Daniel Verzet.

Correspondant en chef :

Claude Sales.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montmoyne, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

### ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 065 F 1 380 F

II. - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire

tous les noms propres en capitales

d'imprimerie.

Impression

et tirage

PARIS-DE

1985

Reproduction interdite de tous articles

sous réserve de l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

## Amériques

### CHILI

## La journée de « grève nationale » : faible participation mais nombreux incidents

Santiago du Chili. — Une personne a été tuée par balle et cinq autres ont été blessées au cours de la journée de grève organisée jeudi 4 septembre au Chili. Seul le Mouvement démocratique populaire (MDP) et le Commandement national des travailleurs (CNT) avaient appelé à cet arrêt de travail national qui s'est soldé par un échec.

La plupart des Chiliens semblent avoir ignoré cet appel. La journée a cependant été marquée par de nombreux heurts entre les opposants au régime et les forces de l'ordre, qui ont procédé à au moins deux cent vingt arrestations, selon des sources policières. A Vina-del-Mar, port de la côte pacifique proche de Valparaíso, un jeune homme de vingt et un ans, Alberto Vega Lopez, été tué d'une balle dans la poitrine par une patrouille, alors qu'il tentait, avec deux complices armés, de s'emparer d'un autobus.

Trois journalistes argentins, qui couvraient ces manifestations, ont aussi été agressés, puis arrêtés, et annoncé jeudi soir, la chaîne de télévision argentine pour laquelle ils travaillaient. « Ils ont été frappés par des membres du service de sécurité, qui ont aussi saisi leur matériel », a précisé la chaîne. L'ambassade chilienne à Buenos-Aires a pour sa part démenti que le gouvernement de Santiago ait ordonné l'arrestation des trois journalistes. Les opérations de police qui se sont déroulées pendant cette journée ont, d'autre part, entraîné l'arrestation de quinze per-

sonnes dans plusieurs quartiers de la capitale après la découverte de caches d'armes et d'explosifs. Enfin, ce même jeudi, l'évêque de Valdivia (à 850 kilomètres au sud de Santiago), Mgr Alejandro Jimenez, a déclaré que son automobile avait été la cible d'un attentat qui n'a fait aucun blessé. Cet incident est le second en un peu plus d'un mois contre un dignitaire de l'Eglise chilienne. Un autre évêque, Mgr Miguel Cavieles, avait échappé à un attentat à Osorno, dans une région voisine.

### Inscription sur les listes électorales

Les Chiliens pourront s'inscrire sur des listes électorales à partir de janvier 1987 pour la première fois depuis l'arrivée au pouvoir du général Pinochet en 1973, a déclaré jeudi 4 septembre à Paris un juriste, M. Gustavo Cuevas Farron, membre d'une commission chargée par le gouvernement chilien de créer les institutions nécessaires à une transition vers un régime démocratique. Dans le meilleur des cas, l'élection présidentielle pourrait avoir lieu dès 1988, n'indiquant le juriste, en prédisant que tous les partis recourent par la loi comme « non totalitaires » pour participer aux élections, en rappelant que le Parti communiste restait exclu du « processus de démocratisation ». — (AFP, AP, Reuter.)

حکومت الاصل



# Etranger

## et le débat sur le rôle et l'avenir de la FINUL

Libanais souhaitent le maintien, et pas seulement le gouvernement ou les chrétiens, avait rendu de grands services.

An ministre français de la défense, on s'abstient de tout commentaire officiel, on établit cependant une distinction entre les incidents de la nuit du 4, où quinze soldats français de la FINUL furent blessés dans un accrochage avec des miliciens chiites, et l'attentat de jeudi dernier. Le premier incident révèle, en effet, une volonté de certaines organisations de contester directement la mission de contrôle des « casques bleus » français sur les déplacements

des forces en présence au Liban sud. En revanche, l'attentat de jeudi, où trois parachutistes français ont trouvé la mort, est jugé comme étant une opération plus sélective et, donc, plus discriminatoire contre l'armée française si l'enquête, qui sera conduite par le commandement local des Nations unies, aboutit à la conclusion que la bombe télécommandée visait bien seulement les parachutistes français. Le ministère de la défense attend donc les conclusions de cette enquête, « onusienne » pour proposer au gouvernement les mesures qui s'imposent.

M. Jean François-Poncet, ancien ministre français des affaires étrangères, a estimé pour sa part que la France devrait se dégager du « piège » de la FINUL. « En se dégageant du piège où elle est enfermée depuis quatre ans, la France n'en serait que plus forte, parce que moins vulnérable, pour agir au Liban en faveur des populations qui lui font traditionnellement confiance », a-t-il souligné. « La FINUL n'a plus ni mission, ni direction, ni perspectives », a-t-il ajouté en notant qu'« elle ne peut ni servir la cause de la paix, ni mener la guerre qu'on lui impose ».

### Deux suspects ont été arrêtés

Le mouvement chiite Amal a violemment condamné, jeudi 4 septembre, le « lâche assassinat » de trois casques bleus français à Jounieh, dans le sud du Liban. Un communiqué publié après une session du comité exécutif et du bureau politique, de ce mouvement, présidé par son chef, M. Nabih Berri, voit dans ce crime barbare les traces suspectes d'une « partie qui désire la perte du Liban sud ». Amal affirme d'autre part qu'il « réserve attentivement cette affaire et toutes ses conséquences et ne recule devant aucune mesure pour mettre les auteurs à la dérive, de la sécurité au sud du pays jusqu'à la libération (de l'occupation israélienne) ».

M. Daoud Daoud, chef du mouvement chiite Amal au Liban sud, est venu jeudi au poste de commandement du 13<sup>e</sup> RGP (régiment de génie parachutiste) à Jounieh, présenter ses condoléances au général Pons, commandant en second des casques bleus. M. Daoud a déclaré : « Nous avons reçu le message et relèverons le défi qui est lancé à Amal et à la FINUL par une partie qui se désintéresse de la sécurité de la population du Liban sud. La manifestation organisée ce matin par la population de Jounieh est une réponse spontanée. Elle exprime l'attachement des habitants à la présence de la FINUL, afin que soient appliquées les résolutions internationales ».

Par ailleurs, un responsable militaire d'Amal a confirmé l'assassinat de deux parachutistes français d'avoir participé à l'attentat. Elles ont été appréhendées par des membres des services de renseignements d'Amal qui réclament les divers attentats au lieu de l'attentat, a-t-il dit.

A Paris, où il a été reçu vendredi par le ministre de la Défense, M. Mitterrand, le président du Parlement libanais,

M. Hussein Husseini (chiite), a réaffirmé son attachement à la FINUL, et en particulier à la présence du contingent français, rappelant la mission de soutien à la FINUL votée par le Parlement libanais le 28 août dernier à l'unanimité. M. Husseini nous a affirmé avoir trouvé M. Mitterrand très ferme sur les principes d'un engagement français au Liban. « Les principes ne peuvent pas être ébranlés par des incidents », M. Husseini estime d'autre part que, « si la FINUL court des risques, c'est en raison de la non-application de la résolution 425 », qui demande le retrait total d'Israël du Liban. « L'application de cette résolution est un premier pas nécessaire pour aboutir à la solution du problème libanais », dit encore M. Husseini, qui ajoute : « Cela aurait des effets positifs pour aboutir à une dissipation de la crise du Liban de celle du Proche-Orient ».

Le président du Parlement libanais, qui avait été reçu en juin par M. Chirac, va se rendre à Alger, où il s'entretiendra avec le président Chadli de l'évolution de la situation du Liban.

### Un soldat israélien tué dans le Sud

Jérusalem, (AFP). — Un soldat israélien a été tué au cours d'une opération effectuée au sud du Liban, le 4 septembre, dans la localité de Zibqine, au nord de la « zone de sécurité » établie par Israël au Liban sud, a annoncé un porte-parole militaire israélien. Le village est situé à 7 kilomètres au nord de la frontière israélienne. Le porte-parole a indiqué qu'un « acte de violence » avait été commis au cours de l'opération et que quatre habitants du village avaient été arrêtés, puis conduits en Israël.

## La mission impossible des « casques bleus »

(Suite de la première page.)

Parmi les officiers du contingent français — ce sont de la force onusienne avec ses mille quatre cents hommes — l'heure est au désenchantement mêlé d'amertume. En quelques semaines une série d'incidents, depuis les graves accrochages des 11 et 12 août avec les miliciens d'Amal jusqu'à l'attentat de jeudi, ont à nouveau mis en lumière, de manière presque caricaturale, les contradictions inhérentes au mandat original de la FINUL adopté en mars 1978 par le Conseil de sécurité. La résolution 425 assignait aux « casques bleus » une triple tâche qui, avec le recul, apparaît aujourd'hui démentiellement ambiguë et restera d'ailleurs toujours hors de leur portée : assurer le retrait total des troupes israéliennes du Liban, restaurer la paix et la sécurité dans cette région, aider le gouvernement de Beyrouth à réaffirmer son autorité.

Le tournant décisif remonte à moins de deux mois. Le 18 juillet, le cheikh Fadallah, chef suprême du Hezbollah (le Parti de Dieu chiite pro-iranien) déclenche à Beyrouth une campagne de dénonciation de la FINUL et de la résolution 425. Peu après, le clergé extrémiste, dont une quinzaine de mollahs iraniens installés dans la région de Tyr, commence à diffuser les mots d'ordre de son dirigeant. Le 10 août, le cheikh Hassan Nasrallah, chef Hezbollah dans le sud, accuse la FINUL d'espionnage au profit d'Israël, en assurant exprimer ainsi la position de l'Iran. Le 21 août, en effet, Téhéran fait chorus. La rhétorique enflammée du Hezbollah provoque rapidement un regain d'incidents anti-FINUL. Exemple : dans la demi-heure qui suit le sermon du cheikh Moussavi, venu de Baalbek à Abassieh, les postes du bataillon français essuient trois attaques.

durée (seize heures) et l'acharnement des affrontements de Maarakah. Le général Jean Pons, commandant du contingent français, s'employa pourtant à aussi à circonscrire l'incident. Deux chiffres établis par une commission d'enquête illustrent à la fois la détermination des assaillants et le déséquilibre des moyens en présence. Au cours des assauts répétés qu'ils lancèrent en chantant contre les positions françaises, les combattants d'Amal, « arrosant » copieusement leurs adversaires, utilisèrent quelque vingt-cinq mille munitions de petit calibre. En face, les « casques bleus », on ne peut plus pharaoniques, n'en usèrent qu'une centaine, tout juste quatre charges.

agitent les milieux chiites. La difficulté pour les « casques bleus » d'avoir la moindre prise sur une telle dynamique aggrave un sentiment d'impuissance exacerbé par l'attentat de jeudi. « Voir des camarades parachutistes abattus comme des lapins, disent-ils, sans pouvoir répliquer, c'est très dur à supporter ». A l'évidence chez les « casques bleus », le cœur n'y est plus.

Depuis les incidents de Maarakah, le désir de vengeance des chiites n'était guère douteux. On reste aux aguets, en faisant le gros dos. Aujourd'hui les Français attendent le prochain coup : « Naus souffrons du syndrome du Drakkar », note un officier, en référence au sanglant attentat à la voiture-suicide qui, en octobre 1983, fit cinquante-huit morts dans le contingent français de la Force multinationale de Beyrouth, et hâta son retrait de la capitale libanaise. Mourir pour la FINUL ? Rares sont ceux qui en voient aujourd'hui la nécessité.

L'actuelle expérience des « casques bleus » rappelle, toutes proportions gardées, la mésaventure d'Israël au Liban. Comme les Israéliens naguère, les « soldats de la paix » sont devenus une cible trop facile pour les poseurs de bombes. A la différence majeure que les Français ne sont pas autorisés, eux, à recourir aux règles de la guerre. Ils ne peuvent mener aucune opération de rattachement, ne disposant ni d'artillerie ni d'aviation. Entendus d'ici, les discours des hommes politiques français sur une « redéfinition » ou un « renforcement » du rôle ou des moyens de la FINUL paraissent surréalistes. Même si les « casques bleus » jouissaient aujourd'hui d'une plus grande liberté d'action, militaire, cela ne changerait pas grand-chose à leurs états d'âme. Alors, disent-ils, ne vaudrait-il pas mieux partir éligamment quand il en est encore temps plutôt qu'être chassés tôt ou tard ? Le retrait en bon ordre ne serait-il pas préférable à une humiliante retraite ?

Plus grave : l'existence même de la FINUL est devenue, semble-t-il, un enjeu dans la lutte de plus en plus ouverte qui oppose Amal au Hezbollah. Résultat : la FINUL est happée, contre son gré, dans l'engrenage des rivalités et des surenchères qui

### « L'intox marche »

L'important, c'est que les combats de Maarakah ont marqué une étape cruciale dans l'escalade anti-française. Certes une partie de la population villageoise reste insensible à la propagande du Hezbollah et conserve sa confiance aux « casques bleus ». Mais, de l'avis général les sermons des extrémistes trouvent un écho grandissant. L'« intox marche », soulignent les officiers français. Naus sommes de plus en plus perçus comme une force d'occupation, comme un obstacle à liquider. Et cela d'autant plus que nous n'avons pas les moyens de riposter ».

Affirmant son souci de débarrasser la terre d'islam de toutes les forces armées étrangères, le Hezbollah s'en prend au « colonialisme français » sur le thème : « Hier les Américains, aujourd'hui les Français ».

La mort sous les balles françaises d'Halid Ali Khalil, tenu pour l'un des héros de la résistance anti-israélienne dans le Sud libanais, a déclenché une vague de colère anti-FINUL des miliciens d'Amal. Elle explique en partie la

durée (seize heures) et l'acharnement des affrontements de Maarakah. Le général Jean Pons, commandant du contingent français, s'employa pourtant à aussi à circonscrire l'incident. Deux chiffres établis par une commission d'enquête illustrent à la fois la détermination des assaillants et le déséquilibre des moyens en présence. Au cours des assauts répétés qu'ils lancèrent en chantant contre les positions françaises, les combattants d'Amal, « arrosant » copieusement leurs adversaires, utilisèrent quelque vingt-cinq mille munitions de petit calibre. En face, les « casques bleus », on ne peut plus pharaoniques, n'en usèrent qu'une centaine, tout juste quatre charges.

### A la conférence des non-alignés de Harare

## M. Yasser Arafat se déclare, sous conditions, prêt à accepter la résolution 242 qui implique la reconnaissance d'Israël

M. Yasser Arafat, chef de l'O.L.P., a déclaré, le jeudi 4 septembre à Harare, qu'il acceptait la résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations unies, qui implique la reconnaissance d'Israël, dans le cadre d'un règlement global du conflit israélo-arabe fondé sur l'acceptation de « toutes les résolutions de l'ONU » sur la question palestinienne.

L'O.L.P. a « accepté la tenue d'une conférence internationale, en application de la résolution 338/33 G de l'Assemblée générale de l'ONU, prévoyant la participation des deux membres du Conseil de sécurité et de toutes les parties concernées impliquées dans le conflit, y compris l'Organisation de libération de la Palestine, sur la base de la légalité internationale ».

### Le premier ministre égyptien reçu par M. Mitterrand

Le premier ministre égyptien, M. Ali Loutfi, a remis au président Mitterrand un message écrit du président Hossni Moubarak, qui doit effectuer prochainement une visite officielle en France.

Le chef du gouvernement égyptien, qui s'est entretenu pendant près de trois heures avec M. Mitterrand, a indiqué qu'il avait informé son interlocuteur, « des derniers développements concernant l'enclave de Tabé et des efforts déployés par l'Egypte pour parvenir à une paix juste et durable dans la région ».

Interrogé sur la prochaine rencontre entre M. Moubarak et le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, M. Loutfi, qui avait rencontré dans la matinée M. Jacques Chirac, a répondu que la date et le lieu de ce sommet israélo-égyptien « attendu » n'avaient pas encore été « décidés ».

A Jérusalem, la radio israélienne a indiqué que M. Shimon Pérès avait reçu jeudi un message du président Moubarak, dans lequel ce dernier affirmait qu'un sommet entre les deux dirigeants aura lieu la semaine prochaine, à condition qu'un accord sur Tabé intervienne d'ici là.

nale et de toutes les résolutions de l'ONU et du Conseil de sécurité concernant la cause palestinienne et le Proche-Orient, y compris les résolutions 242, 338, 465 », a déclaré le dirigeant palestinien.

Votée le 22 novembre 1967, la résolution 242 préconise un règlement du conflit israélo-arabe sur la base de la paix entre Israël et l'Etat arabe, en échange de la restitution par l'Etat hébreu des territoires arabes occupés en juin 1967 (Cisjordanie-Gaza, plateau syrien du Golan et secteur arabe de Jérusalem). Il prévoit une juste indemnisation des populations arabes, mais ne mentionne pas spécifiquement les droits des Palestiniens.

M. Arafat s'est, d'autre part, félicité de l'initiative lancée à Moscou, en juillet dernier, « après la rencontre Mitterrand-Gorbatchev » et tendant à la convocation d'une conférence internationale. « Nous appuyons l'initiative lancée à Moscou tendant à la constitution d'un comité préparatoire comprenant tous les membres permanents du Conseil de sécurité, toutes les parties impliquées dans le conflit israélo-arabe, les pays arabes concernés, l'O.L.P. et Israël pour dialoguer et discuter des prérogatives de cette conférence, des conditions de participation ainsi que de l'ordre du jour », a-t-il ajouté.

On voit désormais clairement « qui assume la responsabilité de la persistance de la tension au Proche-Orient », a-t-il dit, proclamant sa conviction qu'« un règlement juste et global de la cause du peuple palestinien et l'instauration d'une paix dans la région auront des répercussions positives sur l'ensemble des peuples et des Etats de la région, ainsi que sur la paix mondiale et la détente ».

La déclaration de M. Arafat a été accueillie avec le plus grand scepticisme en Israël, où un haut fonctionnaire proche de M. Pérès a affirmé qu'elle ne contenait « rien de nouveau ».

« Ces propos auraient constitué un tournant si Yasser Arafat s'était contenté de reconnaître la 242, sans mentionner la traditionnelle formule sur les « deux résolutions de l'ONU », qui remonte au partage de la Palestine en 1947 », a ajouté ce haut fonctionnaire. « En outre, la mention d'une conférence internationale dans la suite des déclarations réduit encore singulièrement la portée des propositions du leader de l'O.L.P. ».

M. Pérès avait, mercredi, catégoriquement rejeté une nouvelle fois l'O.L.P. comme interlocuteur, même dans le cas où cette organisation reconnaîtrait la résolution 242.

A Damas, en revanche, le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) de M. Georges Habbache a dénoncé la déclaration de M. Arafat. Pour le porte-parole du FPLP, cette déclaration « s'inscrit dans le cadre de la politique réactionnaire de la direction de la centrale palestinienne et constitue une déviation du programme de l'entente nationale tout en contredisant toutes les résolutions adoptées par les sessions légales du Conseil national palestinien (CNP, Parlement en exil). Elle répond aux pressions exercées par le président égyptien, M. Hossni Moubarak, et l'administration américaine à la veille de la rencontre Moubarak-Pérès ».

« C'est la première fois que M. Arafat fait explicitement référence à la résolution 242, qui constitue l'une des conditions posées par Washington à des pourparlers avec l'O.L.P. Celle-ci s'est jusqu'à présent refusée à reconnaître une résolution qui ne mentionne pas les droits politiques des Palestiniens et se borne à traiter le problème sous son aspect humanitaire. M. Arafat avait cependant proclamé au cours de son séjour à Beyrouth, en août 1982, son adhésion à « toutes les résolutions de l'ONU », sans les citer. L'année dernière, toutefois, M. Arafat avait, à la demande du roi Hachem de Jordanie, accepté de reconnaître la résolution 242 à la condition que les Etats-Unis reconnaissent explicitement « le droit des Palestiniens à l'autodétermination ».

### Afrique du Sud

- Afrique du Sud
- Algérie • Allemagne
- Argentine • Australie
- Autriche
- Belgique
- Brésil
- Canada
- Chili • Chine
- Colombie • Congo
- Corée du Sud
- Costa Rica • Côte d'Ivoire
- Danemark
- Espagne
- États-Unis • Finlande
- France • Grèce
- Guatemala
- Haïti
- Hongrie
- Inde • Indonésie
- Iran • Italie
- Japon
- Jordanie • Kenya
- Liban • Libye
- Luxembourg
- Malaisie • Malawi
- Mali • Maroc
- Mexique
- Mozambique
- Nicaragua
- Niger • Nigeria
- Norvège
- Nouvelle-Zélande
- Oman • Pakistan
- Panama • Paraguay
- Pays-Bas • Pérou
- Philippines
- Pologne • Portugal
- Qatar • Roumanie
- Royaume-Uni
- Singapour
- Soudan • Sri Lanka
- Suède • Suisse • Syrie
- Thaïlande • Togo
- Tunisie • Turquie
- Uruguay
- Venezuela • Yémen du Nord
- Yougoslavie • Zaïre.



### LE CENTRE DU MONDE EST AU 30, RUE LA PÉROUSE.

C'est l'adresse de l'ACIFE. C'est là que vous attendent plus de 100 monographies, traitant chacune en détail d'un pays étranger. Du prix des loyers à Calcutta aux écoles françaises en Argentine, en passant par la protection sociale au Zaïre ou la fiscalité au Japon, vous saurez tout avant de partir. Venez sur place, consultez les monographies de votre choix, ou commandez-les, en joignant un chèque de 60 F par monographie, établi à l'ordre du C.E.F.R. Pour toute question relative à l'exportation, appelez l'ACIFE.

Accueil et information des Français à l'étranger  
30, RUE LA PÉROUSE - 75001 PARIS  
Tél. 01 45 44 11 21 - 1945 44 11 22

MONOGRAPHIES ACIFE. ALLEZ EN PAIX.

سكنا من الاجل



## Etranger

Au sommet des non-alignés

## L'esclandre du colonel Kadhafi

HARARE  
de notre envoyé spécial

Le colonel Kadhafi a fait « franchement rigoler » certains délégués, les Zairiens par exemple, souriant d'autres, comme ce représentant d'un pays africain, qui a trouvé son discours « original ». Cependant, la philippique anti-impérialiste du dirigeant libyen, lancée, le jeudi 4 septembre à Harare, depuis la tribune du huitième sommet du mouvement des non-alignés et, surtout, sa mise en pièces dudit mouvement, ont laissé perplexe le plus grand nombre qui, « sur quelques points particuliers », se sont dit mazo voxe et un peu gênés, en accord avec le fougueux orateur.

S'il en est un, en revanche, qui a très mal pris la chose, c'est bien M. Robert Mugabe, premier ministre du Zimbabwe et président en exercice des non-alignés. Comment aurait-il pu réagir autrement alors que le colonel Kadhafi a, tout bonnement, contesté l'idée même du non-alignement sur laquelle repose le mouvement à la tête duquel il vient à peine d'être porté pour les trois prochaines années ? Répliquent sèchement à cette affirmation péremptoire, M. Mugabe a pris à témoin l'auditoire qui l'a vivement applaudi : « Je ne pense pas que tout le monde puisse soutenir que notre mouvement est inutile même s'il y a place pour des transformations qualitatives ».

« M. Mugabe joue son rôle de président en affirmant que le mouvement est vivant, commente un membre de la délégation libyenne, mais il se perd en vantant qu'en fait il est mort. » A la sortie de cette séance historique, dans un salon du Palais des congrès, M. Ali Khamenei, le chef de l'État iranien, félicite le colonel Kadhafi pour avoir dit tout haut ce que beaucoup pensent tout bas.

« Le non-alignement, ça n'existe pas », a répété le bouillant colonel, tout au long d'un discours à bâtons rompus, brouillon et décousu, interrompu, de temps à autre, par de brèves applaudissements, surtout, par les chœurs vociférants de quatre équipes en treillis qui s'étaient placées derrière l'orateur et lui faisaient écho : « L'Amérique peut être vaincue : relevons le défi ». Les autorités locales avaient été contraintes d'appeler les policiers anti-émeutes en renfort pour refouler une centaine de Libyens qui entendaient forcer les portes de sécurité pour « faire la classe » en séance...

Il ne faut pas rêver : la neutralité, chère aux « grands » du non-alignement comme Tito et Nasser, n'est plus de mise aujourd'hui. « Nous devons être totalement alignés contre les États-Unis, Israël, les membres de l'OTAN », explique le colonel Kadhafi. Et d'inviter son auditoire à choisir, dans un monde divisé en deux blocs, le « camp de la libération »

et à lutter contre « le camp adverse de l'impérialisme », c'est à côté avec les forces des pays socialistes.

De neutralité, des géants comme la Chine et l'Inde qui ont la bombe atomique pour se faire respecter, pouvant en parler. Mais, pour tous les mini-États, juge l'orateur, le non-alignement est pure fiction. A son avis, « les pays francophones font partie de l'Afrique ». Quant aux membres du Commonwealth — c'est très simple — « ils sont la propriété de la Grande-Bretagne... »

Le « révolutionnaire » qu'il est n'est pas venu à Harare pour s'asseoir à côté de gens bien peu recommandables comme les

Lui, le bouillant colonel, se dit prêt à ouvrir ses camps d'entraînement et ses dépôts d'armes aux combattants de la liberté du monde entier et propose de transformer le non-alignement en un « mouvement de défense collective » qui rassemblerait des « dizaines de milliers » de combattants qui s'en iront « brûler le sol sous les pas des Américains ». Le chef de l'État libyen n'a « pas de temps à perdre » et demeure au sein d'un mouvement qui ne prendrait pas de « mesures positives » — expulsion des trahisseurs, rupture des relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne et les États-Unis — se réformer. Pour le moment, il reste,



Merci à ce mouvement qui ne devrait pas exister, de me donner l'occasion de l'insulter...

représentants de pays qui ont reconnu Israël, à savoir, entre autres, la Cameroun, le Côte d'Ivoire, l'Égypte et le Zaïre, traités par lui, qui ne paraît pas être à court de qualificatifs flatteurs, de « marionnettes de l'impérialisme », d'« agents des États-Unis », de « réactionnaires », de « traîtres » et d'« espions ».

Dans la salle, certains délégués prennent à la légère ses dénominations. « Vous ne le faites pas ? C'est honteux », leur lance l'orateur. Plus tard, cependant, le Cameroun, le Côte d'Ivoire et le Zaïre, devant dans un communiqué de presse, leur « emprise » pour la déclaration d'« insensée » du colonel Kadhafi.

« Qu'avez-vous fait pour moi ? »

Pas étonnant, dans ces conditions, que le mouvement ait « perdu sa raison d'être ». L'orateur interpelle son auditoire : « Qu'avez-vous fait pour restaurer l'indépendance de la Grenade, qu'avez-vous fait pour me venir en aide lorsque j'ai été attaqué par les bombardiers américains ? » Heureusement pour lui, dit-il, Allah était là qui veillait et qui l'a sauvé. « La Méditerranée, assure-t-il, est pleine de cadavres d'aviateurs américains ».

JACQUES DE BARRIN.

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

## La grève générale a été massivement suivie à Soweto

Le président Ronald Reagan a prolongé d'un an, jeudi 4 septembre, les sanctions limitées contre l'Afrique du Sud annoncées l'année dernière, et qui expiraient le 9 septembre. Celles-ci portent essentiellement sur l'interdiction de la vente aux États-Unis des kruggerands (pièces d'or sud-africaines), de l'exportation d'ordinateurs vers l'Afrique du Sud et de certains prêts bancaires. Le président américain a précisé qu'il étendait des « mesures additionnelles » contre Pretoria en consultation avec les principaux alliés de Washington.

La question des sanctions sera au centre des entretiens qu'aura, le 9 septembre à Washington, le secrétaire d'État George Shultz avec son homologue britannique, Sir Geoffrey Howe. Celui-ci se rendra aux États-Unis après la réu-

nion, ce week-end, à Harfordshire, au nord de Londres, des ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne, qui doivent tenter d'adopter une position commune sur l'application de sanctions économiques contre Pretoria.

En Afrique du Sud, une vive tension a régné jeudi à Soweto, où l'appel à une grève générale a été massivement suivi. Enfilés, la Cour suprême du Natal a invalidé les dispositions prises par le gouvernement sud-africain pour restreindre la liberté de la presse et saisir ou interdire toute publication contenant un article jugé « subversif ». A la suite d'une décision similaire de la Cour, le mois dernier, le gouvernement avait révoqué ces restrictions mercredi, après les avoir modifiées (AFP, Renter).

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

Des morts enterrés à la sauvette et sur instigation de la police, des affrontements de rue à l'issue incertaine et une confusion générale due au black-out de l'information extra-officielle : tels sont les points saillants de la journée de deuil et de contestation vécue, jeudi 4 septembre, par le million et demi d'habitants de Soweto, claquemurés dans leur logis pendant que plusieurs centaines d'activistes défiaient les forces de l'ordre dans la rue.

Soweto est un symbole, et il n'est pas douteux que la réunion des non-alignés qui se déroule depuis la semaine dernière à Harare, presque à portée de voix de l'Afrique du Sud, n'est pas étrangère à l'effervescence qui règne dans cette cité depuis la flambée de violence du 26 août dernier.

L'opposition au gouvernement du président Botha a enregistré à cet égard un succès indéfectible, que les pays qui soutiennent l'ANC (Congrès national africain), représentés à Harare, n'auraient pas manqué de remarquer : le mot d'ordre de grève générale d'aujourd'hui a été suivi à 96 %, a assuré le Labor Monitoring Group, institut de recherche indépendant, pour qui ce débrayage massif a été « le plus significatif » de tous ceux organisés à Soweto depuis dix ans.

En revanche, les obédientes collectives prévues parallèlement à cette grève n'ont pas eu lieu. Une foule estimée à cinq mille personnes avait convergé de bonne heure vers le stade où elles allaient se dérouler. En vain. Les cercueils de la plupart des vingt et un morts de la semaine dernière n'étaient pas au rendez-vous, et la police a sommé les manifestants de se disperser. Un affrontement violent a été évité de justesse quand les écolastiques qui devaient présider à la cérémonie se sont interposés et ont réussi à persuader la foule d'obtempérer.

Inhumés  
à la sauvette

Selon un pasteur anglican de l'église Saint-Paul à Soweto, quinze dépouilles ont ainsi été enterrées à la sauvette et, dans plusieurs cas, sans la présence de leur famille. C'est la honte, inhumain et barbare », a déclaré le Dr Ntshona Motlana, président de l'Association civique de

Soweto et coorganisateur de cette journée de contestation. La police n'a signalé ni morts ni blessés, mais des témoins oculaires ont rapporté qu'une femme qui tentait d'échapper à des militants occupés à déloger les passagers d'un train de banlieue, pour les empêcher d'aller travailler, a sauté sur la voie et a trouvé la mort sous les roues d'un autre convoi.

Dans le reste de Soweto, pendant ce temps, d'autres « camarades » érigaient des barricades, lançaient des pierres et des cocktails Molotov contre les voitures, les bus et les taxis. La police a dispersé plusieurs de ces groupes à coups de grenades lacrymogènes et, selon une rumeur non confirmée qui fait état d'une douzaine de blessés, à l'aide de fusils à plomb.

(Interim.)

TCHAD

## « Il n'est pas question d'envisager une reconquête »

déclare M. Baudouin, porte-parole de M. Chirac

M. Denis Baudouin, porte-parole du premier ministre, a déclaré, jeudi 4 septembre, que les accords passés avec le Tchad sont « définitifs » et qu'il n'est pas question de question d'« envisager une reconquête de tel ou tel pays » en faveur d'un autre. Cette mise au point intervient après les propos tenus par M. André Girard, ministre de la défense, évoquant une aide possible de Paris à N'Djamena pour reconquérir le nord du Tchad (le Monde du 2 septembre).

M. Baudouin a précisé : « Nous avons, avec le Tchad, des accords de coopération militaire comme avec d'autres pays de l'Afrique francophone, ces accords, chaque fois que nous avons eu à les respecter, nous les avons toujours respectés (...), mais ce sont des accords définitifs. Il ne s'agit pas d'envisager une reconquête de tel ou tel pays en

favor de tel ou tel gouvernement avec l'aide militaire française. Chirac m'a dit que, de toute façon, il n'y a pas de question de reconquête de tel ou tel pays, ou d'engagement dans des actions qui transformeraient la politique traditionnelle que son gouvernement et que lui-même, depuis un certain nombre d'années, ont menée, notamment à l'égard du monde arabe. » D'autre part, les « tendances » de l'opposition tchadienne qui ont rompu avec M. Goukouni Oueddei, président du GUNT, doivent se réunir courant septembre dans une capitale africaine afin d'établir la « nouvelle plate-forme de lutte », distincte de celle du GUNT. M. Achille Mbongo, secrétaire général du Conseil démocratique révolutionnaire (CDR), est à l'origine de ce texte.

## Les participants

Voici la liste des participants au sommet. Selon un décompte établi mercredi 3 septembre, en l'absence d'indications officielles de la part des autorités zimbabwéennes.

• Afrique (50 membres, 49 États et la SWAPO) : 28 chefs d'État et de gouvernement : MM. Chadli Bendjedid (Algérie), José Eduardo Dos Santos (Angola), Mathieu Kérékou (Bénin), Quett Masire (Botswana), Thomas Sankara (Burkina-Faso), Aristides Pereira (Cap-Vert), Amr Abdallah (Comores), Denis Sassou Nguesso (Congo), Mengistu Haile Mariam (Éthiopie), Omar Bongo (Gabon), João Bernardo Vieira (Guinée-Bissau), le roi Moshoele II (Lesotho), MM. Samuel Doe (Libéria), Mouammar Kadhafi (Libye), Didier Ratsiraka (Madagascar), Moussa Traoré (Mali), Samora Machel (Mozambique), Hamid Al Ghalib (Niger, premier ministre), Ibrahim Babagide (Nigéria), Yoweri Museveni (Ouganda), Pinto Da Costa (Sao Tomé et Principe), Abdon Diouf (Sénégal), François Albert René (Seychelles), Ahmed Qasbi (Soudan), Mirghani (Soudan), Ali Hassan Mwinyi (Tanzanie), Keoneth Kaunda (Zambie), Kenzo wa Danda (Zaïre, premier ministre). Le Zimbabwe, pays hôte, est représenté par son premier ministre, M. Robert Mugabe et la SWAPO (mouvement de libération de la Namibie) par son chef, M. Sam Nujoma. La RASP (République arabe sahraïenne démocratique), bien que reconnue par 61 membres du mouvement, n'en fait pas partie.

• Asie et Pacifique (17 pays). Quatre chefs d'État, trois vice-présidents et six chefs de gouvernement : les rois Jigme Kingy (Bhoutan) et Birendra (Népal) ; les présidents Maamoun Abdel Ouyoun (Maldives) et Zia U Haq (Pakistan) ; les vice-présidents Pak Song Chol (Corée du Nord), Nguyen Hu Thoo (Vietnam), Umar Wiradikusuman (Indonésie) et

les chefs de gouvernement suivants : Sultan Ali Khasmehnd (Afghanistan), MM. Masimi Rahman Choudry (Bangladesh), Rajiv Gandhi (Inde), Mahatir (Malaisie), Ransinghe Premadasa (Sri Lanka), Walter Lini (Vanuatu).

• Amérique latine et Caraïbes (17 États). — Cinq chefs d'État et un vice-président : MM. Raoul Alfonsín (Argentine), Fidel Castro (Cuba), Desmond Hoyte (Guyane), Daniel Ortega (Nicaragua) et Alan García (Pérou) ; la Jamaïque, par le vice-président M. Hugh Shearer, et les autres pays par des délégations ministérielles.

• Proche-Orient (14 membres, 13 États et l'OLP). — Deux chefs d'État, MM. Ali Khamenei (Iran) et Haïdar Abou Bakr Al Attas (Yémen du Sud) ; un vice-président, M. Abdel Halim Khaddam (Syrie) ; deux vice-premiers ministres, MM. Sabah Al Ahmed (Koweït) et Abdel Karim Irtani (Yémen du Nord), et l'OLP par son chef, M. Yasser Arafat. Les autres pays ont délégué soit des ministres, soit des hauts fonctionnaires.

Sur les 101 membres du mouvement, un, Sainte-Lucie, s'est officiellement abstenu de prendre part aux travaux, tandis que le siège controversé du Cambodge a été déclaré « vacant ». D'autre part, le FLNKS (Front national de libération du laos et socialiste) du Nouvelle-Calédonie, dont le chef, M. Jean-Marie Tjibou, est à Harare, a été admis comme observateur. Le mouvement compte également comme « observateurs » seize pays du tiers-monde et deux mouvements de libération d'Afrique du Sud : l'ANC (Congrès national africain) et le PAC (Congrès panafricain).

Enfin, quatre pays européens (Autriche, Finlande, Suisse et Suède) ainsi que l'Australie et la Mongolie participent à titre d'« invités » au sommet des non-alignés. — (AFP.)

## Europe

URSS : le naufrage de l'« Amiral-Nakhimov »

## Les capitaines des deux navires ont été arrêtés

MOSCOU  
de notre correspondant

Cent seize corps des victimes du naufrage du paquebot Amiral-Nakhimov ont été retrouvés, a annoncé jeudi 4 septembre, au cours d'une conférence de presse, M. Albert Vlasov, premier adjoint au chef du département de la propagande du comité central. Il y a deux cent quatre-vingt-deux disparus. Une grande partie de ces derniers pourraient avoir été surpris dans leurs cabines des ponts inférieurs. Des rumeurs ont couru selon lesquelles certains d'entre eux auraient survécu grâce à des poches d'air. M. Vlasov s'est montré pessimiste à ce sujet, même si les recherches continuent. Les plongeurs, qui ont inspecté à plusieurs reprises l'épave qui repose par 46 mètres de fond, doutent de l'existence de telles poches d'air. Le bilan définitif lui-même n'est pas encore établi car, à la grande indignation des Irvisti, il n'a pas encore été possible d'obtenir une liste complète et précise des passagers et de l'équipage.

M. Vlasov a encore révélé que le capitaine de l'Amiral-Nakhimov et celui du cargo que l'épave avaient été arrêtés.

La commission d'enquête dirigée par M. Gueïdar Aliev, vice-président du conseil des ministres, a déjà interrogé plus de quatre cents témoins (il y avait mille deux cent trente-quatre personnes à bord parmi lesquelles trois cent quarante-six membres d'équipage). Un procès aura lieu et « les coupables seront

punis ». M. Vlasov a laissé entendre que la responsabilité principale incombait au capitaine du cargo, mais la Pravda met en cause les « négligences » des deux côtés et les violations par les deux capitaines des règles de sécurité. Les deux navires étaient en contact radio au moment de la collision et maintenaient également une liaison avec une station à terre.

La façon dont la presse a rendu compte de l'événement tranche avec la discrétion habituellement observée par le passé dans des cas semblables. Les Irvisti citent ainsi un plongeur qui pu s'approcher des hublots et eut du mal à soutenir le spectacle.

La prévenance des autorités envers les familles des victimes mérite également d'être signalée. Un aussi haut personnage que M. Aliev, membre du bureau politique, rencontre deux fois par jour les parents ou amis accourus à Novorossiisk, le port de la mer Noire au large duquel a eu lieu le naufrage.

Il faut noter enfin le rôle du parti dans toute cette affaire, lequel contraste singulièrement avec le profil bas qu'il avait adopté lors de la catastrophe de Tebernyol. C'est un responsable du département de propagande du comité central qui a été chargé de l'information. Tous a, d'autre part, fait savoir avec insistance que les comités locaux et régionaux du parti ont été très vite mobilisés et avaient coordonné l'envoi des premiers secours.

DOMINIQUE DHOMBRES.

## Diplomatie

TUNISIE

## Les États-Unis réaffirment leur soutien « économique et militaire »

TUNIS  
de notre correspondant

« Les États-Unis continueront d'apporter à la Tunisie leur aide économique et militaire et n'épargneront aucun effort pour améliorer la qualité des forces armées tunisiennes », a déclaré jeudi 4 septembre M. Richard Armitage, sous-secrétaire d'État à la défense, pour les affaires internationales, après s'être entretenu à Monastir, dans le Sahel, avec le président Bourguiba.

Assez curieusement, de façon quasi peu amicale que diplomatique à l'égard de la France, M. Armitage a cru bon de souligner que son arrivée officielle en Tunisie — pour participer à la réunion de la commission militaire mixte tuniso-américaine (le Monde du 5 septembre) — coïncidait « avec l'anniversaire de la

première épreuve de force contre la colonisation », engagée par le Commandant suprême, M. Bourguiba, avait eu lieu le 25 juillet 1956, le premier jour par les autorités du protectorat français le 3 septembre 1934.

Autre coïncidence ? Au moment où M. Armitage était reçu par le chef de l'État, un engin explosif de très faible puissance était lancé devant le centre culturel américain de Tunis, sans toutefois faire de victimes, ni provoquer de dégâts.

C'est la seconde fois en moins de six mois qu'un incident de ce genre se produit à Tunis. Déjà, au mois d'avril, au lendemain du raid américain sur Tripoli, un cocktail Molotov avait été lancé contre une voiture de l'ambassade américaine.

M. D.

• Réunion à Londres des ministres des affaires étrangères des Douze. — Les ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne se réuniront de façon informelle, samedi 6 et dimanche 7 septembre, dans la résidence de Brook Hall au nord-ouest de la capitale britannique. Ils débattront notamment des sanctions occidentales contre l'Afrique du Sud, du terrorisme et des relations commerciales entre la CEE et les États-Unis. (AFP.)

• Nouveau représentant de l'URSS auprès des Nations unies à Genève. — M. Evgeny Malkev a été nommé représentant permanent de l'URSS auprès des Nations unies à Genève, en remplacement de M. Mikhail Sytenko, annonce l'agence Tass. M. Malkev dirigeait depuis 1980 le département des organisations économiques internationales au ministère soviétique des affaires étrangères. — (AFP.)

هذا من الاصل



هكذا من الاعمال

LES GALERIES LAFAYETTE ONT DONNÉ RENDEZ-VOUS AUX NOMS  
LES PLUS PRESTIGIEUX, DANS UN REZ-DE-CHAUSSÉE MÉTAMORPHOSÉ.

# RENDEZ-VOUS.

*Ça bouge encore sous la célèbre Coupole  
du boulevard Haussmann.  
Après avoir mis la mode en  
valeur aux 1<sup>er</sup> et 2<sup>me</sup> étages dans un  
univers complètement transformé,  
les Galeries Lafayette ont conçu un nouveau  
rez-de-chaussée.*

*Un rez-de-chaussée métamorphosé.  
Tout a changé au rez-de-chaussée,  
l'espace est transformé, embelli. C'est  
maintenant un décor très raffiné avec  
des allées bien ordonnées où vous  
pourrez flâner plus facilement.*

*Les marques les plus prestigieuses  
de Paris.*

*Au nouveau rez-de-chaussée, vous  
trouverez les marques prestigieuses, et  
les plus créatives de Paris.*

*Tous les accessoires à la mode, tous  
les parfums sont là, présentés dans  
des espaces accueillants,  
où la beauté et le luxe  
ont rendez-vous avec vous.*

*Les espaces aménagés : Aigner,  
Benetton, Cardin, Cartier, Céline, Chanel,  
Dior, Dupont, Ferrari, Fred, Jelen,  
Lancel, Lanvin, Nina Ricci, Sonia Rykiel,  
Le Tanneur, Yves Saint Laurent.*

*Les stands personnalisés : Andreux,  
Bottega Veneta, Courrèges,  
Dorothee Bis, Dunhill,  
Emanuelle Khanh, Enny, Esterel,  
Jean Charles de Castelbajac,  
Kenzo, La Bagagerie,  
Lamarthe, Longchamp,  
Porsche, Réminiscence, Seiko, Upla,  
Valentino, Yonger & Bresson.*

**[GALERIES LAFAYETTE]**



## La réforme du service de protection des personnalités

## Réticences à l'Elysée

Signera, signera pas ? La question semble a priori incongrue pour la création d'une direction centrale de la sécurité et de la protection officielle, annoncée jeudi 4 septembre au ministère de l'Intérieur (le Monde du 5 septembre). S'agissant d'une réforme fonctionnelle, dont les premières esquisses avaient été ébauchées sous la gauche, avant le 16 mars, on ne voit pas pourquoi le président de la République refuserait sa signature au décret concerné, faisant de cette question un *casus belli* entre la place Beauvau et le palais de l'Elysée.

Dans l'entourage de M. François Mitterrand, on ne faisait pas mystère, jeudi, de réticences à l'égard des projets de MM. Charles Fauriol et Robert Pandrand, laissant entendre que, pour des « raisons de principe », le président pourrait aller jusqu'à refuser son paraphe. Il y avait donc bien un enjeu politique derrière cette réforme apparentement technique. Et les mêmes intentions, pour préciser que ce n'est pas tant la philosophie de la réorganisation qui est en cause que la personnalité de son initiateur, M. Raymond Sasia.

En effet, en repensant l'architecture du dispositif de protection des personnalités françaises et étrangères, le projet de décret élaboré par le ministère de l'Intérieur prend soin de dissiper la première inquiétude de l'Elysée. On y craignait que, sous prétexte de reprendre ce main l'ancien service policier dit des « voyages officiels », les occupants de la place Beauvau n'en profitent pour annexer la protection rapprochée du président et en détourner l'objet. « La protection, cela n'a pas été alors du renseignement », confie-t-on dans son entourage. D'où l'insistance du projet de décret sur le fait qu'il ne modifie pas les attributions

du Groupe de sécurité de la présidence de la République (GSPR) et que la nouvelle direction ne se préoccupe que des « mesures générales » concernant la sécurité du président, et non de sa protection « rapprochée ».

Or cette bonne manière ne paraît pas suffire. C'est qu'il y aurait aussi des réticences sur l'homme pressenti pour diriger cette direction centrale, M. Raymond Sasia : « Ce n'est pas une question secondaire, cette nouvelle direction aura des pouvoirs et des moyens importants. Elle sera notre interlocuteur auprès des personnalités étrangères. On ne peut pas s'engager à la légère. Et M. Sasia fait problème... » M. Sasia n'est, en effet, pas un policier ordinaire et fait même figure, dans l'institution policière, d'homme à part sinon de frange d'élite.

Son milieu d'origine : professeur d'éducation physique. Sa référence : avoir été, durant sept ans, garde du corps du général de Gaulle. Sa fierté : avoir été le « premier non Américain » à suivre, en 1962, le stage de l'Académie du FBI, et il en garde une reconnaissance éternelle à John Edgar Hoover, alors directeur général dudit FBI. Sa spécialité : les armes, pour lesquelles il a inventé une technique de « tir rapide » — « aujourd'hui appliquée à travers le monde par les polices de nombreux pays », assure-t-il.

Etotement parcouru ! Entré dans la police en 1960 comme simple « chargé de mission », envoyé en stage aux Etats-Unis, il devient, en 1962, l'un des quatre gardes du corps du général après l'attentat du Petit-Clamart, où les services de sécurité n'avaient pas été à la hauteur. Fait sans précédent, en 1965, il est intégré au corps des commissaires de police par... un additif à la

loi de finances. Parmi les quatre gardes du corps du général, le premier d'entre eux, Paul Comiti, était au Service d'action civique (SAC), qu'il présidera d'ailleurs durant les années 60.

## Les fidélités de M. Sasia

Et M. Sasia ? Mis en cause par la commission d'enquête parlementaire sur le SAC, en 1982, notamment parce que le club de tir de la police nationale qu'il présidait avait eu quelques faiblesses à l'égard de membres du SAC, il se défendit comme un beau diable. Assurant qu'il n'avait jamais appartenu à cette officine, il déclara ses liens avec un socialiste, André Bonloche, mort en 1978. Le SAC, selon lui ? « Une association comprenant des gens peu recommandables ».

Gaillarde, proche des Américains, ayant des amis à gauche, M. Sasia a, surtout, depuis quinze ans, une autre fidélité qui semble fort déranger l'Elysée : le roi Hassan II.

C'est lui qui, en effet, réorganisa la sécurité du souverain marocain en 1972, après la tentative de Skhirat. Depuis, il veille toujours sur la protection du roi d'un pays où il a ses entrées et dont il se fait, sans mystère, l'ambassadeur chaleureux en France.

Or, l'Elysée s'appréciait pas : le responsable de la sécurité, même « générale », du président ne peut être si proche d'un chef d'Etat étranger, y dit-on en substance. Le paradoxe, c'est que, si les réserves présidentielles persistaient, elles ne manqueraient pas de relais dans la police, où M. Sasia, avec ce parcours hors normes, ne s'est pas fait que des amis.

EDWY PLENEL

## L'affaire du Carrefour du développement

## M. Daniel Ronjat met de nouveau en cause M. Nucci

M. Daniel Ronjat, imprimeur à Beaurepaire (Isère), s'est rendu jeudi 4 septembre au palais de justice de Paris, où lui ont été notifiées, une nouvelle fois, les inculpations de faux en écritures privées et recel d'abus de confiance dans l'affaire du Carrefour du développement. Des chefs d'inculpations identiques lui avaient été signifiés le 23 juillet dernier par le même magistrat, M. Jean-Pierre Michau, mais le 12 août la chambre criminelle de la Cour de cassation avait prononcé l'annulation de cet acte judiciaire, en considérant qu'elle aurait dû être saisie avant l'inculpation de l'imprimeur, dont les déclarations mettaient en cause M. Christian Nucci, ancien ministre socialiste de la coopération.

M. André Soulier, avocat au barreau de Lyon, conseil de M. Ronjat, a déclaré, après l'inculpation de son client : « Je vais provoquer l'audition de tous ceux qui sont intervenus dans le circuit. M. Nucci devra être entendu, sinon l'inculpation de M. Ronjat n'aurait pas de sens. Nous ne laisserons pas circuler ce dossier à la seule offre de la campagne électorale de M. Nucci. M. Ronjat allant se faire pendre tout seul. On l'affaire du Carrefour du développement sera réglée en entier, ou il n'y aura pas d'affaire ! Toute autre attitude relèverait de l'hypocrisie ».

Ainsi, l'avocat se refuse au découpage de l'affaire du Carrefour du développement en plusieurs dossiers, dont certains pourraient être jugés devant une obscure chambre correctionnelle. M. Soulier adopte la stratégie de « tout ou rien » et vise la haute cour de justice. Pour cela, il s'appuie sur les déclarations de

l'imprimeur, expliquant comment il a été amené à établir des factures de fournitures ne correspondant pas aux travaux et à les adresser à des organismes qui n'avaient pas passé de commandes.

Selon M. Ronjat, les commandes étaient habituellement transmises sous forme verbale par M. Hugonard, l'attaché parlementaire de M. Nucci, mais c'est ce dernier qui lui a donné le numéro de téléphone de l'OFRES (société qui s'était spécialisée dans l'édition de publications proches du PS) en l'invitant à prendre contact avec cet organisme pour se faire préciser les modalités de facturation.

A l'OFRES, un correspondant non identifié a indiqué à M. Ronjat qu'il devait adresser des factures portant sur la réalisation de bulletins municipaux des villes de Romans, Bourgoin-Jallieu et Vienne. Pour d'autres factures, concernant notamment des imprimés nécessaires au concert de Mano Dibango, à la venue des Ballets du Bénin et à la visite des ambassadeurs africains à Beaurepaire, c'est toujours M. Hugonard qui aurait indiqué à l'imprimeur d'établir des factures au nom de M. Yves Chaliol pour certaines et au nom du SIVOM-Carrefour du développement pour d'autres.

En tout cas, M. Ronjat est formel, il n'a facturé que le montant exact des travaux réalisés, et précise en outre qu'il n'a jamais reçu de commande écrite ou verbale de M. Nucci. « J'étais de bonne foi », a-t-il ajouté. Pour savoir qui devait payer, j'ai agi sur instructions de M. Nucci. Il était ministre en exercice. Je ne veux pas être le lompeste de cette affaire. »

## A Toulon

## Démission du président de la Maison du para

M. Bernard Bagur, le président de la Maison du para à Toulon (Var), a démissionné de son poste, expliquant sa décision dans une lettre publiée par le quotidien *Var-Matin*, jeudi 4 septembre.

« Très éprouvé, écrit-il, moralement et physiquement suite aux événements derniers », M. Bagur « démissionne », comme il en avait l'intention, précise-t-il, « pour raison de santé dès le mois de juillet (...). Pour l'avenir, tous faits et dires de la Maison du para ne me seront plus imputables ».

M. Bernard Bagur, interrogé après la mort de quatre membres de SOS-France, organisation d'extrême droite liée à la Maison du para, avait été inculpé, le 21 août, pour port d'arme prohibée emprisonné pendant quatre jours et remis ensuite en liberté sous contrôle judiciaire (*le Monde* des 23 et 26 août).

Commentant l'assassinat, le 29 août, de Daniel Perrin, deuxième adjoint UDF-PR de La Seyne-sur-Mer, M. Bagur avait affirmé que la victime était membre d'bonneur de la Maison du para et qu'il avait fait son service militaire dans l'infanterie de marine pendant la guerre d'Algérie — un propos démenti par le fils de la victime.

Incendies de forêts dans l'Ardèche et l'Aude. — Un important incendie a ravagé, jeudi 4 septembre dans l'après-midi, les environs d'Aubenas (Ardèche). Trois foyers ont été repérés sur la commune de Labégude-de-Vals.

Dans la nuit, le feu s'est étendu vers la sud-ouest d'Aubenas, sur la commune de Saint-Etienne-de-Fontbellon. Plus de 1 000 hectares ont brûlé. Deux pompiers ont été

Il reste que M. Ronjat n'a pas de chance. Lors de la visite des ambassadeurs africains à Beaurepaire, un maire de la Côte-d'Ivoire qui les accompagnait lui a commandé cinq cents brochures pour « appuyer » ses campagnes électorales, municipale et législative. Mais les brochures n'ont pas permis ou candidat d'être élu au deuxième scrutin, et M. Ronjat attend toujours le règlement d'une facture de 34 055 francs...

M. P.

## REPÈRES

## Education

## Le SNES mécontent de la rentrée

« Les enseignants sont mécontents et vont le montrer », a déclaré le SNES, lors d'une conférence de presse le jeudi 4 septembre, citant trois grands sujets de mécontentement :

1) L'accroissement des effectifs : dans les lycées et collèges, le nombre de classes de plus de trente élèves a augmenté de 7 % à 10 % en moyenne. Dans certaines académies, des élèves n'ont pas pu être affectés. C'est le cas de Créteil et d'Aix-Marseille. Dans les collèges, la suppression de deux mille postes conduit, compte tenu du coût de la rénovation, à un déficit de mille postes, estime le syndicat. 2) Les nouvelles règles d'affectation et de mutation des enseignants, qui, selon le SNES, réserveront les ségrégés aux seuls lycées, privant ainsi les collèges des enseignants ayant reçu la formation la plus longue. 3) La suppression du droit des enseignants à des réunions syndicales pendant les heures de service.

Indiquant que des grèves avaient déjà eu lieu dans plusieurs établissements, le syndicat annonce qu'il pourrait décider des actions plus importantes lors de la réunion de son bureau national, le 9 septembre.

## Aventure

## Douze Français dans le sillage de Dieuleveult

Une douzaine de Français s'apprêtent à effectuer une nouvelle descente du fleuve Zaïre et pensent pouvoir franchir les célèbres rapides d'Inga, où ont disparu l'an dernier Philippe de Dieuleveult et six de ses compagnons.

Le chef de l'expédition « Zaïre 86 », M. Renaud Lavergne, trente-deux ans, d'Aix-en-Provence, espère mettre ses embarcations à l'eau dès la semaine prochaine. Celles-ci sont du même type que celles de l'Africa-Raft de Dieuleveult, mais la structure métallique reliant les deux flotteurs a été modifiée pour lui apporter davantage de souplesse et de sécurité.

Les organisateurs de « Zaïre 86 » pensent mettre un mois pour descendre le cours supérieur du fleuve et arriver à Kinshasa avant d'entreprendre la descente jusqu'à l'océan Atlantique, en franchissant les fameuses chutes d'Inga, jusqu'ici inviolées.

blessés, mais leur état n'inspire pas d'inquiétude.

D'autre part, deux nouveaux incendies de forêts ont éclaté ce même après-midi dans l'Aude. Sur la commune de Telairan, dans les Corbières, 200 hectares de garrigues et de chênes verts ont brûlé. Quelques heures plus tard, trois foyers sont apparus sur la commune de Bize-Minervois.

## JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

DEPUIS le temps que politiques et sociologues, écrivains et journalistes opposent Paris et le reste du pays : depuis la temps que cette distinction est jugée de mauvais aloi, il est évident qu'on constate combien elle est fautive. Entre Paris et son « reste », ce sont des relations d'antipodes. A peine franchi le boulevard périphérique, c'est la Nouvelle-Zélande. Même, sur la voie publique, pour tourner à gauche, le conducteur n'est pas semblable. Mais force est de constater que la méthode parisienne est mauvaise...

A cet et quelques kilomètres de Paris, sur une terre que régissent les mêmes lois et que gravitent les mêmes impôts, on ne marche plus du même pas. Les mêmes sons n'ont pas le même sens, et il faudrait parfois un interprète pour traduire le français en lui-même, afin d'atteindre cette mutuelle incompréhension qui découle d'imperceptibles nuances.

Même si la télévision tricolore a été un instrument d'égards entre les Français, puis que, à tous, qu'ils soient, étaient fournis la même information et le même divertissement, la Parisien (ne serait-il qu'un banquier usurpant cette étiquette) et son compagnon du reste du pays ne regardent pas la vie du même oeil. Cette différence, qui tient à des riens, ne se démontre pas : ne s'inscrivent pas ; elle se sent ou ne se sent pas, et voilà tout.

C'est si vrai que les PTT ont mangé le morceau l'an passé en coupant la France en deux. D'un côté, un ghetto ultra-riche (collectivement), sûr de lui-même et dominant, Paris ; de l'autre, le reste, non pas la province, elle-même divisible entre la ville et la terre, mais un no *Parisland*. Entre les deux zones (quel mot !), un mot de passe sous la forme d'un nombre, le 16. Hors de Paris ou dans Paris, à l'intérieur de chacune de ces zones, point n'est besoin de ce Grand Seize ; mais pour passer de l'une à l'autre, il faut présenter son Seize pour franchir cette version moderne, ou du moins sans péril, de la ligne de démarcation.

A la différence de la province (le mot est lâché), Paris est la seule ville de France à n'avoir pas de journal local. Pris individuellement, les gens n'y existent pas ; il ne leur arrive jamais rien, puisqu'il n'est jamais question d'eux s'ils ne sont ni délinquants ni victimes. Les couples ne célèbrent jamais leurs noces d'or, les receveurs des PTT ou les percepteurs ne sont jamais mutés à tel ou tel ou « dans le Nord », à croire qu'ils sont nomades une fois pour toutes et qu'ils sont immortels.

Pourtant, plus d'un Parisien-fier-de-l'être serait encore plus fier s'il voyait son visage dans le journal parce qu'il prend sa retraite, qu'il a reçu le Mérite ou que sa petite-fille a intégré l'école des Mines.

On pourrait croire aussi que la médecine n'o pas cours à Paris puisque, on ne relève pas, dans un journal qui est à venir : « M<sup>me</sup> Patricia K. demeurant à M. prie certaines personnes de cesser toutes calomnies mensongères sur son compte, sinon plainte sera déposée. » Ou bien que les mariés ne sont jamais cocus puisque aucun n'annonce en ces termes : « M. X. signale qu'il ne répond plus des dettes de sa femme, née Antoinette Z., qui a quitté le domicile conjugal depuis le 17 août. »

Serait-ce que le Parisien ne s'intéresse pas à lui, tout occupé qu'il est à éclairer la France ? De fait, s'il y a eu des tentatives pour créer un journal local dans la capitale, sur la mode de ce qui prospère ailleurs, elles ont toutes avorté. Le Parisien, décidément, ne veut pas paraître.

A quel, non sans hauteur, plus d'un répond que la vie, la mort et les décorations, les calomnies, les dettes et les cocus, ce sont là des soucis ou des faits bien éloignés pour avoir droit de cité à Paris ; qu'à Paris, tout confiné qu'il soit dans quelques dizaines de kilomètres carrés, on respire au souffle de la

vie politique et au grand large des relations internationales. Tu parles !

D'autant que c'est se fourrer le doigt dans l'œil d'imaginer que la relation des noces d'or élimine ipso facto les tours et détours du passé de deux Mitterrand-Chirac, les vicissitudes de Kadafi ou les polypes de Reagan. Certains journaux hors de Paris savent aborder la 16 et concilier les intérêts des deux zones. Du moins ceux qui ne sont pas le maillon interchangeable d'une chaîne commerciale de l'information préemballée.

L'Yonne républicaine fait partie de ces quotidiens dont l'existence réjouit et rassure celui qui prend pied dans une nouvelle région. Il ne sont pas nombreux. L'Yonne n'en est que plus remarquable et ce n'est pas pour rien qu'elle est dite « républicaine ». Car ce sont les valeurs de la République qui forment son tissu moral.

Ce qui lui donne, par exemple, l'occasion de monter en épingle, c'est-à-dire en « une », une affaire de violences policières constatée à Grez-Val. Comme, quel jour d'un département ne se préoccupe pas uniquement de celui dont il est la mémoire. Comme qui, aussi, il n'y a pas que les intellectuels parisiens pour exiger que les commissariats soient des endroits sûrs.

## Rentrée

SERAIT-CE être utopique ou iconoclaste que d'imaginer une époque qui serait affranchie du rituel de la rentrée des « classes » ? Non pas que nos successeurs auraient la sagesse de ne pas se préoccuper de pensées d'apprendre. Mais parce que les progrès techniques auraient permis que les enfants soient scolarisés à domicile ; la restauration des préceptes de bonne maison par la généralisation de l'ordinateur.

Ainsi serait-on débarrassé de l'indéfectible « marronnier » (1) sur « le premier jour à l'école Jules-Ferry » (ou Salvador-Allende ou Paul-Vaillat), les larmes des chers petits, les tourments des parents et la fugace importance des maîtres. Comment appeler événement ce qui se passe chaque année dans les mêmes termes et au même moment ?

Il n'y a guère que la coût de l'opération qui change, toujours vers la hausse, tant par la déflation des prix que par la vanité des parents. Si les enfants éduqués à l'ordinateur n'avaient pas à se montrer, peut-être ferait-on l'économie de ces achats proches du comptoir mais très éloignés de la pédagogie.

Car, si l'on en croit l'étude récemment publiée sur la lecture, ces années sont déboussées afin que les chers petits, dans une importante proportion, apprennent à ne pas lire. Du temps de la civilisation de l'ardoise, les résultats étaient, paraît-il, moins bons encore ; ou moins ces échecs étaient-ils plus économiques pour la famille.

Ce lamentable constat pour un pays qui s'enorgueillit de sa tradition écrite et de sa variété (écrits, épistoliers, mémorialistes, etc.) pourrait être aussi l'occasion d'une réflexion sur la condition de l'instituteur à la fin du vingtième siècle. En l'espace de cent ans, son statut social a chuté selon le principe de Newton. Aujourd'hui, pour être un enseignant considéré, il ne faut pas être qu'agréé. La lecture et l'écriture étant désormais — théoriquement — le fait de tout le monde, le prestige de celui qui enseigne l'une et l'autre s'est dévalorisé à mesure que lire et écrire devenait aussi banal que respirer.

Cette évolution est, à terme, un drame national, quelle part que doive se reconnaître la profession. Celle-ci ne saurait en effet s'accorder sans examen le bénéfice d'une absolue plénitude. Un jour, par exemple, il y aura de crénelle qui lui rend son livre de lecture ne lira pas mieux les signes plus compliqués qui passeront sous ses yeux dans sa vie d'adulte. Celui qui écrit mal risque fort de ne pas pouvoir utiliser correctement d'autres signes, fussent-ils mathématiques, dont l'usage sera requis de lui. Tout comme l'ignorance de l'histoire dégradera le destin de sa nation. Mais c'est une autre... histoire que celle-là.

Le premier investissement d'un pays, ce n'est ni la nucléaire, ni l'ordinateur, ni les fusées, ni même la recherche, pourtant essentielle ; c'est l'enseignement, et avant tout l'enseignement primaire.

Or, d'agacants qu'ils étaient au début de l'enseignement laïque, parce qu'ils savaient tout, les instituteurs sont maintenant délaissés, sinon délaigrés, parce que tout un chacun sait tout ce qu'ils savent. Comme si l'on pouvait confondre le savoir et sa transmission, cher Socrate !

C'est un glissement fatal que celui-là. Aucun professionnel n'accomplit durablement avec ferveur un métier qui ne l'enrichit ni de son salaire (cela ne fut jamais) ni de la considération qu'il devrait apporter. A ce corollaire, un garant est plus heureux. Et il y a tout lieu de penser que, rapidement, un professionnel insatisfait se laisse aller vers le médiocre. Alors, dans le court espace d'une génération, c'est tout un pays qui paie les pots cassés.

Bien sûr, il y aura toujours une notable proportion d'enfants pour s'en sortir malgré tout, soit que la vie ait fait maître dans une famille prospère, soit que la nature les ait dotés de capacités exceptionnelles. Mais, alors, seules seront vivantes les élites, dépendent que la masse de la population continuera de vagir, fin prête pour les petits boulots et les parloirs de prison.

SERGE LIVROZET est en prison. C'est la mauvaise nouvelle de la rentrée, qui s'ajoute à ce qui n'est pas devenu bon. Par exemple le sort de Jean-Paul Kauffmann et de ses compagnons de misère. Avec dignité, avec ardeur, Joëlle Kauffmann, son épouse, laboure la mer. Non sans lâcher de terribles questions comme celle dernière à la télévision : « S'ils étaient tués, est-ce que cela n'arrangerait pas tout le monde ? » Si cela devait être, la drame ne ferait pas taire cette femme aux dimensions des plus grandes.

Serge Livrozet est en prison, qu'il soit innocent ou qu'il soit coupable, qu'il ait été berné par sa jeune compagne ou que la dur métier de petit éditeur (Les lettres libres) lui ait fait préférer le jeu des faux-monnayeurs (accusé involontaire que les circonstances excusent), le résultat est le même : la prison a repris sa proie. L'immanence délinquante, arrière-pensée permanente du policier, trouve ici sa plume. Serge Livrozet est en prison, c'est un retour à l'ordre des choses. Pour ceux qui ont de l'ordre une vision de cet ordre.

A VANT la mois d'août et après les premières bavures policières de l'été, était parvenue à l'auteur de ce « journal » une nouvelle intitulée *Concubine d'identité*. Elle n'était pas sans mérites littéraires. Mais l'écrivain avait sciemment otché sa propre identité. Sans doute pour mieux sournoiser sa thèse. Cela ne facilite pas la correspondance et interdit toute vie future à la nouvelle, convenez-en, Monsieur.

(1) Version journalistique de la tarté à la crème.

## DÉBRONZEZ MIEUX AVEC ACTUEL

Avez-vous vu l'histoire ahurissante du témoin grec de la rue Mogador ? Et celle du monstre abominablement normal de la Sarthe ?

Et l'incroyable bavure d'Hernu ?

Beaucoup de choses vont bien dans la France de 1986.

Est-ce une raison pour éviter de regarder ce qui craint vraiment ?

Voici 3 enquêtes d'Actuel sur des histoires françaises plutôt épouvantables.

Prenez des libertés, lisez Actuel.

AUJOURD'HUI DANS TOUS LES KIOSQUES 20 F

ACTUEL

سكس من الاجل

هكذا من الامل

8 Le Monde • Samedi 6 septembre 1986 •••

# Ceux qui font l'actualité sont dans **PARIS MATCH**

## ALEXANDRE DE MARENCHES

L'ancien patron des Services secrets va plus loin avec Paris Match.

Il révèle à Jean Larteguy :

« NOUS AVONS REGLE 30 GREENPEACE EN ONZE ANS. SANS VAGUE »

## BALLADUR

Le ministre-clé du gouvernement parle enfin :

« OUI, 50 % D'IMPÔTS, C'EST UN MAXIMUM »

## HAROUN TAZIEFF

Ses photos sur la tragédie du Cameroun. Et son appel :

« IL FAUT SURVEILLER

LES LACS VOLCANIQUES. MEME EN FRANCE »

## PATRICK MODIANO

Le plus secret de nos écrivains lève le voile sur les mystères de son œuvre

## THIERRY LE LURON

PARLE DE SA MALADIE. IL FAIT LA PART DE LA CALOMNIE  
ET LE COMPTE DE SES VRAIS AMIS

## KHASHOGGI

Le richissime Saoudien avoue :

« OUI, J'AI PERDU 5 MILLIARDS DE FRANCS »

**Paris Match** s'épanouit aussi dans ce qui est sa tradition : le grand reportage.

Cette semaine, le début d'une série exceptionnelle. **Le Pacifique.**

**Serge Lentz** a visité 19 pays et parcouru 72 000 km. Il vous entraîne à la découverte des nouveaux maîtres du monde.

Dans **Paris Match**, **Stéphanie, la princesse rock.**

Elle nous reçoit à Monaco et nous déclare : « J'avance sur les traces de ma mère.

Ma chanson pour Paul Belmondo : le souvenir d'une  
très belle histoire d'amour ».

ET BIEN ENTENDU. LES PHOTOS QUE VOUS N'AVEZ VUES ET NE VERREZ NULLE PART AILLEURS

L'avion de Los Angeles touché en plein ciel. Le crime de la Seyne : un meurtre à l'italienne

**PARIS MATCH** le poids des mots le choc des photos

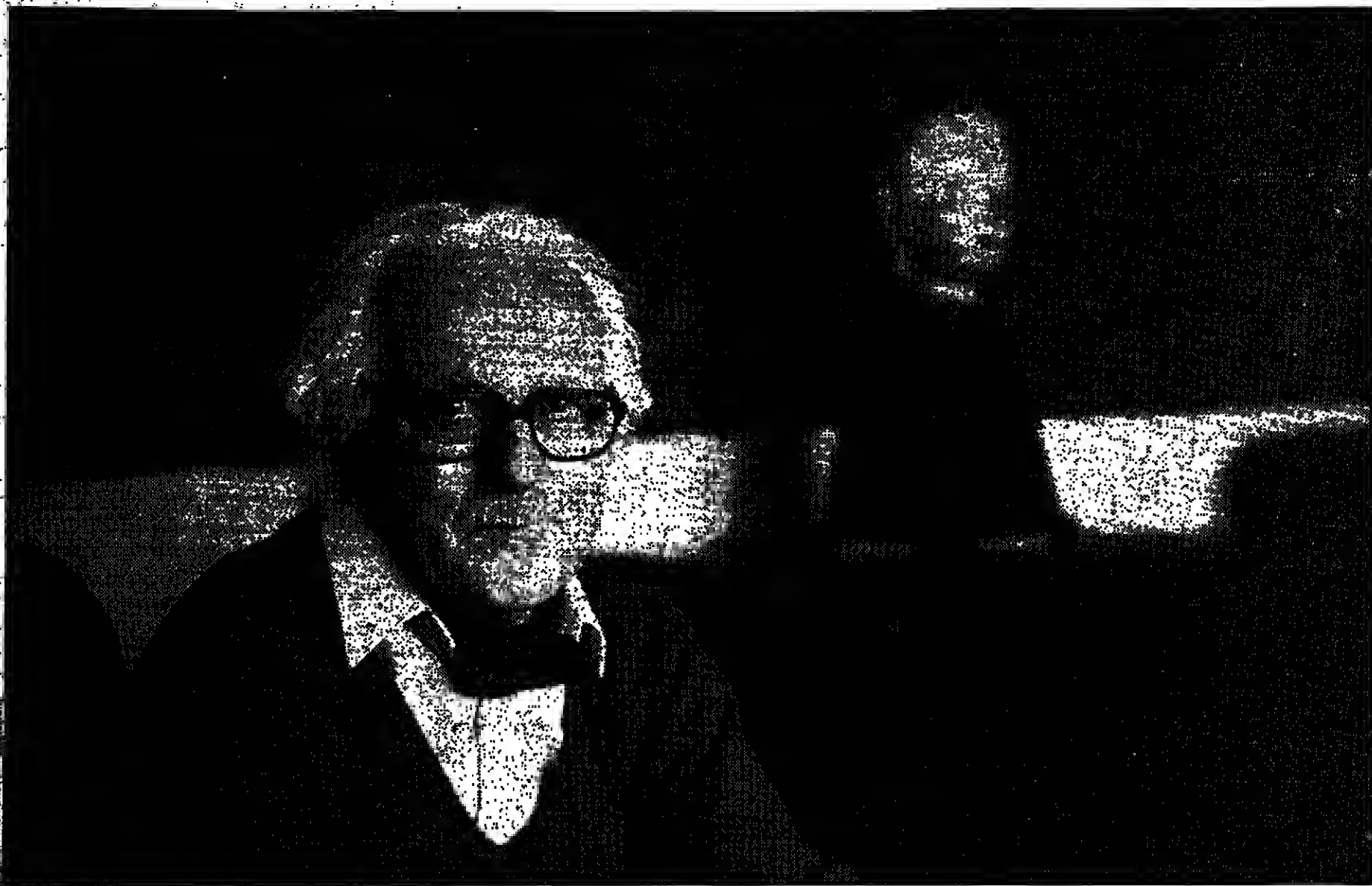


## Le Monde

## sans visa

L'AFRIQUE  
ET  
LA FAIM

**Agronome engagé, René Dumont dit sans détours leur fait à tous ceux qui prétendent aider l'Afrique asséchée, affamée, surpeuplée. Un continent où l'auteur de « L'Afrique noire est mal partie », 1962, vient, à regret, de vérifier cette sombre prophétie. Son nouveau livre est un constat et un pamphlet, écrit avec la liberté de ton que donne l'expérience à ceux que l'âge n'a pas fait taire.**



## UN LIVRE-CRI

**B** IEN que René Dumont trouve « ingrat » de jouer les Cassandre, il est excellent dans ce rôle. Dès le début de son livre *Pour l'Afrique, l'accuse*, il jubile en rappelant que son prophétisme : *L'Afrique noire est mal partie*, paru en 1962, en pleine euphorie des indépendances, fut interdit dans tous les pays francophones du continent noir.

Cette mesure ne l'a pas empêché de faire par la suite de nombreux séjours dans la zone, d'y avoir des conversations à tous les niveaux, et surtout d'observer les campagnes de son regard d'ingénieur-agronome. Son « J'accuse » est tout à tour un carnet de route et une réflexion de portée générale, assortie de nombreux documents ainsi que de photos éloquentes, le tout postfacé par Michel Rocard.

Au banc des accusés, donc, vont se succéder : « tous les gouvernements français depuis 1960 » pour s'être surtout soucés de maintenir leur influence ; la coopération française dans son ensemble, « pour avoir financé des projets aberrants » ; « la majorité des dirigeants africains, pour avoir d'abord profité des privilèges du pouvoir » ; le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, pour avoir financé de préférence les cultures d'exportation « qui permettent de rembourser les emprunts ».

Les fonctionnaires internationaux sont la cible préférée des mœurs de brevets. Jamais on n'avait ainsi dit leur fait aux « experts » étrangers bénéficiaires de « salaires extravagants » pour des missions aux pays de la misère noire. La réquisitoire commence par le récit d'un séjour dans un village du Burkina où douze experts italiens de la FAO, chargés d'un projet de plusieurs millions de dollars, « absorbant plus du tiers de cette dépense, lorsqu'on y inclut les logements confortables qu'ils réclamaient, avec des groupes électrogènes alimentant des climatiseurs ». Un récit qui fera grincer bien des dents dans les administrations « onueuses », où la pauvreté du tiers-monde sert trop souvent à élimen-

ter de savantes études dans des revues sur papier glacé.

Seuls trouvent grâce aux yeux de l'atrabilaire voyageur quelques organisations non gouvernementales — pas toutes — et surtout des missionnaires, « compétents et sérieux ».

On ne dira jamais assez, en effet, quel rôle capital jouent encore les missions dans la survie des populations rurales d'Afrique. Si, au bout de deux jours, la nouvelle de la catastrophe du lac Nyos est parvenue jusqu'à la capitale du Cameroun, c'est, semble-t-il, parce qu'il y eut un religieux étranger pour donner enfin l'alerte.

Sur le fond, René Dumont reprend ses thèses sur l'abandon des paysans au profit des villes, aberration encouragée par la désertion des terres des échanges, la « système économique dominant » faisant que les matières premières agricoles ne sont pas payées à leur juste prix. Cela s'accompagne d'un cri d'alarme devant l'explosion démographique dont l'Afrique noire est menacée à son tour.

Si les dirigeants africains peuvent applaudir l'appel à une revalorisation de leurs exportations, bien peu suivront l'auteur sur le terrain du contrôle des naissances, tant, dans les minuscules rivalités régionales, il importe de compter plus d'habitants que le voisin.

Malgré son titre, ce livre ne contient pas seulement des vues sur l'Afrique. L'ancien candidat écologiste à l'élection présidentielle de 1974 y continue parfois sa campagne d'une façon insistante. Le passage où René Dumont renvoie des à des Américains et Soviétiques paraît explicite, tout comme l'appel à la création de « nouveaux tribunaux de Nuremberg » pour juger les dirigeants : « qui se sont arrogé le droit de condamner à mort une part de la population des pays pauvres ». Mais des exotes de langage appartiennent à un personnage qui a décidé — si l'on ose dire à propos d'un continent affamé — de mettre les pieds dans le plat.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

► Pour l'Afrique, l'accuse, de René Dumont. Plon, collection « Terre humaine », 448 p., 150 F.

par  
Pierre Lepape

**A** U hasard de la consultation d'un annuaire, vous apprendrez que René Dumont a quatre-vingt-deux ans.

De quoi autoriser tous les optimismes : ce n'est pas un vieillard miraculeusement conservé, c'est un jeune homme inaltérable. Le corps mince, moulé dans un pull rouge et dans un pantalon étroit, les cheveux, blancs, certes, mais aussi drus qu'un champ de blé en août, le geste rapide, l'œil allumé, la parole précise. Foin de nostalgie, évocations réveuses ou de litanie des souvenirs : si l'on parle du passé, c'est en fonction du présent... et de l'avenir.

« J'ai fait agro, branche cultures coloniales. Trois ans à Hanoi, jusqu'à ce que je me rende compte que ce que je pouvais apporter ne compensait pas ce que le système colonial volait. Démission. On m'a renvoyé à Paris, où j'ai été nommé chef de travaux à l'École nationale d'agronomie ».

« Le chef du gouvernement d'alors, c'était en 1932, proclamait partout que nous vivions une période de prospérité formidable et que nous avions trop de tout. J'ai dit à mes étudiants : si nous avons rien de tout, nous ne servons à rien, il vaut mieux faire autre chose. C'est à ce moment que la Société des nations a lancé ses études sur la malnutrition dans le monde ».

Il fallut pourtant attendre 1949 — l'administration est lente, et plus encore lorsqu'elle est internationale — pour que René Dumont, expert agronome, reconnu de tous tant pour sa compétence que pour son refus de se soumettre aux compromis politiques, soit enfin autorisé à exercer ses activités de consultant dans le secteur géographique où il n'y avait pas « trop de tout », le tiers-monde, comme on l'appellait alors.

Dès lors, il est demandé partout, en Chine, aux Indes, en

Amérique latine, en Afrique. Il fait partie de comités officiels, comme le Fonds d'aide et de coopération ou comme le comité des douze « sages » de la recherche scientifique et technique.

Chaque fois ou presque, le scénario se reproduit : Dumont enquête, proteste lorsqu'on cherche à lui cacher des informations, établit des rapports où il ne ménage personne. Les personnalités locales protestent, les rapports filent au panier, Dumont persiste et signe : *L'Afrique noire est mal partie* (1962).

Chaque fois aussi, dans le tiers-monde, l'agronome gagne en crédibilité auprès de ce qu'on pourrait appeler « la conscience du tiers-monde ». Mais Dumont a été aussi vacciné contre les fièvres du tiers-mondisme :

« J'ai débarqué à Cuba en mai 1960. Je faisais un livre sur les questions agricoles de l'Amérique latine, et je désirais évidemment me renseigner sur cette révolution agraire que l'on proclamait. On m'a promené dix-huit jours ; c'était une pagaille invraisemblable. Les paysans des coopératives recevaient du gouvernement de l'argent qu'ils plaçaient dans une boîte à biscuits. Celui qui en avait besoin piochait dans la boîte ».

« J'ai suggéré qu'on place à côté de la boîte un petit carnet dans lequel chacun inscrirait l'argent qu'il prélevait. Même pas une comptabilité en partie double : un petit carnet de ménage ».

« On m'a répondu que, bien sûr, tout le monde ici était honnête et que l'introduction de ce petit carnet posait un problème politique. Il fallait remonter à l'étage supérieur, c'est-à-dire au bout du compte à Fidel Castro lui-même. Qui m'a reçu. Je lui ai expliqué ce qui, à mon sens, fonctionnait mal dans son système agricole. Il a paru surpris : « Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir viennent de faire un long séjour à Cuba, et ils m'ont dit que tout ce qui se faisait ici

était bien. Vous me dites qu'il y a des choses qui ne vont pas du tout. Jean-Paul Sartre est pourtant un ami de Cuba... » J'ai essayé de lui faire comprendre que j'estimais beaucoup Jean-Paul Sartre comme philosophe, mais que comme agronome...

L'orage avec Castro sera évité. Dumont reviendra plusieurs fois, mais sans davantage mâcher ses mots sur ce qui lui semble être des erreurs, et sans manquer de le publier : « Cuba est un modèle pour l'Amérique latine. Mais si demain le Mexique ou le Brésil empruntaient la même voie, jamais l'URSS ne serait capable de financer les faillites de ces grands pays comme elle le fait pour Cuba. Il est donc nécessaire que tout le monde connaisse les erreurs à éviter ».

## L'invité de Fidel

Résultat : René Dumont est une dernière fois en 1969 à Cuba l'« invité personnel » de Fidel. Il est logé dans la résidence réservée aux chefs d'Etat... truffée de micros : « Quand je recevais un membre de l'opposition », les ventilateurs de la résidence se mettaient immédiatement en panne ; alors je l'emmenais faire un tour dans le jardin ».

Plus tard, René Dumont sera mis en scène dans un film de la télévision cubaine et présenté comme un agent de la CIA. Des aventures comme celle-ci, il en a connu beaucoup : « Lorsque j'arrive, on déroule le tapis rouge ; on me reçoit comme un chef d'Etat ; on souligne que j'ai mis le doigt avec clairvoyance sur les tares du régime précédent. Quand je repars, je suis la plupart du temps tout seul ».

Est-ce à dire que les diagnostics et les prévisions de René Dumont, lorsqu'elles concernent l'agriculture du tiers-monde, c'est-à-dire la possibilité pour les deux tiers du globe de survivre, ne sont jamais que bonnes paroles prêchées dans un désert qui ne cesse de s'étendre ? Dumont se refuse au pessimisme autant qu'à l'abandon.

Il dénonce la corruption des régimes, l'incurie internationale, les illusions et les alibis de l'aide alimentaire, les arrières-pensées stratégiques des grandes puissances, le poids des technocraties onusiennes et des banquiers du FMI ; il vitupère le gaspillage des grands travaux : « Avec les 800 millions de dollars consacrés au barrage — aujourd'hui à sec — sur le Sénégal on pouvait créer deux cents barrages de reprise et équiper quarante mille villages en outils individuels et collectifs, en moyens d'enseignement et en grains. Mais pour cela il faut écouter les paysans, qui savent, eux, ce dont ils ont besoin ; au lieu de tout décider dans les bureaux des villes. Ce sont les villes qui gouvernent les compagnies et qui exploitent les paysans pour avoir des céréales à meilleur marché ».

L'agronome polémiste ne baisse pas les bras. Inlassablement, de Ceylan à Bamako et du Niger à Taiwan, il continue à observer, à conseiller, à rédiger des rapports pour les dirigeants et les organisations internationales, convaincu que les « vécus » qu'il assène sans complaisance finiront un jour par tomber dans la bonne oreille : « Quand je suis arrivé au Burkina-Faso, le président Sankara m'a dit : « Je risque en vous lisant de recevoir un coup de poing, mais un coup de poing peut être salutaire ».

Mais il faut faire vite maintenant. « La situation du Sahel est épouvantable, des pays entiers risquent d'être effacés de la carte. Des foules de paysans chassés par la famine fuient vers le sud et vers les villes et risquent de déstabiliser politiquement tous les régimes de la région et d'encercler les villes d'immenses bidonvilles incontrôlables. Pour ne pas vouloir libérer les paysans, ce qui est la première phase obligée du développement agricole, le pouvoir des villes pourrait connaître des situations plus explosives encore ».

سكزا من الالجل



## l'enquête



**ROBERT BADINTER**

Né le 30 mars 1928. Avocat, universitaire, garde des sceaux avant d'être nommé membre et président du Conseil constitutionnel par François Mitterrand, en février 1986.



**ROBERT LECOURT**

Né le 19 septembre 1908. Avocat honoraire, ancien député, ancien ministre, ancien président de la Cour de justice des Communautés européennes. Nommé en septembre 1979 par Alain Poher pour remplacer Paul Coste-Floret, décédé. Renouvelé en février 1980.



**GEORGES VEDEL**

Né le 5 juillet 1910. Professeur de droit public. Nommé par Valéry Giscard d'Estaing en février 1980.



**PIERRE MARCLAY**

Né le 14 février 1910. Avocat, ancien conseiller général, ancien sénateur. Membre du comité consultatif constitutionnel en 1958. Nommé en février 1983 par Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale.



**ROBERT FABRE**

Né le 21 décembre 1915. Pharmacien, ancien député, co-signataire du programme commun de la gauche en 1972, ancien médiateur. Nommé en février 1986 par Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale.

# QUI EST LE CONSEIL

*L'élément le plus neuf et le plus secret tout l'été au cœur de l'actualité politique. (lois sur la sécurité publique ces à la mi-septembre), il s'impose désormais*

Par Michel Kajman

LES débuts du Conseil constitutionnel ? Modestes, oblige à dire la bienveillance. Rétrospectivement, un peu ridicules, serait-on tenté d'affirmer aujourd'hui. Créé par la Constitution de 1958, organisé par une ordonnance, la même année, il est formé pour la première fois à la fin du mois de février 1959. La présidence de la République s'empresse alors de préciser : « On sait que le Conseil constitutionnel a, d'une manière générale, pour attribution d'examiner la conformité des lois organiques, des règlements des Assemblées parlementaires et, le cas échéant, des lois ordinaires, par rapport à la Constitution... »

« Le cas échéant... » la formule passe alors le plus souvent inaperçue. Mais elle fait sauter quelques spécialistes, comme ce professeur de droit public, Charles Eisenmann, qui trempe sa plume dans l'ironie pour écrire au *Monde* : « Tel qu'il a été façonné par nos fougereux constituants, ce Conseil constitutionnel n'est que bien peu de chose : consciemment sans doute, ils ont émasculé la seule fonction qui aurait pu faire son prestige, celle de se prononcer sur la conformité des lois à la Constitution... »

Cette remarque peut être relue aujourd'hui comme une sorte de prophétie involontaire. Elle nous renseigne aussi sur une évidence bien oubliée aujourd'hui : la jeune institution naissante sonnait creux. Comment en aurait-il été autrement ? De Gaulle voulait ramener et contenir l'Assemblée, dont il haïssait l'omnipotence passée, dans un pré étroitement borné. Le Conseil constitutionnel, en plus de quelques autres menues tâches, y aiderait, si nécessaire.

Nul besoin d'embarquer Superman sur la nouvelle galère. Des amis sûrs, sûrs et mûrs de préférence, feraient l'affaire, à côté d'un ou deux oisifs illustres et pas trop encombrants. C'est ainsi que

Louis Pasteur Valléry-Radot fera partie de la première promotion. Il y côtoie des Jean Gilbert-Jules, Maurice Delépine et autre Maurice Patin, qui s'y acquièrent pas un surcroît de notoriété. Pas davantage celui que d'autres circonstances feraient entrer dans l'histoire quelques années plus tard : Georges Pompidou.

Par la force des choses, le gotha de la vie publique n'est pas sous-représenté au Conseil : les anciens présidents de la République en sont membres de droit à vie. René Coty sera assidu jusqu'au bout. Vincent Auriol partira en claquant la porte en 1960, « décision qui équivaut à une démission », écrira-t-il au premier président du Conseil constitutionnel, Léon Noël.

Le premier chef de l'Etat de la IV<sup>e</sup> République n'a pas vraiment de motif de colère contre ses pairs du Palais-Royal. Mais l'air politique de l'époque ne lui convient pas. De plus, il a soutenu, en vain, que le Conseil constitutionnel devrait pouvoir se saisir « de tout texte ou de tout acte » qu'il jugerait « non conforme à la charte nationale ». Il est beaucoup trop tôt pour de telles audaces.

Du reste, cela n'empêche pas le Conseil constitutionnel de continuer à couler des jours paisibles et obscurs. Il a beau accueillir tel nouveau « grand » nom (René Cassin en 1960), il demeure toujours aussi atone et décevant pour ceux qui ont cru un moment, en 1958, à une innovation intéressante.

Colère de Gaston Monnerville

Une innovation : le contrôle de constitutionnalité est resté longtemps étranger aux mœurs politiques françaises. La Révolution de 1789 s'y montre farouchement opposée : la nation est souveraine, par l'intermédiaire des députés qu'elle se donne. De temps à autre, par la suite, une esquisse, généralement caricaturale, appa-

raît (par l'intermédiaire du Sénat). Mais il faut attendre 1958 pour ne voir apparaître... que l'ombre de ce qui pourrait être une véritable institution de recours, gardienne de la Constitution et de son respect.

Sollicité en 1962, dans la tempête soulevée par les conditions du recours au référendum sur l'élection au suffrage universel du président de la République, le Conseil se déclare incompétent. Colère de Gaston Monnerville, le président du Sénat, qui l'avait saisi. Il affirme que le Conseil « s'est suicidé ». Mais, en 1974, il viendra y siéger. Courroux aussi de Vincent Auriol, revenu exceptionnellement — ce sera la dernière fois — s'asseoir avec ses pairs pour cette occasion mémorable.

Alors, ce Conseil constitutionnel ne peut-il que laisser indifférent, ou attrister, ou irriter (en raison de copinage politique, caractéristique qui préside alors à la plupart des nominations) ? La réponse a tout l'air d'être : oui.

« Le Conseil constitutionnel tend (...) à devenir le bureau de tabac suprême », écrit encore en mars 1971 le juriste Maurice Duverger. Une institution anodine, frileuse, voire suspecte : le bilan, à ce moment, est maigre.

Le 16 juillet 1971, le Conseil constitutionnel, saisi par le président du Sénat, déclare non conforme à la Constitution un article de loi qui soumet les associations en voie de formation à un contrôle judiciaire préalable. L'événement — majeur — est né de la façon la plus ordinaire, dans la routine. Le rapporteur, François Goguel, est d'avis de déclarer l'article litigieux, qui a déjà fait couler beaucoup d'encre, conforme. D'autres membres du Conseil, pas. Des arguments sont échangés. Finalement, c'est non.

Dans les jours qui suivent l'historique décision, il se murmure beaucoup que le président du Conseil constitutionnel, Gaston Palewski, gaulliste entre les

gaullistes, avait fait pencher la balance en faveur des partisans de l'inconstitutionnalité.

### Première audace

Exacte ou fautive, la précision illustre en tout cas une vérité : on avait trop longtemps cru que les membres du Conseil constitutionnel étaient, pour la plupart, trop marqués par leur passé, leurs amitiés politiques, l'obligation de renvoyer l'ascenseur après leur nomination pour neuf ans dans une sinécure, pour faire preuve d'indépendance d'esprit, d'audace. Désormais, en tout cas, c'était faux. On devait, par la suite, en avoir bien des preuves.

Historique, la décision du 16 juillet 1971 était à plus d'un titre : l'appétit effréné du pouvoir exécutif était arrêté net pour la première fois par une institution officielle, au seul de l'arbitraire ; autre première : un texte était déclaré non conforme à la Constitution par référence à son préambule. Le corset des « seuls » quatre-vingt-douze articles craquait.

Désormais, via le préambule de 1958, les juges constitutionnels avaient à leur disposition la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1789 et son autre préambule, celui de 1946, qui, lui-même, renvoyait aux « principes fondamentaux reconnus par les lois de la République ». Un groupement déshérité de greffiers vagues et constitutionnels venait de disparaître, une véritable cour constitutionnelle lui succédait.

La première révolution avait été intérieure. La seconde fut extérieure. En 1974, le jeune président de la République que la France vient de se donner, soucieux de conférer à l'opposition des droits inédits, promet et fait adopter une réforme du droit de saisine. Ce ne sont plus seulement le chef de l'Etat, le premier ministre, le président de l'Assemblée ou

## UN MOIS POUR DIRE

« Contraire à la Constitution », « conforme à la Constitution... » Quel cheminement suit une loi votée mais contestée ? Comment travaillent les neuf juges du Palais-Royal avant que ne tombe la petite phrase fatidique ?

AUCUN de ses dignes membres ne s'exprimerait ainsi, et pourtant il n'est pas de meilleure façon de décrire les « missions » du Conseil constitutionnel : quantité de petits boulots et une tâche principale.

Petits... ponctuels plutôt, car certains peuvent être « lourds ». Tantôt le Conseil constitutionnel est associé à la « naissance » des présidents de la République. Ou bien, au sens cette fois le plus strictement littéral, il est sollicité en cas de mort (ou d'empêchement) de ce dernier. La surveillance de la frontière à tracer entre la loi et le règlement, c'est encore le travail du Conseil. Il contrôle automatiquement les lois organiques. Proclamer les résultats des réfé-

rendums et des élections présidentielles, trancher certaines contestations électorales (députés et sénateurs), tout cela lui échoit aussi, par surcroît, chaque fois que le calendrier politique en renouvelle l'occasion.

C'est beaucoup, au total, et c'est peu de chose, à côté de l'activité qui a tiré de l'obscurité et placé régulièrement sous les feux de l'actualité les neuf juges du Palais-Royal : le contrôle de conformité à la Constitution des lois dites ordinaires.

En principe, le chef de l'Etat, le premier ministre, les présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale ou soixante parlementaires peuvent saisir le Conseil. En fait, depuis la réforme de 1974 qui a

cooïré ce droit auparavant refusé aux députés et aux sénateurs, ce sont ces derniers qui, la plupart du temps, demandent au Conseil d'annuler, à tout le moins de « vérifier ».

Entrons avec eux dans le vif du sujet et dans l'enceinte du Conseil constitutionnel, rue Montpensier. Ou plutôt suivons le recours, une simple lettre ou de nombreux feuillets débordant d'analyses et d'arguments qu'apporte le facteur ou un messager zélé.

Pas d'effet de surprise : le plus souvent, la rumeur publique, des déclarations explicites de l'opposition de moment, des coups de téléphone courtois, ou l'apreté des débats parlementaires (quand ils ont vraiment lieu), laissent pressentir cette issue qui suspend le délai (quinze jours) de promulgation d'une loi définitivement adoptée.

Le recours est enregistré. Dès cet instant, le Conseil a un mois pour se prononcer. Ce délai peut être réduit à huit jours par demande expresse du gouvernement, qui n'en abuse pas, sachant les conseillers susceptibles sur ce chapitre. D'autant qu'il leur arrive de travailler eux-mêmes en

hâte lorsque le bon sens suggère que le plus vite sera le mieux.

On s'est souvent, dans le petit monde des spécialistes, demandé ce qui arriverait si le Conseil outrepassait le délai maximum d'un mois qui lui est imparti pour élaborer sa décision — ce qui ne s'est jamais produit. Si cela advenait un jour, peut-être serait-on conduit à constater que, tout simplement, le compte à rebours du délai de promulgation de la loi reprend alors son cours.

### Le président ne rapporte jamais

« L'accusé » : une loi votée par le Parlement. Les présidents des deux Chambres, le premier ministre et le président de la République sont officiellement avertis des « poursuites » par le président du Conseil constitutionnel, ainsi que le secrétaire général du gouvernement, organe qui dépend du premier ministre.

Il revient alors au président du Conseil constitutionnel, aujourd'hui Robert Badinter, de désigner officiellement un rapporteur : toujours l'un des neuf membres lorsqu'il s'agit du contrôle constitutionnel (pour le

## PLAN DE CHARGE

Le Conseil constitutionnel n'est pas menacé de chômage technique. Fin juin : il rend sa décision sur la loi d'habilitation qui prévoit les privatisations. Début juillet : il se penche sur la loi relative à la réforme électorale, puis sur le collectif budgétaire. Aussitôt après, le voilà qui change de casquette et annule les élections législatives du 16 mars en Haute-Corse et en Haute-Garonne. Fin juillet : les juges du Palais-Royal écornent la loi sur la presse. Vacances ? oui, mais courtes et chahutées. La majorité grogne contre le Conseil, accusé (une fois de plus !) de se muer en « gouvernement des juges ». Il faut réformer l'institution, lui donner des Tables de la loi, car elle dispose d'un « pouvoir discrétionnaire » qui est une « anomalie », laisse tomber le garde des sceaux. Le tintamarre (auquel le Conseil ne prendra part... que pour dire qu'il n'a pas à s'en mêler) bat son plein. Le 30 juillet, le Conseil a été saisi de la loi sur les contrôles et vérifications d'identité ; le

8 août, des trois autres « lois Chandon » : terrorisme, application des peines et lutte contre le terrorisme, ainsi que de la « loi Pasqua » sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers. Au cours du week-end du 15 août, enfin, les députés socialistes lui ont défilé la loi sur l'audiovisuel : cent onze articles. Après une « petite » rentrée, le 12 août, nouvelle pause avant la véritable remise en route : 26 août, le Conseil avale la loi sur les vérifications et contrôles d'identité. Les 2 et 3 septembre, il a rendu ses décisions sur les trois lois Chandon qui restaient en suspens et sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers. Au bout (très provisoirement) du chemin : la « grosse » décision sur l'audiovisuel, à la mi-septembre. En attendant d'autres lois (le Parlement fait sa rentrée le 2 octobre) et donc, peut-être, quelques nouveaux recours.



l'enquête

# CONSTITUTIONNEL ?

de l'édifice institutionnel français a été  
Au fil de décisions toujours plus attendues  
jours-ci, réforme de l'audiovisuel  
comme gardien de l'Etat de droit.

PHOTOS MANUEL VIMENET/COLLECTIF



Robert Badinter, Daniel Mayer et Pierre Marcellhac.

du Sénat qui peuvent déferer un texte au Conseil, mais soixante députés ou sénateurs. VGE veut même aller beaucoup plus loin : le Conseil devrait pouvoir se saisir lui-même, soutient-il. Cette dernière volonté restera sans lendemain, après le tir de barrage vigoureux de l'Assemblée nationale.

## Amorce

d'un contre-pouvoir

Mais la machine est lancée. L'opposition d'abord fait pourtant la dégoûtée. Ce sont les parlementaires de la majorité qui se tour-

nent, en vain, vers le Conseil constitutionnel pour lui demander, en 1975, d'annuler la loi sur l'interdiction volontaire de grossesse qui soulève tant de passions contraires.

En juillet 1975, le Conseil refuse l'institution du juge unique. Au début de 1977, il annule le principe de la fouille de tout véhicule sur la voie publique en vue de la recherche et de la prévention des infractions. Son président se nomme alors Roger Frey. Encore un gaulliste grand teint qui, de surcroît, a laissé place Beauvau la réputation d'un minis-

tre de l'intérieur à poigne. 1980 : les juges constitutionnels « cassent » une partie de la loi Bonnet sur les immigrés qui autorisait la détention d'un immigré en cours d'expulsion, sans intervention judiciaire.

L'opposition a maintenant bien compris (trop, parfois) quel rôle devait ou pouvait jouer le Conseil. La majorité devenue opposition en 1981 retiendra la leçon. Redevenue majorité le 16 mars, elle s'effusquera de voir les socialistes agir comme elle un peu plus tôt (et quelques-uns avec plus de discernement...). Autant de signes

de la nécessité du Conseil dans l'édifice institutionnel.

Nationalisations, enseignement supérieur, décentralisation, presse, audiovisuel : le Conseil est sollicité sur tous les fronts de 1981 à 1986, que ce soit avant ou après le 16 mars : lois d'habilitation, presse, etc.

Décision après décision, polémique après polémique, les juges constitutionnels du Palais-Royal intéressent, irritent. Et sans doute en sera-t-il longtemps ainsi. Le temps, en tout cas, où il faisait sourire ou hausser les épaules est bien révolu.

## LOUIS JOXE

Né le 16 septembre 1901. Ambassadeur de France, ancien député, ancien ministre. Nommé en octobre 1977 par Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, pour achever le mandat d'Henry Rey, décédé. Reconnu en 1980 par Jacques Chaban-Delmas.



## DANIEL MAYER

Né le 29 avril 1909. Ancien journaliste, ancien député, ancien ministre, ancien président de la Ligue des droits de l'homme. Nommé par François Mitterrand en février 1983 (président du Conseil constitutionnel jusqu'en 1988).



## LÉON JOZEAU-MARIGNÉ

Né le 21 juillet 1909. Avocat honoraire, conseiller général, ancien maire, ancien sénateur. Nommé en février 1983 par Alain Poher.



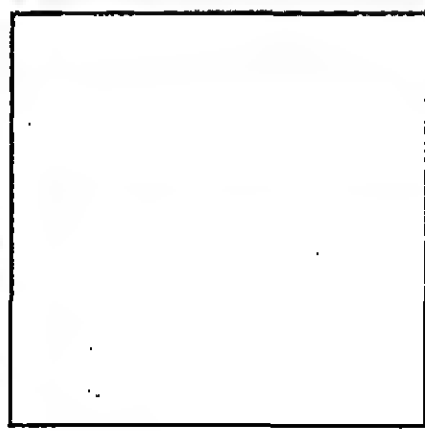
## MAURICE-RENÉ SIMONNET

Né le 4 octobre 1919. Professeur de droit, ancien député, ancien ministre, ancien secrétaire général du MRP. Nommé en octobre 1984 par Alain Poher, président du Sénat, pour terminer le mandat de Louis Gros, décédé. Reconnu en février 1986.



## VALÉRY GISCARD D'ESTAING

Né le 2 février 1926. Ancien président de la République. Membre de droit à vie du Conseil constitutionnel. N'a jamais siégé, et ne peut le faire actuellement en raison de son mandat de député du Puy-de-Dôme.



## NI GAUCHE, NI DROITE

Lorsqu'elle renchérissait contre le Conseil constitutionnel, la gauche avait une explication toute prête des avanies qu'il faisait subir à certaines de ses lois : le Conseil est de droite.

Aujourd'hui, à droite, pour expliquer la mauvaise humeur ou les perplexités du pouvoir face aux neuf juges du Palais-Royal, on laisse volontiers entendre qu'avec cette cohorte à majorité de gauche entraînée par M. Badinter... Quatre membres sur neuf du Conseil ont été nommés par une autorité de gauche au pouvoir depuis 1981 : MM. Badinter, Mayer, Fabre et Marcellhac. Au demeurant, ce critère d'appartenance est inopérant depuis de nombreuses années. Parvenus en fin de carrière, n'ayant plus rien à espérer et donc personne à ménager ou à flatter, presque tous les membres du Conseil ont d'entrée de jeu ou acquiescent très rapidement une indépendance totale que rien ni personne ne peut entamer. Faut-il ajouter que l'importance grandissante prise par le Conseil constitutionnel ces dernières années et la pente naturelle de toute institution à renforcer ses caractéristiques et à étendre son emprise sont autant d'incitations

supplémentaires pour ses membres à demeurer des incorruptibles du droit politique. Il est vrai que dans « droit politique » il y a le mot « politique ». Le seul sans doute qu'aient retenu MM. Leignel, Jospin, Chirac ou Mitterrand quand ils critiquaient, à des époques diverses, l'institution ou tel de ses membres. Aujourd'hui, M. Jospin constate sagement que « garant de la constitutionnalité des lois, il n'a pas, c'est certain, à se transformer en gouvernement des juges ou en juge des gouvernements, même s'il a parfois, avant 86 et après 86, ponctué certaines de leurs ardeurs successives et contradictoires ». M. Mitterrand confie volontiers que s'il a beaucoup dénigré le Conseil dans un passé lointain c'est parce que les juges constitutionnels ne faisaient pas leur travail... Quant à M. Chirac, de petites colères politiciennes le conduisent jadis à clamer publiquement son mépris pour M. Roger Frey, alors président du Conseil ; il n'affiche aujourd'hui aucune opinion de ce genre à l'encontre de son deuxième successeur, M. Badinter. Obligation de réserve ou estime personnelle, allez savoir...

## SI LA LOI FERA LOI

contentieux électoral, des rapporteurs adjoints, issus du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes, désignent chaque année, « officieusement ».

Sauf exception rarissime (un rapporteur qui abandonne son rôle en cas de contestation de ses conclusions), le président ne rapporte jamais. Il ne s'autodésigne pas, en tout cas, comme premier rapporteur.

Bientôt une réunion de travail regroupe des représentants des administrations, un membre du secrétariat général du gouvernement et le rapporteur du Conseil constitutionnel, qui s'informe, demande des éclaircissements, s'enquiert de la raison d'être de telle ou telle disposition de la loi contestée et de sa genèse quelquefois obscure. Car la fin du parcours législatif, avec ses commissions mixtes paritaires, ses conciliabules de dernière minute, ses amendements surprises, est parfois aussi obscure que le début en est clairement consigné dans des rapports ou les comptes rendus du Journal officiel.

En réponse à ces questions, le secrétariat général du gouvernement fournira un peu plus tard un mémoire écrit argumenté. Autant

que faire se peut, la procédure est contradictoire. Les chers professeurs de droit dont c'est la spécialité — ou que dérange la plume où le souci de se faire connaître ou de ne pas se faire oublier — envoient au Conseil des analyses, des réflexions, des avis que ce dernier répercutera sur le secrétariat général du gouvernement, « avocat » de la loi « accusée ». Il est aussi arrivé que quelques-uns de ceux qui sont concernés par une loi (grandes entreprises au moment des nationalisations) se manifestent auprès du Conseil.

## Il suit de près, coordonne, accompagne...

Le rapporteur nourrit de toutes ces données et de celles qu'il se procure lui-même en les puisant dans la jurisprudence et les conversations discrètes qu'il peut avoir avec qui bon lui semble, les solutions et les termes d'un projet de décision. Il peut entre autres s'entretenir avec le mandataire des députés ou sénateurs qui ont déposé le recours, voire lui fournir certains éléments d'appréciation qui sont des réponses partielles à certaines objections ou questions contenues dans le recours.

Officiellement, il ne rencontre pas les qualités ses « collègues » rapporteurs des projets devant les Chambres : leurs deux présidents se sont effusqués de cette suggestion qu'avait faite à la fin du mois de juin M. Badinter.

Le secrétaire général du Conseil constitutionnel (Bruno Genevois) suit de près, coordonne, accompagne toute cette procédure. Les uns et les autres... et les membres du Conseil qui veulent aussi préparer la discussion finale ont à leur disposition pour s'informer un service juridique et la possibilité d'avoir recours aux documentations les plus diverses.

Tout ce travail débouche sur un projet de décision du rapporteur, distribué au moins vingt-quatre heures avant la séance aux membres du Conseil, qui disposent aussi d'un dossier (textes, débats parlementaires, rapports, avis) fort complet, préparé pour être soumis à leur sagacité une semaine avant la (ou les) séance(s) du Conseil, d'où sortira la décision.

Le déroulement des séances est jalousement protégé par le secret du délibéré. Le rapporteur rapporte, bien sûr. Une partie de ses

propos, des éléments ou le principe même du projet de décision sont discutés ou font l'objet de demandes de précisions.

Témoin de l'achèvement (avec le responsable du service juridique) du processus comme de toutes ses phases précédentes, le secrétaire général prend acte de l'éventuelle évolution (voire de l'orientation radicalement nouvelle) du projet de décision et en fait assurer la mise en forme définitive.

De la discussion ou d'un vote naît enfin l'assentiment à propos de ce qui est devenu la « décision » du Conseil constitutionnel.

Les juges peuvent alors rentrer tranquillement chez eux. Ils n'ont pas besoin de rechercher la moindre publicité : les téléscripteurs, les petites phrases du Landerneau politique et les plumes d'archevêques s'en chargent excellemment chaque fois que le Conseil constitutionnel redevient pour quelques heures ou quelques jours le nombril d'une France souvent goguenarde à l'égard du droit et que peuplent 55 millions de plaideurs en puissance.

هكذا من الاجل



inédit

# FOUCAULT, PASSE-FRONTIÈRES DE LA PHILOSOPHIE

**V**IVANT, Michel Foucault avait mille visages : explorateur d'archives, amoureux fou de musique, militant, journaliste, et tant d'autres. Son parcours philosophique s'est enraciné dans une vitalité protéiforme. Signe rare : la mort même ne lui a pas laissé un masque unique. Il reste difficile à « cerner » — terme qui ne lui convient pas : comme tout guerrier, il demeure rebelle aux manœuvres d'encerclement.

Le fragment d'entretien que nous publions est très précisément daté : 20 juin 1975, soit après la publication de *Surveiller et punir* (février 1975) et avant celle de *La Volonté de savoir* (décembre 1976).

Il faut en préciser les circonstances. En juin 1975, je travaillais avec Michel Foucault à un livre d'entretiens. Il s'agissait de cerner des questions que son œuvre laissait en suspens, de tenter de faire la lumière sur quelques points obscurs, de prolonger quelques pistes esquissées ici ou là. Bref, nous voulions essayer, au moyen du dialogue, un livre un peu différent.

J'avais relu tous ses textes, et nous nous sommes rencontrés pour une dizaine de séances de travail. Il en est resté environ quinze heures d'enregistrement et leur transcription brute en trois cents pages dactylographées. Le tout, depuis, dort dans mes archives.

Car cette tentative n'a pas abouti, pour des causes très perceptibles mais difficiles à élucider. Foucault désirait avancer, faire quelque chose de neuf. Mes questions le ramenaient à son œuvre, le mettaient en situation d'avoir à s'expliquer. Ces interrogations sur son parcours le conduisaient — autant du fait de ma maladresse que de son malaise face à un « interrogatoire » — à se rabattre sur le plan de l'autobiographie intellectuelle, qu'il n'aimait guère. Le projet fut donc abandonné, d'un commun accord.

Ces propos n'ayant fait l'objet d'aucun découpage ni d'aucune réécriture que Foucault ait pu relire, je me suis borné à choisir un passage sur la littérature, extrait de la sixième bande magnétique. J'ai supprimé quelques parenthèses ou digressions. Pour le reste, mon intervention a consisté à reformuler selon les règles de l'expression écrite des phrases parlées. Ce texte porte donc non entière et unique responsabilité. Il y manque le rire, les gestes, l'animation de Foucault, qui était aussi — il suffit de l'avoir vu faire un cours ! — un acteur de grande envergure. J'espère seulement qu'il y reste quelque témoignage de sa lucidité.

« Quelle place, ou quel statut, ont les textes littéraires dans les enquêtes que vous avez menées ? »

— Dans *l'Histoire de la folie*, dans *les Mots et les Choses*, je les indiquais seulement, je les pointais comme en passant, j'étais l'espèce de promeneur qui dit : « Eh bien là, vous voyez, on ne peut pas ne pas parler du *Neveu de Rameau* ». Mais je ne leur faisais jouer aucun rôle dans l'économie même du processus.

— Pour moi, la littérature était à chaque fois l'objet d'un constat, pas celui d'une analyse ni d'une réduction ni d'une intégration au champ même de l'analyse. C'était le repos, la halte, le blason, le drapeau.

— Vous ne vouliez pas faire jouer à ces textes le rôle d'expression ou de reflet des processus historiques.

— Non... (silence, réflexion). Il faudrait aborder la question à un autre niveau.

— On n'a jamais réellement analysé comment, depuis la masse des choses qui sont dites, depuis l'ensemble des discours effectivement tenus, un certain nombre de ces discours (le discours littéraire, le discours philosophique) reçoivent une sacralisation et une fonction particulières.

— Il semble que traditionnellement on ait fait fonctionner les discours littéraires ou philosophiques comme substituts ou comme enveloppe générale de tous les autres discours. La littérature doit valoir pour le reste. Des gens ont fait l'histoire de ce qui se disait au dix-huitième siècle en passant par Fontenelle, ou Voltaire, ou Diderot, ou la *Nouvelle Héloïse*, etc. On en a fait une histoire de textes comme l'expression de quelque chose qui, finalement, n'arrivait pas à se formuler à un niveau qui aurait été plus quotidien.

— A l'égard de cette attitude, je suis passé de l'expectative (signaler la littérature là où elle était, sans indiquer ses rapports avec le reste) à une position franchement négative, en tentant de faire réapparaître positivement tous les discours non littéraires ou paratextuels qui ont pu effectivement se constituer à une époque donnée, et en excluant la littérature. Dans *Surveiller et punir*, il n'est question que de la mauvaise littérature...

— Comment distinguez-vous la mauvaise de la bonne ?

— Justement, ce sera ça qu'il faudra tout de même aborder un jour. Il faudra se demander, d'une part, quelle est au juste cette activité qui consiste à faire circuler de la fiction, des poèmes, des récits... dans une société. On devrait analyser aussi une seconde opération : parmi tous ces récits, qu'est-ce qui fait qu'un certain nombre sont sacralisés, se mettent à fonctionner comme « littérature » ? Ils sont aussitôt repris à l'intérieur d'une institution qui était à l'origine fort différente : l'institution universitaire. Maintenant, elle commence à s'identifier avec l'institution littéraire.

— Il y a là une ligne de pente très visible dans notre culture. Au dix-neuvième siècle, l'Université a été l'élément à l'intérieur duquel se constituait une littérature dite classique, qui par définition n'était pas une littérature contemporaine, et qu'on faisait valoir à la fois comme seul socle pour la littérature contemporaine et comme critique de cette littérature. D'où un jeu très curieux, au dix-neuvième siècle, entre la littérature et l'Université, entre l'écrivain et l'universitaire.

— Et puis, petit à petit, les deux institutions, qui, en fait, sous leurs

Deux ans après sa mort, Michel Foucault fait la une des librairies. Voici, à cette occasion, des propos inédits sur la littérature, et les moyens d'échapper à l'enfermement de la philosophie.

par Roger-Pol Droit

chamaileries, étaient profondément jumelles, ont tendu à se confondre totalement. On sait parfaitement qu'aujourd'hui la littérature dite d'avant-garde n'est jamais lue que par des universitaires. On sait bien que maintenant un écrivain qui a dépassé la trentaine a autour de lui des étudiants qui font leur diplôme sur son œuvre. On sait bien que les écrivains vivent pour la plupart en faisant des cours et en étant universitaires.

— On a donc là, déjà, la vérité de quelque chose : le fait que la littérature fonctionne comme littérature grâce à un jeu de sélection, de sacralisation, de valorisation institutionnelle dont l'Université est à la fois l'opérateur et le récepteur.

— Y a-t-il des critères internes aux textes, ou bien n'est-ce qu'une affaire de sacralisation par l'institution universitaire ?

— Je n'en sais rien. Je voudrais simplement dire ceci : pour couper avec un certain nombre de mythes, dont celui du caractère expressif de la littérature, il a été très important de poser ce grand principe que la littérature n'a rien à voir avec elle-même. Si elle a affaire à son auteur, c'est plutôt sur le mode de la mort, du silence, de la disparition même de celui qui écrit.

— Peu importe qu'on se réfère ici à Blanchot ou à Barthes. L'essentiel, c'est l'importance de ce principe : l'intransitivité de la littérature. Ce fut, en effet, la première étape grâce à laquelle on a pu se débarrasser de l'idée que la

littérature était le lieu de tous les transits, ou le point auquel aboutissaient tous les transits, l'expression des totalités.

— Mais il me semble que ce n'était encore qu'une étape. Car, à maintenir l'analyse à ce niveau, on risque de ne pas défaire l'ensemble des sacralisations dont la littérature a été affectée. Au contraire, on risque de la sacrifier davantage. Et c'est effectivement ce qui s'est passé, encore jusqu'en 1970. Vous avez vu utiliser un certain nombre des thèmes de Blanchot ou de Barthes à une espèce d'exaltation, à la fois ultralyrique et ultrarationalisante, de la littérature comme structure de langage ne pouvant être analysée qu'en elle-même et à partir d'elle-même.

— Les implications politiques n'étaient pas absentes de cette exaltation. Grâce à elle, on en arrivait à dire que l'écriture en elle-même était à ce point affranchie de toutes les déterminations que le fait d'écrire était en lui-même subversif, que l'écrivain a, dans le geste même d'écrire, un droit imprescriptible à la subversion ! Par conséquent l'écrivain était révolutionnaire, et plus l'écriture était écrite, plus elle s'enfonçait dans l'intransitivité, plus elle produisait par là même le mouvement de la révolution ! Vous savez que ce sont des choses qui ont malheureusement été dites...

— En fait, la démarche de Blanchot et celle de Barthes tendaient à une désacralisation de la littérature.

ture, en rompant les liens qui la mettaient en une position d'expression absolue. Cette rupture impliquait que le mouvement suivant serait de la désacraliser absolument, et d'essayer de voir comment, dans la masse générale de ce qui se disait, avait pu, à un moment donné, sur un certain mode, se constituer cette région particulière du langage à laquelle il ne faut pas demander qu'elle porte les décisions d'une culture, mais à laquelle il faut demander comment il peut se faire qu'une culture ait décidé de lui donner cette position si singulière, si étrange.

— Pourquoi étrange ?

— Notre culture accorde à la littérature une part qui en un sens est extraordinairement limitée : combien de gens lisent de la littérature ? Quelle place a-t-elle effectivement dans l'expansion générale des discours ?

— Mais cette même culture impose à tous ses enfants, comme acheminement vers la culture, de passer par toute une idéologie, toute une théologie de la littérature pendant leurs études. Il y a là une espèce de paradoxe.

— Et il n'est pas sans rapport avec l'affirmation que l'écriture est subversive. Que quelqu'un l'affirme, dans telle ou telle revue littéraire, ça n'a aucune importance et aucun effet. Mais si au même moment tous les professeurs, depuis les instituteurs jusqu'aux professeurs de faculté, vous disent, explicitement ou non, que les grandes décisions d'une culture, les points où ça s'infiltrent... il faut aller les chercher dans Diderot, ou dans Sade, ou dans Hegel, ou dans Rabelais, vous voyez bien que finalement c'est de la même chose qu'il est question. Les uns et les autres font fonctionner la littérature de la même façon. A ce niveau, les effets de renforcement sont réciproques. Les groupes soi-disant d'avant-garde et la grosse masse de l'Université s'accroissent. Cela a conduit à un blocage politique très pesant.

— Comment vous-même avez-vous échappé à ce blocage ?

— Ma manière de reprendre le problème, ce fut d'une part le livre sur Raymond Roussel, et puis surtout le livre sur Pierre Rivière. Entre les deux, il y a la même interrogation : quel est ce seuil à partir duquel un discours (que ce soit celui d'un malade, d'un criminel, etc.) commence à fonctionner dans le champ qualifié de littérature ?

— Pour savoir ce qu'est la littérature, ce ne sont pas ses structures internes que je voudrais étudier. J'aimerais plutôt saisir le mouvement, le petit processus, par lequel un type de discours non littéraire, négligé, oublié aussitôt que prononcé, entre dans le champ littéraire. Que se passe-t-il là ? Qu'est-ce qui se déclenche ? Comment ce discours est-il modifié dans ses efforts par le fait qu'il est reconnu comme littéraire ?

— Vous avez cependant consacré des textes à des œuvres littéraires à propos desquelles cette question ne se pose pas. Je pense notam-

ment à vos articles parus dans *Critique* sur Blanchot, sur Klossowski, sur Bataille. Si on les réunit en un volume, ils donneraient de votre parcours une image peut-être inhabituelle...

— Oui, mais... (silence). Ce serait assez difficile d'en parler. Au fond, Blanchot, Klossowski, Bataille, qui ont été finalement les trois auxquels je me suis intéressé dans les années 60, étaient pour moi beaucoup plus que des œuvres littéraires ou des discours intérieurs à la littérature. C'était des discours extérieurs à la philosophie.

— C'est-à-dire ?

— Prenons Nietzsche, si vous voulez. Nietzsche représente, par rapport au discours philosophique universitaire, qui ne cesse de renvoyer à lui-même, le bord extérieur. Bien sûr, toute une filière de la philosophie occidentale peut se retrouver chez Nietzsche. Platon, Spinoza, les philosophes du dix-huitième siècle, Hegel... tout ça passe par Nietzsche. Et cependant, par rapport à la philosophie, il y a chez Nietzsche une rugosité, une rusticité, une extériorité, une espèce de paysannerie montagnarde qui lui permet, d'un coup d'épée et sans que ça soit aucunement ridicule, de dire avec une force que l'on ne peut pas éviter : « Allez, tout ça, balivernez... »

— Se débarrasser de la philosophie implique nécessairement une pareille désinvolture. Ce n'est pas en restant dans la philosophie, ce n'est pas en la raffinant au maximum, ce n'est pas en la contourant avec son propre discours qu'on en sortira. Non. C'est en lui opposant une espèce de bêtise étonnée et joyeuse, une sorte d'éclat de rire incompréhensif et qui, finalement, comprend, ou, en tout cas, casse. Oui... il casse plutôt qu'il ne comprend.

— Dans la mesure où j'étais tout de même universitaire, professeur de philosophie, ce qui restait de discours philosophique traditionnel me gênait dans le travail que j'avais fait à propos de la folie. Il y a là un hégélianisme qui traîne. Faire apparaître des objets aussi dérisoires que des rapports de police, des mesures d'interne, des cris de fous, ça ne suffit pas forcément pour sortir de la philosophie. Pour moi, Nietzsche, Bataille, Blanchot, Klossowski, furent des manières de sortir de la philosophie.

— Il y avait dans les violences de Bataille, dans les espèces de douceurs insidieuses et inquiètes de Blanchot, dans les spirales de Klossowski, quelque chose qui à la fois partait de la philosophie, la mettait en jeu et en question, puis en sortait, et y rentrait... Quelque chose comme la théorie des souffles chez Klossowski tient, par je ne sais combien de fils, à toute la philosophie occidentale. Et puis, par la mise en scène, la formulation, la manière dont ça fonctionne dans le *Baphomet*, elle en sort tout à fait.

— Ces allées et venues autour de la parole même de la philosophie, rendaient perméable — donc finalement dérisoire — la frontière entre le philosophique et le non-philosophique.

PARMI TOUS CES RÉCITS, QU'EST-CE QUI FAIT QU'UN CERTAIN NOMBRE SONT SACRALISÉS, SE METTENT À FONCTIONNER COMME « LITTÉRATURE » ?

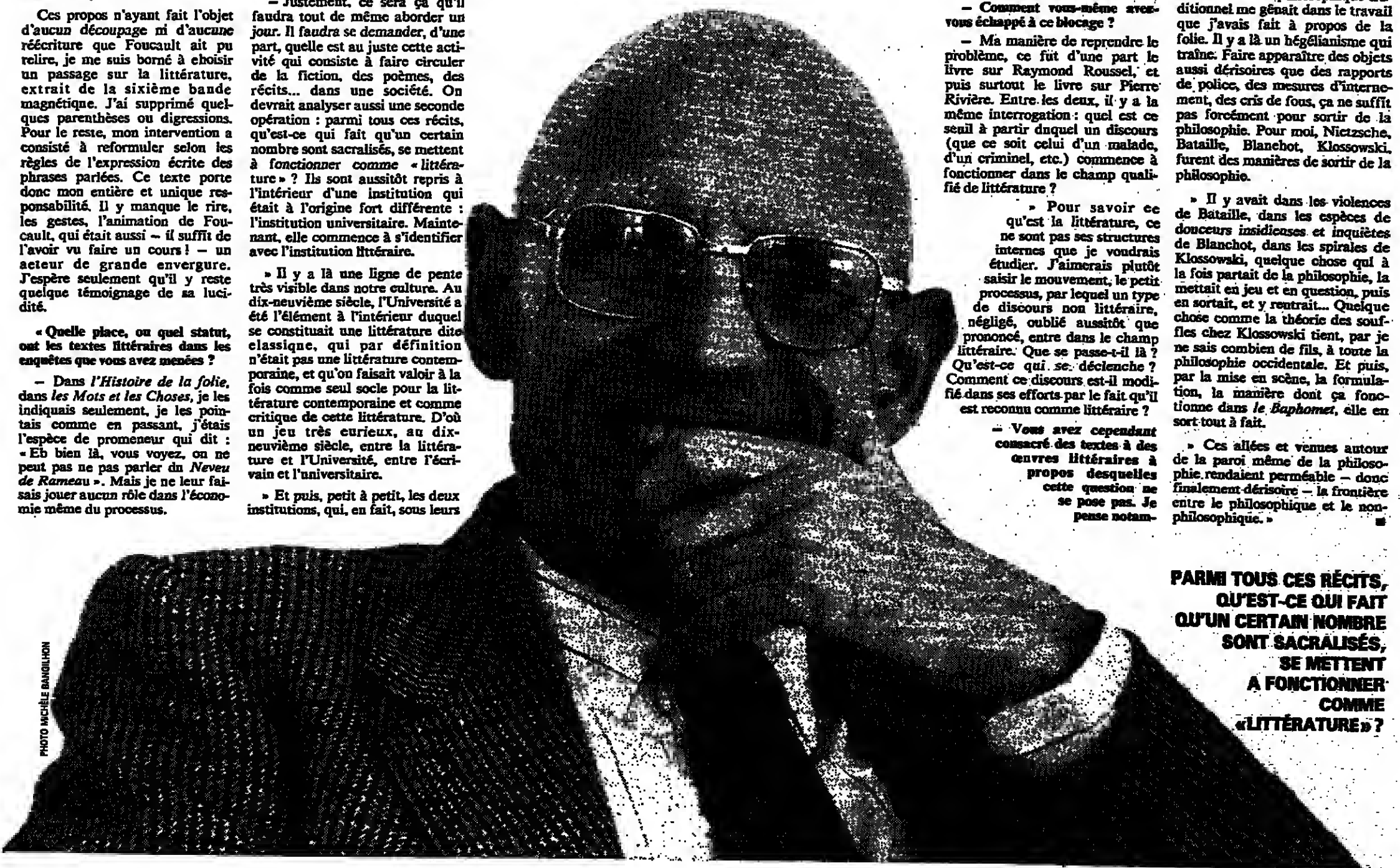


PHOTO MICHEL ANGLADE



# Voyages



A gauche, mariage de Japonais en Nouvelle-Calédonie. Ci-contre, l'île des pins.

## HEUREUX COMME UN CAGOU HEUREUX

Par  
Alain Hervé

**D**EVANT la porte pousse un jumeau, aux traits bleus, dédicatés que tous ignorent. Le patron de l'hôtel, s'appelle Abdel, il est tunisien. La téléphoniste wallonaise porte une fleur d'hibiscus rose sur l'oreille et tient salon avec ses copines. L'économiste, Pierre, est normand. La clientèle est japonaise et australienne. Où sommes-nous ?

Je monte dans ma chambre. Numéro 616. Par la fenêtre, je vois, sur la mer bleu inoxydable, un paquebot russe et blanc entrer dans la rade. La température doit dépasser 40 degrés. La réponse est enfantine. Elle se trouve au fond de la baignoire où je vois, entre mes pieds, le tourbillon d'évacuation de l'eau tourner autour de la bonde en sens inverse de ce que j'observe chez moi, en France. Je suis dans l'hémisphère austral, à l'antipode, en Nouvelle-Calédonie, côté plage, au Club Méditerranée de Château Royal. Si l'insécurité existe, elle est invisible ici.

A l'heure de l'apéritif, assis sur des poufs de velours de nylon mauve, dans un lieu qui doit, plus tardivement, tourner au night-club, nous avons une courte conversation arrosée d'expressos, avec deux « gentils membres » : Katsutoshi Kawasaki, vingt-trois ans, qui, comme son nom ne le laisse pas supposer, est ingénieur chez Sony, et sa femme Keiko, vingt-cinq ans, ingénieure chez Sony, belle et grande. C'est Taka, un « gentil organisateur » japonais du Club, diplômé de lettres et de cinéma français, qui traduit. Katsutoshi me fait savoir : « Nous nous sommes mariés il y a quatre jours ici. » Silence. « Nous nous sommes connus dans l'entreprise, nous n'avons pas le temps d'avoir des relations à l'extérieur. » Silence. « Au Japon, un mariage coûte 4 à 5 millions de yens (environ 200 000 F). Ici, pres-

que rien, ici, tout est compris : le windsurf, le tir à l'arc, la nourriture et tout le reste. Nous n'avons pas à aller au restaurant et à nous faire expliquer le menu. » Silence. « Nous sommes sortis du Club pour aller au Casino royal à Nouméa. Nous avons joué 500 F et nous les avons perdus. Nous avons fait l'excursion à l'île du phare Amédée. » Silence. « Dans deux jours, nous rentrons à Tokyo pour soulager nos camarades qui font notre travail en notre absence. » Ils se sont levés, m'ont souri, salué, sont partis. Ils n'ont pas touché à leurs cafés.

Taka ajoute : « Quand mes compatriotes arrivent ici, nous les asseyons tous dans la salle de spectacle. Les valises sont encore dans le car. Je leur explique ce que signifie le mot « vacances ». C'est un mot récent en japonais. Avant, ce qui s'en approchait le plus, c'était le mot « découverte ». Puis nous traduisons G.O., Gentil Organisateur. Ça donne à peu près « leader de vacances ». Mes compatriotes impressionnent en six jours cinq à dix rouleaux de photos, et jusqu'à trente. De retour au Japon, ils nous envoient les photos qu'ils ont prises de nous. Pour eux, la Nouvelle-Calédonie est « l'île la plus proche du paradis ».

Ils ont tous lu, avant de venir, ce livre écrit en 1975 par la jeune femme écrivain Morimura. C'est aussi ce qu'ils appellent le « french touch » : pain, vin, fromage, Cardin, Delon... Pour le remercier, j'ai invité Taka à venir déguster des pâtisseries de son pays, rue Saint-Florentin, s'il passe par Paris. Tout à coup le hall se vide, obéissant à une loi non formulée de la vie en hôtel. La baignade est terminée, plus de jeux autour de la piscine, le dîner n'est pas encore

servi, la clientèle se réfugie dans les chambres pour réfléchir à sa destinée. J'abais aux reflux et partage l'ascenseur avec une Australienne dont les seins mettent en valeur, sur son tee-shirt, un slogan calédonien : « Je suis un cagou heureux. » Le cagou est un oiseau indigène sans ailes et qui aboie.

Il est dix-neuf heures à ma montre. Cette île est-elle en guerre ou en vacances ? Je débarquais, il y a douze heures à peine, avec deux cents voyageurs au crâne rasé, la relève des CRS, en tenue bourgeoise pour ne pas transformer le vol en transport de troupes.

Le hasard des places libres autour des tables rondes m'invite à dîner avec une

L'Europe, douze heures de décalage horaire, semble continuer de s'éloigner dans les brumes boréales et dans sa vieille histoire. Ma tête se réorganise autour du pôle pacifique et austral.

Le lendemain matin, je monte dans le premier bus qui passe. Ils vont tous côté ville, à Nouméa. Je descends devant la porte du Musée d'ethnographie mélanésienne. J'entre chercher la fraicheur et m'absorbe devant le « iarik », un paquet magique qu'emportent, pour la bonne chance, les navigateurs canaques dans leurs pirogues. Il contient une cordelette en fibre de coco, un morceau de bois d'un arbre de terrain sec, un morceau de minéral de fer. Dans d'autres vitrines, des objets sortis d'un poème de Saint-John Perse : de la mannaïe en radius d'albatros, des tambours de feuilles, des jupes en poil de roussette, des sonnettes en fruits de *Cycas circinalis*, des jarretières en racine de banian, des manteaux de pluie en paille. Cette assem-

blée de masques de bois géants a été sculptée par les ancêtres des Canaques actuels qui, le 4 septembre 1775, découvrirent dans une baie de leur territoire, au nord-est de leur île, un bateau haut sur l'eau, qui ne ressemblait à aucune pirogue connue. En descendant des éthers blancs qu'ils pensèrent être leurs pères morts. Beaucoup plus tard, ils apprirent que le chef de cette tribu flottante s'appelait James Cook... Il prétendait, à son tour, les avoir découverts. Il avait pris la liberté de leur donner de nouveaux noms. Il les avait appelés Néo-Calédoniens par une obscure référence à sa froide patrie, l'Ecosse.

Rambo et Terminator sont à l'affiche des deux cinémas de Nouméa. Au-dessus de la gare routière, un panneau publicitaire géant annonce « le cidre Star-jet, la

boisson de l'espace ». Des bombages sur les murs blancs des vieux entrepôts coloniaux appellent « Fidel Castro à l'aide » ou bien « rattachement de la Nouvelle-Calédonie aux USA ». Et parce que le centre des villes, même petites, aspire irrésistiblement le flâneur qui débarque, je me retrouve sur la fameuse (pour ses manifestations politiques) place des Cocotiers, mais sans son kiosque à musique qui vient d'être démonté, tirant des bords d'une flaque d'ombre à l'autre, jusqu'à un vieux bâtiment qui abrite une collection de bonsais.

Je reprends mon souffle dans un courant d'air et l'essai de faire coïncider ce que je vois avec ce que je sais : le bagne, Louise Michel et les déportés de la Commune, la colonisation, le boom du bois de santal et le boom du nickel, la revendication permanente des Canaques à la propriété de leurs terres — révoltes de 1878, de 1917 et de 1985 — et la revendication des Blancs à la propriété de leur travail. Un groupe de jeunes Canaques à la chevelure léonine descend la place avec un transistor gros comme une caisse sur l'épaule. Ils déploient, dans la chaleur stagnante, un air de rock américain.

Deux jours plus tard, je cède à une boulimie d'îles. Assis dans un « dnuze places » d'Air Calédonie, je suis reparti pour le côté plage, en route pour Lifou, la plus désirable des îles de l'archipel des Loyautés. Physiquement imposant, Joseph Chat, journaliste canaque, présentateur à la télévision à Nouméa, débordé de son siège, à côté de moi. Dans un sac en plastique rose, il emporte du tissu et du tabac. « C'est pour faire la couronne. (...) Chaque fois que je visite ma famille, qui est restée à Lifou, j'apporte ce petit cadeau au chef de ma tribu à We. » Devant l'aéroport-jouet, deux gendarmes venus chercher le courrier administratif, les seuls Blancs de l'île avec quelques fonctionnaires-métro qui pratiquent le délicat équilibre entre la coutume de la réserve indigène intégrale et la loi française.

(Lire la suite page 14.)

**Cette île est-elle en guerre ou en vacances ?  
Pour les touristes japonais  
qui viennent s'y marier, la Nouvelle-Calédonie  
est la « plus proche du paradis »...**

famille blonde. Présentations : « Je suis Steve, de Sydney. Nous venons tous les ans au Club. Cette année, malgré ce que nous avons lu dans la presse australienne sur l'insécurité en Nouvelle-Calédonie. C'était l'apocalypse. Notre presse est très antifrancophone. Toutes ces histoires nucléaires en Polynésie... Nous sommes juifs. Beaucoup de juifs de Sydney viennent au Club. Nous aimons l'atmosphère, les fêtes chaque soir, le mini-club qui nous débarrasse des enfants. Nous venons ici parce que, ici, c'est la France. Il y a chez nous un slogan qui dit : « So near and yet so French. » Si près et cependant si français. Quand le Club ouvrira à Bali à la fin de cette année, nous irons aussi. Maintenant l'Europe c'est trop loin, trop cher, trop pollué... »

سكزا من الالجل



هكذا من الاجل

escales

# ALEXANDRIE-SUR-PLAGE

Il y a trois plages à Alexandrie.  
Trois façons de fréquenter la mer,  
trois rites.

LES barbares arrivent ! Les chars de deux millions d'envahisseurs caillottes forment une colonne ininterrompue marchant sur Alexandrie...

Trônant sur un fauteuil de plage en plastique vert posé sur le trottoir, le courtier, dégoulinant de sueur sous son parasol effiloché, guette. Arrive un couple accompagné de deux enfants. « Bonjour, mealem (patron) ! », dit l'homme, âgé d'une quarantaine d'années.

Un coup d'œil suffit au courtier expérimenté pour classer le client : un fonctionnaire cherchant un meublé bon marché, dans les 300 livres par mois (1), soit 30 livres seulement de courtage. La loueur d'appartements préfère son thé à une éventuelle affaire. « Ali, occupe-toi du monsieur ! », lance-t-il à l'un de ses innombrables adjoints.

Le hag (celui qui a fait le pèlerinage à La Mecque) ne daigne s'occuper que de la clientèle en Mercedes. Même si le marchandage est souvent long et difficile. Ce sont des élites « sérieuses » : hommes d'affaires, médecins, ingénieurs ou professeurs expatriés, de retour du golfe Persique ; ils louent des appartements de 600 livres à 1 500 livres par mois.

Stanley, plage d'Alexandrie, amphithéâtre où la mer a mangé la scène, sans pour autant porter préjudice aux jeux. Une foule compacte occupe les gradins. Une queue d'enfants se jette à l'eau, boivent la tasse, pleurent,

donnent des coups de pied dans un ballon ou font voler des cerfs-volants en nylon *made in Taiwan*. Le temps n'est plus où les balles étaient faites de chausses retournées, agglomérées et cousues, et les cerfs-volants ne sont plus ces merveilles planantes, amoureusement confectionnées avec du jute et du papier par les gamins eux-mêmes.

Des draps à carreaux rouges et blancs font office de tapis de sol pour les adultes. Les hommes sont pour la plupart en maillot de bain. Certains les ont loués aux vestiaires. Les femmes, elles, se contentent de faire la causette. Si d'aventure elles se baignent, c'est tout habillées, la robe à fleurs criardes collée au corps. Les rares jennes filles qui portent un maillot ont pris la précaution de passer dessus... un jean et une blouse.

Ancienne résidence d'été de la famille royale, Montaza demeure toujours la plus belle plage d'Alexandrie. Grâce à ses 150 hectares de jardins elle conserve son caractère majestueux, malgré la multiplication des cabines-studios. Les quelques milliers de privilégiés y possédant pignon sur mer peuvent jouir d'un calme que l'océan ne retrouve nulle part ailleurs dans la ville.

Le problème de la pollution par les égouts, aigu l'an dernier, a été en grande partie réglé. Mais, par mesure de précaution, les résidents préfèrent se mouil-

ler le moins possible. Tel n'est pas le cas des visiteurs occasionnels qui envahissent chaque jour la parcelle de sable payante de Moutaza. Mais, comme sur les plages populaires, les femmes en une ou deux pièces sont une espèce en voie de disparition. Par contre, les bosquets et les immenses allées hantées jadis par le roi Farouk et ses seuls familiers fourmillent de jeunes couples se tenant tendrement par la main. S'ils restent jusqu'au soir...

A l'autre extrémité de l'interminable cité : Agami, désert livré aux bédouins il y a vingt ans, est aussi aujourd'hui une plage huppée. Les bédouins se sont sédentarisés grâce à la fortune amassée en vendant des terrains qui appartenaient à l'Etat. Les loyers des villas s'échelonnent de 1 000 à 5 000 livres par mois. Agami est quasiment le monopole des Egyptiens « arrivés » et des résidents étrangers. Cosmopolite, cette agglomération rappelle vaguement l'Alexandrie de Lawrence Durrell. On y vit au rythme de l'Europe.

A Paradise-Beach, les bikinis sont la règle et le bronzage est de rigueur. Planches à voile, surf et jogging sont pratiqués. Des concours pour choisir Miss Plage ou la reine du disco sont régulièrement organisés. Les restaurants refusent des clients. Le vin et la bière locaux accompagnent whisky et vodka de contrebande dans les surprises-parties. Mais cette *dolce vita* est menacée par les tours de béton et par ceux qui ont déjà envahi Alexandrie...

ALEXANDRE BUCCIANTINI

(1) 1 livre égyptien = environ 4 F.

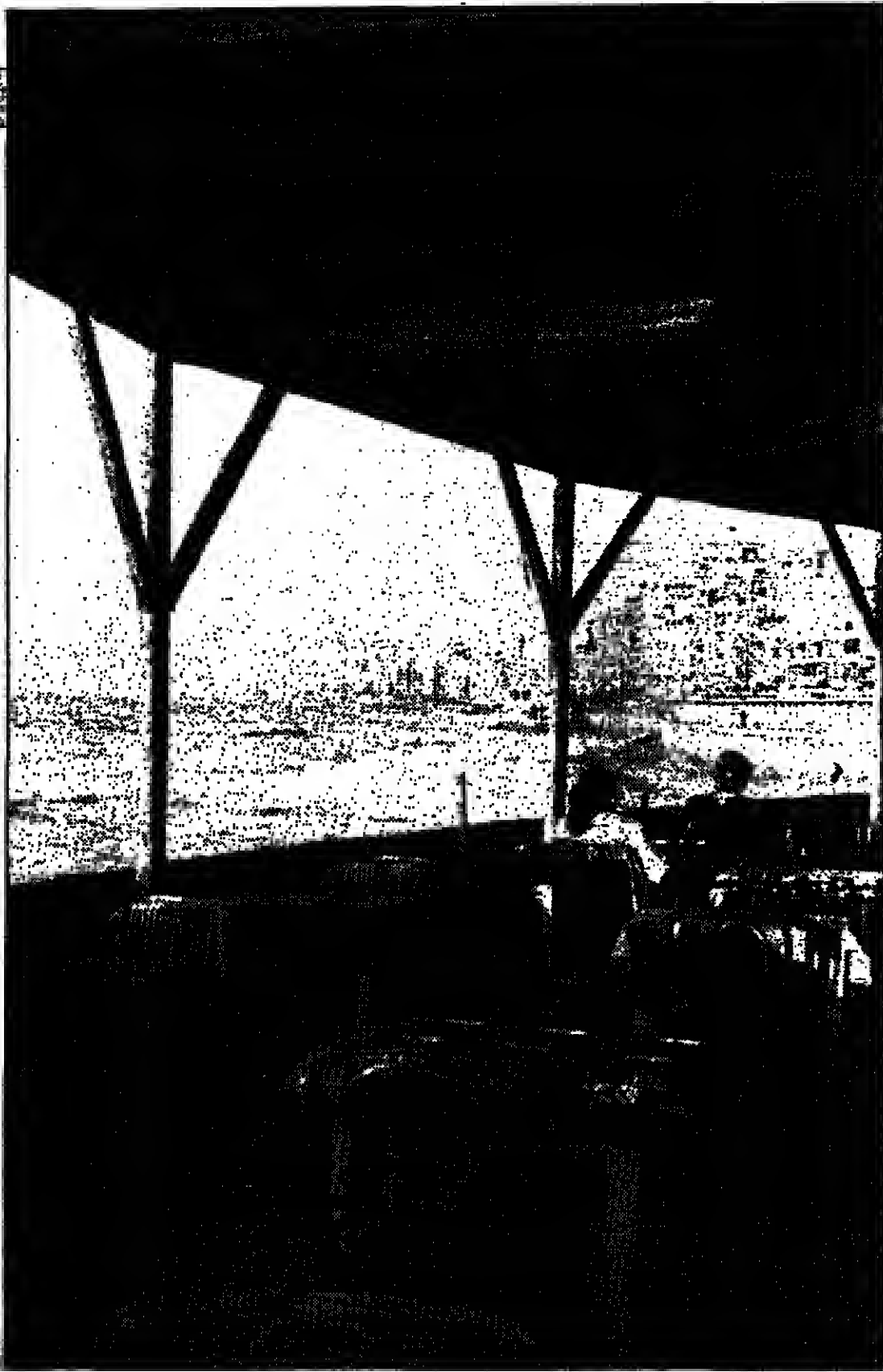


PHOTO MICHEL BARRUCQUET

## LA S.N.C.F. COMMUNIQUE

Les samedis 6, 13 et 27, les dimanches 7, 14 et 28 septembre 1986, de 5 h 45 à 22 heures, afin de permettre la réalisation d'importants travaux liés à la création de la future liaison VALLEE-DE-MONTMORENCY - INVALIDES, la circulation ferroviaire sera interrompue, dans les deux sens, entre les gares de BOULEVARD-VICTOR et des INVALIDES (ligne C du RER).

Un service d'autobus desservant JAVEL, CHAMP-DE-MARS et PONT-DE-L'ALMA sera mis en place entre ces deux gares.

Il est toutefois conseillé aux voyageurs au départ des gares parisiennes d'utiliser de préférence les services R.A.T.P. (autobus ou métro) pour rejoindre directement les gares :

- Des INVALIDES, s'ils se dirigent vers la banlieue Sud-Ouest ;
- De BOULEVARD-VICTOR, s'ils se dirigent vers la banlieue Ouest.

La S.N.C.F. prie sa clientèle de bien vouloir l'excuser pour les dérangements occasionnés par ces travaux.

MR et MRS  
DALY (MALTAIS),  
20, SANNAT ROAD, L'île de  
GOZO, MALTE. tél 554160.  
Guides Touristiques pour les  
FRANÇAIS

## ACCESS VOYAGES L'AMERIQUE AU MEILLEUR PRIX

	AS	AR
NEW YORK	1 200 F	2 400 F
BOSTON	1 450 F	2 900 F
PHILADELPHIE	1 450 F	2 900 F
WASHINGTON	1 550 F	3 100 F
CHICAGO	1 750 F	3 500 F
ATLANTA	1 750 F	3 500 F
MIAMI	1 750 F	3 500 F
NEW ORLEANS	1 750 F	3 500 F
HOUSTON	1 750 F	3 500 F
DALLAS	1 750 F	3 500 F
DENVER	1 750 F	3 500 F
LOS ANGELES	1 950 F	3 900 F
SAN FRANCISCO	1 950 F	3 900 F
SEATTLE	2 300 F	4 600 F
MONTREAL	1 850 F	3 700 F
TORONTO	1 750 F	3 500 F
VANCOUVER	2 950 F	5 900 F
MEXICO	2 950 F	5 900 F

ET ENCORE D'AUTRES DESTINATIONS.  
ACCESS VOYAGES (Boulevard d'Est 175111) 6, rue Pierre-Lescot 75001 Paris.  
Tél. : (1) 42-21-46-94. Métro et RER Châteaux-Les-Halles

# HEUREUX COMME UN CAGOU HEUREUX

(Suite de la page 13.)

Conduite par Joseph, la vieille 504 fouce sur la route déserte. A droite et à gauche, des maisons de style européen, en matériaux légers, mais toujours doublées de la case traditionnelle ronde aux parois en écorce de niaouli où les Canaques préfèrent aller dormir. Je pense à la Polynésie, mais ici la lumière est différente, les cocotiers plus petits.

L'île est plate, immense, plus grande que la Martinique, très peu peuplée. Lorsque deux voitures se croisent, elles s'arrêtent au milieu de la route. Ainsi Joseph, le conducteur, prend des nouvelles de toute sa famille. Puis, baignade et déjeuner dans un restaurant de brousse. Le patrou ouos ouvre à la machette des noix de coco pour l'apéritif. Au menu, beignets de papayes vertes, salade de papayes vertes et crabe de cocotier au lait de coco, un crabe terrestre.

L'île des Pins, au sud de la Grande Ile, serait, aux dires de certains, la plus belle île du monde. Les pins colonnaires, qui sont des araucarias maigres et tendus vers le ciel, donnent son nom à l'île. Le maire me reçoit dans une somptueuse mairie récemment construite en style néo-canaque pour 33 millions de francs CFP.

La climatisation fonctionne à fond, toutes fenêtres ouvertes. Il m'explique le dilemme de l'île des Pins, et des Canaques en général : comment recevoir des touristes sans en subir les inconvénients. Le chef coutumier, Hilarion Wandegon, qui décide en dernier ressort, vient de refuser que l'on amène des chevaux, mais les touristes sont là, heureux et discrets, sur les plages des gîtes tribaux, l'équivalent local de l'accueil à la ferme.

Je regrette de ne pouvoir aller plus loin encore, sur l'île de Beaufort-Beaupré, du nom du célèbre hydrographe français. Il se trouve isolé, à 37 milles au large de l'archipel. Des Canaques vont y cultiver des légumes, parce qu'il y a de l'eau dans ce potager de la haute mer. Joseph me dit : « Les Mélanésiens aiment la solitude, le calme, ils sont timides et réservés. » Ils appartiennent à cette grande tribu migratoire d'hommes noirs, qui, partie de l'Asie du Sud-Est, a peuplé la Nouvelle-Guinée, les Nouvelles-Hébrides, tandis que les Polynésiens (blancs) partaient vers l'est, jusqu'à l'île de Pâques, et vers le nord, jusqu'à Hawaï.

Je me prépare à partir pour la Nouvelle-Zélande, lorsque je rencontre le botaniste Jacques Kussner. Il me propose un tour, côté plantes. Je reste. Il me fait connaître le jamelonier devant ma porte et me raconte les arbres de Nouvelle-Calédonie. La flore est une des plus riches du monde avec 3 000 espèces endémiques, c'est-à-dire spécifiques à l'île. Il n'y a que 1 450 espèces en Nouvelle-Zélande, 1 800 aux Fidji. Un seul pays au monde est plus riche, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, avec 18 000 espèces. Qui dit endémisme dit très long confinement, probablement de 250 millions d'années. Et fragilité des espèces, non soumises à la concurrence.

Récemment, l'introduction des mimosa a entraîné des ravages, mais ils sont eux-mêmes agressés par une petite cigale importée il y a trois mois d'Australie. Le Muséum d'histoire naturelle a entrepris un recensement de cette flore exceptionnelle. Onze tomes sont déjà parus. On apprend que sur les dix-neuf espèces d'araucarias existantes quatorze

viennent de Nouvelle-Calédonie ; que le kauri, ce géant des forêts australes, a un représentant à la rivière Bleue de 30 mètres de fût ; que le niaouli est une sorte d'eucalyptus dont on extrait le gémolol cher à notre enfance.

Un botaniste américain, Harold E. Moore, a passé vingt ans de sa vie à étudier les palmiers calédoniens : les *Basselinia*, les *Archonta phoenix*, les *Clignostigma*, mais plus qu'à tout autre il rêvait du *Prithardiosis jeannei*, disparu avec sa légende. En 1980, Moore, quelques mois avant sa mort, explorant une petite forêt du Sud, retrouva un adulte et trente-quatre jeunes plants, les seuls de leur espèce existant au monde. Cette fois, je rends la clé de la chambre 616, je salue le jamelonier, l'aviation m'attend.

ALAIN HERVÉ

## REPÈRES

Pour aller en Nouvelle-Calédonie par la route de l'Est, Singapour et Djakarta, deux vols UTA chaque semaine, trente et une heures de trajet. Par Air France et UTA, via Los Angeles et Tahiti, deux vols par semaine. Pour aller aux îles Loyauté et à l'île des Pins, un vol quotidien Air France, départ de Magenta (Calédonie, aéroport de Maréchal) (tél. : 27.21.77). Le séjour de deux semaines au Club Méditerranée de Châteaufort, voyage compris, coûte 23 340 F.

A propos de la culture canaque, lire *Notes d'ethnologie néo-calédonienne* du missionnaire ethnologue Maurice Leenhardt. Pour l'actualité, l'*Enjeu calédonien* de Patrick Pons.

Pour louer à Ouvéa (îles Loyauté), le « fast » de Raymond et Suzanne ; à l'île des Pins, le gîte de George Lapers ; à Ouméo, le gîte de la Reine Hortense et celui de Christine Kaouté. Réservations dans les gîtes tribaux par l'intermédiaire d'Air Calédonie, au 25-20-20.

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

#### Montagne

JURA  
JOLI JURA VERT - 94-45-36-99  
Pension complète 115 F/jour 1 pers.  
999 F. 1/2 pers. 116 F. Forfait enfant.  
Animaux acceptés.

#### Alsace

VENISE  
HOTEL LA FENICE  
ET DES ARTISTES  
(près du Théâtre la Fenice)  
5 minutes à pied de la place St-Marc.  
Atmosphère intime, tout confort.  
Pais modérée.  
Réservation : 41-52-32-333 VENISE.  
Tél. : 411150 FENICE J.  
Directeur : Dante Apollonio.

#### Suisse

CRANS-MONTANA  
VALAIS/SUISSE  
Mes vacances idéales  
L'HOTEL EL DORADO\*\*\*  
Site ensoleillé, tout confort, bain, terrasse, tél., TV, cuisine soignée, fine, variée.  
F. BONVIN. Tél. 19-41-27/41-13-33.

#### LEYSIN

HOTEL MONT-RIANT\*\*  
VACANCES STIMULANTES  
40 lits. Confort. Cuisine de haute qualité.  
Pension complète 55/73 FS  
(env. 220/290 FF).  
Tél. 19-41/25/34-12-35, CE-1854 LEYSIN.



la table

## EN ARLES ET EN CAMARGUE

par  
La Reynière

Un paysage de vacances exceptionnel : la Camargue ! Un paysage de rêve... lorsque les vacanciers ne sont plus là. Aussi, les Camarguais vous conviennent souvent à venir les voir en hiver.

Sans attendre jusque-là, profitons de l'automne pour découvrir ou retrouver le pays de Crin-Blanc. Les occasions ne manquent point.

Aux Saintes-Maries-de-la-Mer, après la Journée du cheval (6 septembre) et la Journée du Biau (ferrade mais aussi course de taureaux et fêtes du costume provençal, le 7), voici, le 14, l'« abrivado » (l'arrivée des taureaux). Puis, en attendant le grand pèlerinage d'octobre et les messes solennelles des Saintes-Maries, ce sera, cette année, le Festival internatio-

nal du film animalier (30 septembre-4 octobre) organisé par Mariyette de la Grange. Plus de quarante pays représentés.

Belle occasion d'aller admirer la collection d'oiseaux du musée Barocelli, de visiter le parc ornithologique (au Pont de Gau), etc. Et surtout, en ce qui nous concerne, de découvrir les plats de la-bas, les tellines (coquillages à l'ail), le breux à la gardiane (et la daube de taureau, quelques fois), les anguilles du Vaccarès, la poutargue des Saintes-Maries, etc. Avec le riz de Camargue, dont, je crois, la production s'est ralentie depuis que j'assistai, il y a des lustres, aux premières Fêtes du riz, en Arles.

A l'entour, évidemment, les grandes étapes gourmandes :

En Arles (40 km), le Vaccarès (9, rue Favorin, tél. : 90-96-06-17), d'où la vue sur la statue de Mistral s'accorde avec le gratin de poireaux à la brandade,

les pieds et paquets, la brousse provençale fraîche, le sandre à la poutargue, etc., cuisinés par un disciple du cher André Guillot.

Aux Baux (55 km), bien entendu, l'Oustau de Baumanières (tél. : 90-54-33-07) de l'inaltérable Raymond Thuillier (et de son petit-fils J.A. Charial, très cuisinier). Les Baux, ce paradis du plaisir de vivre !

Vous pourrez aussi pousser jusqu'au moulin de Daudet, à Fontvieille, et découvrir cet autre moulin, à huile, lui, transformé en hôtellerie de charme, la Regalido (rue Frédéric-Mistral, tél. : 90-97-60-22), où les moules de Bonzigues sont aux épimards, la bandroie au safran, le loup à l'ail et le gigot à l'ail.

Puis, revenant vers les Saintes-Maries, découvrez le Mas de la Fouque (route d'Aigues-Mortes, tél. : 90-47-81-02), ses viandes grillées et ses terrines, sa piscine et ses tennis, la pêche et la chasse alentours.

Ou encore, à 7 km par la D 85, le Mas du Claroussat (route de Cacharel, tél. : 90-97-81-66). Là, par-dessus l'étang de Gines, huit sous la lune la Camargue la plus intime, la plus exaltante. Et s'ajoute à tous vos plaisirs la cuisine d'une Dame d'ARC, Henriette Eysette. Cuisine typiquement camarguaise (aïgo bouillido, fougasse à l'ail, cardons à l'ancholade, escargots à la provençale, etc.), avec, le samedi soir, une animation gitane. C'est ici qu'il faudra revenir faire la veillée de Noël, pour découvrir, au retour de la messe, les traditionnels « treize desserts » et le vin doux chers à Mistral.

Mais nous ne sommes qu'en automne, au Festival du film animalier. Et bien d'autres attractions vous attendent, avec celles de l'appétit (renseignements : 42-04-45-43 et 90-47-82-55).

## ENSEIGNE

## BORDEAUX BON, TROP BON

GRAND soleil sur le vignoble bordelais, le plus grand vignoble de vins fins du monde. Après un superbe millésime 85, l'année 1986 apparaît elle aussi pleine de juteuses promesses. Sans doute convient-il encore d'être prudent. Les vendanges ne sont pas faites et le vin loin d'être tiré. Mais tout laisse présager que, sauf catastrophe climatique, ce millésime devra être rangé au rang des « très bons ».

Le Médoc, les graves comme les vins de Pomerol et de Saint-Émilion sont concernés. « Après un printemps frais et pluvieux, tout a été pour le mieux, explique Christian Moueix (Libourne). La fleur est apparue vers la mi-juin de manière uniforme et très rapidement. Puis l'été a été très chaud et sec. En août, nous avons eu à Libourne deux orages sur mesure, apportant au bon moment l'exacte quantité d'eau. Ce qui fait qu'aucune vigne ne souffre actuellement de la sécheresse ».

Reste septembre et ses incertitudes. « En toute hypothèse, confie Bruno Prats, président du Syndicat des crus classés, la situation est satisfaisante. Si la sécheresse continue, 86 sera comparable au millésime 61. S'il pleut, la silhouette se rapprochera de celle de 1978. Disons que nous oscillons entre le bon et le très bon. » Pour M. Bruno Prats, la pluie, si elle survient, « bénéficie

cière surtout aux grands crus, les seuls capables d'éliminer rapidement un excès d'eau ». « En cas de sécheresse, ajoute-t-il, le millésime sera très bon même dans les crus les plus modestes. » Le seul risque pour M. Henri Duboucq (château Haut-Marbuzet, Saint-Éstèphe) serait un déséquilibre dû au manque d'eau entre l'énorme richesse en tanin et la maturité du fruit. Cela donnerait alors un vin comparable à ceux de 1975.

Comble de chance, tout laisse penser que la quantité sera équivalente à la récolte de l'année passée (près de 5 millions d'hectolitres au total). Pour l'heure, entre Saint-Éstèphe et Pomerol tout est apparemment calme.

Les raisins ont commencé à mûrir vers le 15 août et les vendanges ne débuteront que dans les premiers jours d'octobre.

Déjà, les grandes manœuvres commerciales ont commencé. Car si personne ne comprend pourquoi la nature est, ces temps-ci, à ce point prodigue (on comptera, avec 88, cinq grands millésimes en six ans), tout le monde sait en revanche que l'équilibre ainsi constitué est fragile. L'inflation sur les cours, le volume des stocks et les habitudes prises par les consommateurs risquent de faire du premier « petit » millésime à venir un véritable casse-tête commercial.

JEAN-YVES NAU.

## ÉCHOS GOURMANDS

bien aux entrées, à un poisson grillé ou à la nage, aux viandes rôties, aux fromagés et aux pâtisseries.

## VITELLO TONATO

J'ai évoqué ce plat italienisme mais rare aux cartes parisiennes (mais excellent au Carpeccio). Un lecteur, sans le comparer, m'a parlé avec amitié du vitello tonato de La Maison italienne (5, rue Delecrôix), à Marseille.

## ADRESSES FAVORITES

Le plus petit mais aussi le plus compact des guides, et le plus international, vient de paraître. C'est les Adresses favorites de J. S., ou plutôt il est bilingue : The Favorite Places of J. S. The World over.

Jacques Souverain vous entraînera ainsi de l'Arabe saoudite aux îles vierges, de l'Allemagne au Venezuela. Fredy Girardier pour la Suisse, Raymond Thullier pour la France présentent ce recueil pratique autant qu'inspiré, indispensable aux modernes Phileas Fogg. (12/14, rue du Cendrier - Genève.)

## SPÉCIAL THÉÂTRE

Il y avait déjà les restaurants servant, en avant-spectacle, dès 18 heures, comme le Relais Basque (11, rue Saint-Lazare) et le Cartouche-Edouard-VII (18, rue Caumartin). Il y a les restaurants (de plus en plus rares si l'on excepte les

mangeoires) où l'on peut souper après-spectacle. Dans sa nouvelle maison (25, rue de Richelieu), Hubert propose un menu Spécial Théâtre : un plat, salade ou fromagis, un dessert : 150 F plus service.

## EN BELGIQUE

Au Moyen Âge déjà on célébrait le fromage de Louvain, en Belgique (Flandres). Les fromages de cette petite ville (à 12 kilomètres de Dinant) fêtent cette année les cinquante ans de leur association. Pour ce jubilé, ils lancent un fromage à pâte molle, le Jubilo. Au bon restaurant du pays (Oude Abdij, 3, Noordstraat - tél. 28-82-65), on le sert sur une salade de « feuilles de chêne », en tranches fines chauffées et avec des cerneaux de noix.

Jacques Le Divellec a quitté quelques heures son restaurant de l'esplanade des Invalides pour mettre au point, avec le chef du Hilton de Bruxelles, l'excellent Michel Theurel, une quinzaine norvégienne consacrée à la morue : à la carte : poêlée de morue au foie gras, goujonnettes de morue au basilic, pot-au-feu de morue à l'ail, etc.

Walter Foster, mon confrère belge, créateur de la chronique gastronomico-touristique à la radio belge il y a... disons longtemps, vient de fêter ses soixante-quinze ans et annonce ses Mémoires. On va s'amuser !

## POUR MONSIEUR LE MAIRE

Chénéc (une commune de deux cent soixante habitants, dans le

Vivaraire, aux frontières de l'Ardèche et de la Haute-Loire) a emménagé, en 1977, un bâtiment de pierre en auberge (douze chambres).

Monsieur le maire n'a pas vocation d'aubergiste. Il voudrait vendre cette Auberge de Chénéc, pas cher, à qui saurait et surtout aimerait en faire un petit centre attractif touristique en ce beau pays de la jambonnette, des caillettes et des truites encore sauvages. Mairie de Chénéc, 07310 Saint-Martin-de-Valamas.

## CARPACCIO

Gualtero Strano, journaliste à l'hebdomadaire Epoca, à Milan, et lecteur fidèle de la rubrique gastronomique du Monde, nous écrit pour ajouter à la recette du carpaccio parue le 26 juillet « un composant essentiel : le citron ». S'il n'est pas « délicatement arrosé d'un filet de citron, écrit notre amateur, le carpaccio perd une de ses caractéristiques principales : la légère marinade à froid qui en relève agréablement le goût et lui donne cette originale teinte de « cuit ».

D'autre part, le carpaccio de thon, n'est pas, selon lui, « une invention de la trop brillante imagination des cuisiniers italiens pour étonner les palais français. C'est un ancien plat ligura que les pêcheurs préparaient pendant le passage du thon en mai et juin et que l'on peut encore goûter dans un restaurant de Camogli, près de Gênes. La préparation de poisson cru, avec huile, citron, sel et poivre, est aussi courante en Sicile pour l'espagnole et en Calabre pour le carpaccio de morue ».

L. R.

## Aux quatre coins de France

## Vins et alcools

CHAMPAGNE Claude DUBOIS  
A la propriété LES ALMANACHES  
VENTEIL 61200 ÉPERNAY. Tél. 26-58-48-37  
Vieilles et fructues. Tarif sur demande.

MERCUREY A.O.C. Vins directs  
12 bouteilles 1982 : 440 F TTC franco dom.  
TARIF SUR DEMANDE - Tél. (89) 47-13-94  
L'été idéal, videur, 71500 Mercurey.

## Rive droite

## le Grain de sel

RESTAURANT  
cuisine traditionnelle  
spécialités  
Menu au choix depuis 38,50 F  
MENU GASTRONOMIQUE à 125 F  
38, rue de Montmartre, 75011 Paris  
Tél. : 43-58-77-28

Au vieux Berlin  
RESTAURANT  
cuisine raffinée  
Salle de concert  
Ambiance calme et sympathique  
32, Avenue GEORGES V - PARIS 8<sup>e</sup>  
Tél. : 47-20-88-96  
NOUVEAU BRASSERIES  
(services continus de 12h à 23h)  
32, Avenue GEORGES V - PARIS 8<sup>e</sup>  
45, rue P. CHARRON - PARIS 8<sup>e</sup>  
Ferme Dimanche

## MAILLY-CHAMPAGNE

La société des producteurs du grand cru de Mailly-Champagne lance pour cet automne une bouteille personnalisée d'un coteau champagnais : mailly-champagne rouge.

Comme généralement ces vins « calmes » de la Champagne, il est à la fois franc et charpenté, mais plus léger que son voisin, le bouzy, très bouqueté, parfait à boire à la température de 13-14 degrés. C'est le vin « de tout un repas » en quelques sortes et qui convient aussi

(Publicité)

## INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

ALÉRIA - PONT D'ORLÈANS	47-23-54-42. Jue. 22 h 30. Cadre élég. F. samedi, dimanche.	GOBELINS	MAIRIE DU XVIII	MONTMARTRE	SAINT-GERMAIN-DES-PRÈS
<b>A LA BONNE TABLE</b> 45-39-74-91 42, r. Fribourg. Spéc. POISSONS.	142, av. des Champs-Élysées, 43-58-20-41	<b>ENTOTO</b> 45-47-46-51 - F. dim. 46-27-85-28. Prod. Sud-Ouest. Gril. poisson. F. dim.	<b>LE PICHET</b> , 174, rue Ordener, 46-27-85-28. Prod. Sud-Ouest. Gril. poisson. F. dim.	<b>LA GUÉRITÉ DU SAINT-AMOUR</b> , 209, bd Raspail, 43-20-64-51. T.L.F. Spéc. de poissons et crustacés.	<b>LA FOUX</b> , 2, rue Clément (6 <sup>e</sup> ). F. dim. 43-25-77-66. Alex aux fourneaux.
<b>NATIONALES - BORDS</b>	<b>COPENHAGUE</b> , 1 <sup>er</sup> étage. FLORA DANICA, et son jardin d'été. SAUMON, RENNE, CANARD SALE.	<b>LES HALLES</b>	<b>MONTAGNE STE-GENEVIÈVE</b>	<b>REPUBLIQUE - BASTILLE</b>	<b>PETITE CHAISE</b> , 36, rue de Grenelle, 42-22-13-35. Menu 83 F. Ov. T.L.F.
<b>EL PICADOR</b> , 80, bd des Batignolles, 43-47-28-57. Espagnols et français. Paella, Zarzuela, Bacalao. F. dim., mardi. Ferme du 11 août inclus au 10 sept. inclus.	<b>CHAMP DE MARS</b>	<b>CAVEAU F-VILLON</b> , 64, r. Arbre-Sec, 42-36-10-92. Ses caves du XV <sup>e</sup> . F. dim. P.M.R. 150/180 F.	<b>LE VILLARS PALACE</b> M. Taillois propose ses spécialités : POISSONS, COQUILLAGES, banc d'OUTRES, 3 salles. Pianiste t. l. srs. Éléance, 8, r. Descartes. Ouvert T.L.F. 43-26-39-08 et 75-50. Ouvert le dimanche.	<b>LE REPAIRE DE CARTOUCHE</b> 47-00-25-86 - 8, bd Filles-du-Calvaire, 11 <sup>e</sup> . F. sam. midi et dim.	<b>GUY BRÉSILIEN</b> 6, rue Mabilion, 6 <sup>e</sup> Tél. : 43-54-87-61. Ouvert désormais aux déjeuners.
<b>CHAMPS-ÉLYSÉES</b>	<b>LAUBERGE DU CHAMP-DE-MARS</b> , 18, r. Exposition, 7, 45-51-78-08. F. dim., mardi, midi. Cuis. classique légère. Choix 130 vins. P.M.R. 200 F. d.c.	<b>SAUDADE</b> , 34, rue des Bourdonnais, 1 <sup>er</sup> (Châtelet), 42-36-30-71. Serv. j. 23 h. F. dim. Spécialités portugaises. PRIX MARCO POLO CASANOVA 84.			

سكن من الاجل



# jeux

## échecs

N° 1193

### FACE A FACE

(Onzième partie du match de championnat de seconde, Londres, 1986)

Blancs : A. KARPOV  
Noirs : G. KASPAROV

Défense Grünfeld.

1. d4 Cf6 2. d5 d6 3. c3 e6 4. f4 f5 5. e3 g6 6. dxc4 g5 7. Tc1 b6 8. Fc2 c5 9. Cc3 dxc3 10. Fb3 d4 11. 0-0 Fd5 12. h3 Ff5 13. d2 d3 14. Cc2 e4 15. Tc3 f4 16. Tg7 f3 17. Fd6 f2 18. Cb7 e3 19. Fxh6 f4 20. Dd1 f3 21. Cc2 f4

#### NOTES

a) La tentative de gagner un pion par 6. Fxh6, Txb8; 7. Dd4, Fd7; 8. Dxc7 donne aux Noirs une claire initiative (Donner-Gheorghiu, Amsterdam, 1969) : 8... cxd4; 9. Dxd4, 0-0; 10. cxd5, Dd5; 11. Dd2, b5; 12. Fd3, b4; 13. Cc2, Dxd5; 14. Cc3, Tc4; 15. 0-0, a5.

b) 7. Dd4+ ne donne rien aux Blancs : 7... Dxd4; 8. Cxd4, Ca6; 9. Cf3, Fd7; 10. Cg2, dxc4; 11. Fxc4, Cxc5. Quant à la variante 7. cxd5, Cxd5; 8. Dxd5, Fxc3+; 9. hxc3, Dxc3+; 10. Rd2, Dxd1; 11. Fe5.

c) Cette main - écrit Kalen Karoly dans le magazine hongrois *Bridgelet* - a été jouée à Carrare, en Italie, par le Hongrois Lajos Lincmayer.

## bridge

N° 1191

### CANDIDATE A L'OSCAR

Le donne a été aussitôt publiée dans l'IPBA (le bulletin des journalistes internationaux) et elle a été candidate au Solomon Award, le prix de la meilleure donne jouée en 1981.

♠ RV  
♥ V1064  
♦ -  
♣ D1098532  
♠ 9654  
♥ 7  
♦ AV109643  
♣ 6  
♠ A72  
♥ A93  
♦ R17  
♣ ARV4  
Ann. : S. dou. N.-S. vul.

Sud Ouest Nord Est  
1 ♠ 1 ♥ 2 ♣ 3 ♦  
3 SA passe 5 ♠ passe  
6 ♠ passe 6 ♠ passe

Onest trouva l'excellente entame d'autout car il était peu vraisemblable qu'Est ait pu avoir la Reine de Trèfle troisième. Comment Lincmayer, en Sud, a-t-il gagné le PETIT CHELEM A TRÈFLE contre toute défense ?

Réponse : Le déclarant a pris avec le Valet de Trèfle afin de couper un Carreau, puis il a repris la main avec le Roi de Trèfle pour couper un deuxième Carreau, ensuite Lincmayer a joué le 4 de Carreau dans l'espoir qu'Est aurait un gros honneur sec (ce qui aurait simplifié la tâche). Mais Est fournit le 7 de Carreau, et Sud, après

avoir mis l'As, a fait l'impassé à la Dame de Pique, puis il a tiré le Roi de Pique et est revenu chez lui grâce à l'As de Pique (pour la défense du 6 de Carreau) et a joué le Roi de Carreau sur lequel il a joué le 10 de Carreau ! Est a pris avec l'As, mais il n'a eu d'autre ressource que de rejouer Carreau (on le 9 de Pique) dans coupe et défausse : ♠ V ♦ D10 ♠ 9 ♠ V10 ♠ 9 ♠ 4.

Sud a coupé le retour d'Est avec le 4 de Trèfle et a jeté le Valet de Carreau.

Championnat junior

Chaque année a lieu un championnat d'Europe junior qui, malgré le jeune âge des participants (moins de vingt-cinq ans), est le théâtre de

voies (si 15... b6; 16. Dxa6, bxa6; 17. Txc6).  
k) Karpov, en pleine création, sacrifie élégamment la qualité : si 15... hxc6; 16. Cg7+, Rb8; 17. Cg6, Dd6; 18. Cxg5 avec deux pions et l'initiative.  
l) Une idée de champion du monde : l'échange des D ne fera qu'améliorer la position des Blancs (17... Dxe1; 18. Txe1); en même temps se trouve réglée la défense de la Tc7.  
m) On ne sait s'il faut admirer la beauté de ce coup si « long » ou sa profondeur mais le fait est que Karpov a trouvé le moyen d'attaquer le C64 et derrière lui le complexe vulnérable de la phalange g6-h7, tout en esquivant le piège 20. f4, Cg3; 21. f3, Dd6+ et 22... Dc7.  
n) Une bonne défense. Si 20... Cc6; 21. Cxg6+, bxc6; 22. Dxc6 suivi de 23. Cg5.  
o) L'ancien champion du monde se déchaîne mais cette double attaque des C blancs était contenue dans le déplacement long et profond de la D blanche au vingtième coup.  
p) Et non 22. gxb3 à cause de 22... Dg4; 23. Cg2, f3 suivi du mat ni 22. Rb1, Cxg2; 23. Txf2, Dd5.  
q) Karpov refuse la nulle par échec perpétuel (24. Cxg6+, Rg8; et 25. f4+) et engage un nouveau combat.  
r) Il faut bien reconnaître que Karpov trouve à chaque fois la parade

unique et ici la contre-attaque la meilleure (défense du Fg7, attaque de la Tc7 et menace d'échange par fxc3+).  
s) Sauver le C par 25... Cg5 serait une erreur : 26. f4!.  
t) Et c'est Karpov qui saisit l'occasion d'un échange de D.  
u) La pointe : si 31. fxc3, Fd5+ gagnant le C. La nulle est assurée.  
v) Si 41... Txa4 (ou bxa4); 42. Txc6+. Une belle partie.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1192  
V. KOROLIKOV, 1938.  
(Blancs : Rb1, Fg8, f6, f7, h7. Noirs : Rb8, Td5, Ph2, d7, g2.)  
1. Dg1, b1=D; 2. Dxc1, g1=D; 3. Dxc1, Tg3; 4. Rg7, Td1+; 5. Rxd7, Td7+; 6. f6, Td7; 7. Rg7, Td7+; 8. Rg4, Td5+; 9. Rg5, Td5+; 10. Rg6, Td5+; 11. Rg7, Td5+; 12. Rg8, Td5+; 13. Rg9, Td5+; 14. Rg10, Td5+; 15. Rg11, Td5+; 16. Rg12, Td5+; 17. Rg13, Td5+; 18. Rg14, Td5+; 19. Rg15, Td5+; 20. Rg16, Td5+; 21. Rg17, Td5+; 22. Rg18, Td5+; 23. Rg19, Td5+; 24. Rg20, Td5+; 25. Rg21, Td5+; 26. Rg22, Td5+; 27. Rg23, Td5+; 28. Rg24, Td5+; 29. Rg25, Td5+; 30. Rg26, Td5+; 31. Rg27, Td5+; 32. Rg28, Td5+; 33. Rg29, Td5+; 34. Rg30, Td5+; 35. Rg31, Td5+; 36. Rg32, Td5+; 37. Rg33, Td5+; 38. Rg34, Td5+; 39. Rg35, Td5+; 40. Rg36, Td5+; 41. Rg37, Td5+; 42. Rg38, Td5+; 43. Rg39, Td5+; 44. Rg40, Td5+; 45. Rg41, Td5+; 46. Rg42, Td5+; 47. Rg43, Td5+; 48. Rg44, Td5+; 49. Rg45, Td5+; 50. Rg46, Td5+; 51. Rg47, Td5+; 52. Rg48, Td5+; 53. Rg49, Td5+; 54. Rg50, Td5+; 55. Rg51, Td5+; 56. Rg52, Td5+; 57. Rg53, Td5+; 58. Rg54, Td5+; 59. Rg55, Td5+; 60. Rg56, Td5+; 61. Rg57, Td5+; 62. Rg58, Td5+; 63. Rg59, Td5+; 64. Rg60, Td5+; 65. Rg61, Td5+; 66. Rg62, Td5+; 67. Rg63, Td5+; 68. Rg64, Td5+; 69. Rg65, Td5+; 70. Rg66, Td5+; 71. Rg67, Td5+; 72. Rg68, Td5+; 73. Rg69, Td5+; 74. Rg70, Td5+; 75. Rg71, Td5+; 76. Rg72, Td5+; 77. Rg73, Td5+; 78. Rg74, Td5+; 79. Rg75, Td5+; 80. Rg76, Td5+; 81. Rg77, Td5+; 82. Rg78, Td5+; 83. Rg79, Td5+; 84. Rg80, Td5+; 85. Rg81, Td5+; 86. Rg82, Td5+; 87. Rg83, Td5+; 88. Rg84, Td5+; 89. Rg85, Td5+; 90. Rg86, Td5+; 91. Rg87, Td5+; 92. Rg88, Td5+; 93. Rg89, Td5+; 94. Rg90, Td5+; 95. Rg91, Td5+; 96. Rg92, Td5+; 97. Rg93, Td5+; 98. Rg94, Td5+; 99. Rg95, Td5+; 100. Rg96, Td5+; 101. Rg97, Td5+; 102. Rg98, Td5+; 103. Rg99, Td5+; 104. Rg100, Td5+; 105. Rg101, Td5+; 106. Rg102, Td5+; 107. Rg103, Td5+; 108. Rg104, Td5+; 109. Rg105, Td5+; 110. Rg106, Td5+; 111. Rg107, Td5+; 112. Rg108, Td5+; 113. Rg109, Td5+; 114. Rg110, Td5+; 115. Rg111, Td5+; 116. Rg112, Td5+; 117. Rg113, Td5+; 118. Rg114, Td5+; 119. Rg115, Td5+; 120. Rg116, Td5+; 121. Rg117, Td5+; 122. Rg118, Td5+; 123. Rg119, Td5+; 124. Rg120, Td5+; 125. Rg121, Td5+; 126. Rg122, Td5+; 127. Rg123, Td5+; 128. Rg124, Td5+; 129. Rg125, Td5+; 130. Rg126, Td5+; 131. Rg127, Td5+; 132. Rg128, Td5+; 133. Rg129, Td5+; 134. Rg130, Td5+; 135. Rg131, Td5+; 136. Rg132, Td5+; 137. Rg133, Td5+; 138. Rg134, Td5+; 139. Rg135, Td5+; 140. Rg136, Td5+; 141. Rg137, Td5+; 142. Rg138, Td5+; 143. Rg139, Td5+; 144. Rg140, Td5+; 145. Rg141, Td5+; 146. Rg142, Td5+; 147. Rg143, Td5+; 148. Rg144, Td5+; 149. Rg145, Td5+; 150. Rg146, Td5+; 151. Rg147, Td5+; 152. Rg148, Td5+; 153. Rg149, Td5+; 154. Rg150, Td5+; 155. Rg151, Td5+; 156. Rg152, Td5+; 157. Rg153, Td5+; 158. Rg154, Td5+; 159. Rg155, Td5+; 160. Rg156, Td5+; 161. Rg157, Td5+; 162. Rg158, Td5+; 163. Rg159, Td5+; 164. Rg160, Td5+; 165. Rg161, Td5+; 166. Rg162, Td5+; 167. Rg163, Td5+; 168. Rg164, Td5+; 169. Rg165, Td5+; 170. Rg166, Td5+; 171. Rg167, Td5+; 172. Rg168, Td5+; 173. Rg169, Td5+; 174. Rg170, Td5+; 175. Rg171, Td5+; 176. Rg172, Td5+; 177. Rg173, Td5+; 178. Rg174, Td5+; 179. Rg175, Td5+; 180. Rg176, Td5+; 181. Rg177, Td5+; 182. Rg178, Td5+; 183. Rg179, Td5+; 184. Rg180, Td5+; 185. Rg181, Td5+; 186. Rg182, Td5+; 187. Rg183, Td5+; 188. Rg184, Td5+; 189. Rg185, Td5+; 190. Rg186, Td5+; 191. Rg187, Td5+; 192. Rg188, Td5+; 193. Rg189, Td5+; 194. Rg190, Td5+; 195. Rg191, Td5+; 196. Rg192, Td5+; 197. Rg193, Td5+; 198. Rg194, Td5+; 199. Rg195, Td5+; 200. Rg196, Td5+; 201. Rg197, Td5+; 202. Rg198, Td5+; 203. Rg199, Td5+; 204. Rg200, Td5+; 205. Rg201, Td5+; 206. Rg202, Td5+; 207. Rg203, Td5+; 208. Rg204, Td5+; 209. Rg205, Td5+; 210. Rg206, Td5+; 211. Rg207, Td5+; 212. Rg208, Td5+; 213. Rg209, Td5+; 214. Rg210, Td5+; 215. Rg211, Td5+; 216. Rg212, Td5+; 217. Rg213, Td5+; 218. Rg214, Td5+; 219. Rg215, Td5+; 220. Rg216, Td5+; 221. Rg217, Td5+; 222. Rg218, Td5+; 223. Rg219, Td5+; 224. Rg220, Td5+; 225. Rg221, Td5+; 226. Rg222, Td5+; 227. Rg223, Td5+; 228. Rg224, Td5+; 229. Rg225, Td5+; 230. Rg226, Td5+; 231. Rg227, Td5+; 232. Rg228, Td5+; 233. Rg229, Td5+; 234. Rg230, Td5+; 235. Rg231, Td5+; 236. Rg232, Td5+; 237. Rg233, Td5+; 238. Rg234, Td5+; 239. Rg235, Td5+; 240. Rg236, Td5+; 241. Rg237, Td5+; 242. Rg238, Td5+; 243. Rg239, Td5+; 244. Rg240, Td5+; 245. Rg241, Td5+; 246. Rg242, Td5+; 247. Rg243, Td5+; 248. Rg244, Td5+; 249. Rg245, Td5+; 250. Rg246, Td5+; 251. Rg247, Td5+; 252. Rg248, Td5+; 253. Rg249, Td5+; 254. Rg250, Td5+; 255. Rg251, Td5+; 256. Rg252, Td5+; 257. Rg253, Td5+; 258. Rg254, Td5+; 259. Rg255, Td5+; 260. Rg256, Td5+; 261. Rg257, Td5+; 262. Rg258, Td5+; 263. Rg259, Td5+; 264. Rg260, Td5+; 265. Rg261, Td5+; 266. Rg262, Td5+; 267. Rg263, Td5+; 268. Rg264, Td5+; 269. Rg265, Td5+; 270. Rg266, Td5+; 271. Rg267, Td5+; 272. Rg268, Td5+; 273. Rg269, Td5+; 274. Rg270, Td5+; 275. Rg271, Td5+; 276. Rg272, Td5+; 277. Rg273, Td5+; 278. Rg274, Td5+; 279. Rg275, Td5+; 280. Rg276, Td5+; 281. Rg277, Td5+; 282. Rg278, Td5+; 283. Rg279, Td5+; 284. Rg280, Td5+; 285. Rg281, Td5+; 286. Rg282, Td5+; 287. Rg283, Td5+; 288. Rg284, Td5+; 289. Rg285, Td5+; 290. Rg286, Td5+; 291. Rg287, Td5+; 292. Rg288, Td5+; 293. Rg289, Td5+; 294. Rg290, Td5+; 295. Rg291, Td5+; 296. Rg292, Td5+; 297. Rg293, Td5+; 298. Rg294, Td5+; 299. Rg295, Td5+; 300. Rg296, Td5+; 301. Rg297, Td5+; 302. Rg298, Td5+; 303. Rg299, Td5+; 304. Rg300, Td5+; 305. Rg301, Td5+; 306. Rg302, Td5+; 307. Rg303, Td5+; 308. Rg304, Td5+; 309. Rg305, Td5+; 310. Rg306, Td5+; 311. Rg307, Td5+; 312. Rg308, Td5+; 313. Rg309, Td5+; 314. Rg310, Td5+; 315. Rg311, Td5+; 316. Rg312, Td5+; 317. Rg313, Td5+; 318. Rg314, Td5+; 319. Rg315, Td5+; 320. Rg316, Td5+; 321. Rg317, Td5+; 322. Rg318, Td5+; 323. Rg319, Td5+; 324. Rg320, Td5+; 325. Rg321, Td5+; 326. Rg322, Td5+; 327. Rg323, Td5+; 328. Rg324, Td5+; 329. Rg325, Td5+; 330. Rg326, Td5+; 331. Rg327, Td5+; 332. Rg328, Td5+; 333. Rg329, Td5+; 334. Rg330, Td5+; 335. Rg331, Td5+; 336. Rg332, Td5+; 337. Rg333, Td5+; 338. Rg334, Td5+; 339. Rg335, Td5+; 340. Rg336, Td5+; 341. Rg337, Td5+; 342. Rg338, Td5+; 343. Rg339, Td5+; 344. Rg340, Td5+; 345. Rg341, Td5+; 346. Rg342, Td5+; 347. Rg343, Td5+; 348. Rg344, Td5+; 349. Rg345, Td5+; 350. Rg346, Td5+; 351. Rg347, Td5+; 352. Rg348, Td5+; 353. Rg349, Td5+; 354. Rg350, Td5+; 355. Rg351, Td5+; 356. Rg352, Td5+; 357. Rg353, Td5+; 358. Rg354, Td5+; 359. Rg355, Td5+; 360. Rg356, Td5+; 361. Rg357, Td5+; 362. Rg358, Td5+; 363. Rg359, Td5+; 364. Rg360, Td5+; 365. Rg361, Td5+; 366. Rg362, Td5+; 367. Rg363, Td5+; 368. Rg364, Td5+; 369. Rg365, Td5+; 370. Rg366, Td5+; 371. Rg367, Td5+; 372. Rg368, Td5+; 373. Rg369, Td5+; 374. Rg370, Td5+; 375. Rg371, Td5+; 376. Rg372, Td5+; 377. Rg373, Td5+; 378. Rg374, Td5+; 379. Rg375, Td5+; 380. Rg376, Td5+; 381. Rg377, Td5+; 382. Rg378, Td5+; 383. Rg379, Td5+; 384. Rg380, Td5+; 385. Rg381, Td5+; 386. Rg382, Td5+; 387. Rg383, Td5+; 388. Rg384, Td5+; 389. Rg385, Td5+; 390. Rg386, Td5+; 391. Rg387, Td5+; 392. Rg388, Td5+; 393. Rg389, Td5+; 394. Rg390, Td5+; 395. Rg391, Td5+; 396. Rg392, Td5+; 397. Rg393, Td5+; 398. Rg394, Td5+; 399. Rg395, Td5+; 400. Rg396, Td5+; 401. Rg397, Td5+; 402. Rg398, Td5+; 403. Rg399, Td5+; 404. Rg400, Td5+; 405. Rg401, Td5+; 406. Rg402, Td5+; 407. Rg403, Td5+; 408. Rg404, Td5+; 409. Rg405, Td5+; 410. Rg406, Td5+; 411. Rg407, Td5+; 412. Rg408, Td5+; 413. Rg409, Td5+; 414. Rg410, Td5+; 415. Rg411, Td5+; 416. Rg412, Td5+; 417. Rg413, Td5+; 418. Rg414, Td5+; 419. Rg415, Td5+; 420. Rg416, Td5+; 421. Rg417, Td5+; 422. Rg418, Td5+; 423. Rg419, Td5+; 424. Rg420, Td5+; 425. Rg421, Td5+; 426. Rg422, Td5+; 427. Rg423, Td5+; 428. Rg424, Td5+; 429. Rg425, Td5+; 430. Rg426, Td5+; 431. Rg427, Td5+; 432. Rg428, Td5+; 433. Rg429, Td5+; 434. Rg430, Td5+; 435. Rg431, Td5+; 436. Rg432, Td5+; 437. Rg433, Td5+; 438. Rg434, Td5+; 439. Rg435, Td5+; 440. Rg436, Td5+; 441. Rg437, Td5+; 442. Rg438, Td5+; 443. Rg439, Td5+; 444. Rg440, Td5+; 445. Rg441, Td5+; 446. Rg442, Td5+; 447. Rg443, Td5+; 448. Rg444, Td5+; 449. Rg445, Td5+; 450. Rg446, Td5+; 451. Rg447, Td5+; 452. Rg448, Td5+; 453. Rg449, Td5+; 454. Rg450, Td5+; 455. Rg451, Td5+; 456. Rg452, Td5+; 457. Rg453, Td5+; 458. Rg454, Td5+; 459. Rg455, Td5+; 460. Rg456, Td5+; 461. Rg457, Td5+; 462. Rg458, Td5+; 463. Rg459, Td5+; 464. Rg460, Td5+; 465. Rg461, Td5+; 466. Rg462, Td5+; 467. Rg463, Td5+; 468. Rg464, Td5+; 469. Rg465, Td5+; 470. Rg466, Td5+; 471. Rg467, Td5+; 472. Rg468, Td5+; 473. Rg469, Td5+; 474. Rg470, Td5+; 475. Rg471, Td5+; 476. Rg472, Td5+; 477. Rg473, Td5+; 478. Rg474, Td5+; 479. Rg475, Td5+; 480. Rg476, Td5+; 481. Rg477, Td5+; 482. Rg478, Td5+; 483. Rg479, Td5+; 484. Rg480, Td5+; 485. Rg481, Td5+; 486. Rg482, Td5+; 487. Rg483, Td5+; 488. Rg484, Td5+; 489. Rg485, Td5+; 490. Rg486, Td5+; 491. Rg487, Td5+; 492. Rg488, Td5+; 493. Rg489, Td5+; 494. Rg490, Td5+; 495. Rg491, Td5+; 496. Rg492, Td5+; 497. Rg493, Td5+; 498. Rg494, Td5+; 499. Rg495, Td5+; 500. Rg496, Td5+; 501. Rg497, Td5+; 502. Rg498, Td5+; 503. Rg499, Td5+; 504. Rg500, Td5+; 505. Rg501, Td5+; 506. Rg502, Td5+; 507. Rg503, Td5+; 508. Rg504, Td5+; 509. Rg505, Td5+; 510. Rg506, Td5+; 511. Rg507, Td5+; 512. Rg508, Td5+; 513. Rg509, Td5+; 514. Rg510, Td5+; 515. Rg511, Td5+; 516. Rg512, Td5+; 517. Rg513, Td5+; 518. Rg514, Td5+; 519. Rg515, Td5+; 520. Rg516, Td5+; 521. Rg517, Td5+; 522. Rg518, Td5+; 523. Rg519, Td5+; 524. Rg520, Td5+; 525. Rg521, Td5+; 526. Rg522, Td5+; 527. Rg523, Td5+; 528. Rg524, Td5+; 529. Rg525, Td5+; 530. Rg526, Td5+; 531. Rg527, Td5+; 532. Rg528, Td5+; 533. Rg529, Td5+; 534. Rg530, Td5+; 535. Rg531, Td5+; 536. Rg532, Td5+; 537. Rg533, Td5+; 538. Rg534, Td5+; 539. Rg535, Td5+; 540. Rg536, Td5+; 541. Rg537, Td5+; 542. Rg538, Td5+; 543. Rg539, Td5+; 544. Rg540, Td5+; 545. Rg541, Td5+; 546. Rg542, Td5+; 547. Rg543, Td5+; 548. Rg544, Td5+; 549. Rg545, Td5+; 550. Rg546, Td5+; 551. Rg547, Td5+; 552. Rg548, Td5+; 553. Rg549, Td5+; 554. Rg550, Td5+; 555. Rg551, Td5+; 556. Rg552, Td5+; 557. Rg553, Td5+; 558. Rg554, Td5+; 559. Rg555, Td5+; 560. Rg556, Td5+; 561. Rg557, Td5+; 562. Rg558, Td5+; 563. Rg559, Td5+; 564. Rg560, Td5+; 565. Rg561, Td5+; 566. Rg562, Td5+; 567. Rg563, Td5+; 568. Rg564, Td5+; 569. Rg565, Td5+; 570. Rg566, Td5+; 571. Rg567, Td5+; 572. Rg568, Td5+; 573. Rg569, Td5+; 574. Rg570, Td5+; 575. Rg571, Td5+; 576. Rg572, Td5+; 577. Rg573, Td5+; 578. Rg574, Td5+; 579. Rg575, Td5+; 580. Rg576, Td5+; 581. Rg577, Td5+; 582. Rg578, Td5+; 583. Rg579, Td5+; 584. Rg580, Td5+; 585. Rg581, Td5+; 586. Rg582, Td5+; 587. Rg583, Td5+; 588. Rg584, Td5+; 589. Rg585, Td5+; 590. Rg586, Td5+; 591. Rg587, Td5+; 592. Rg588, Td5+; 593. Rg589, Td5+; 594. Rg590, Td5+; 595. Rg591, Td5+; 596. Rg592, Td5+; 597. Rg593, Td5+; 598. Rg594, Td5+; 599. Rg595, Td5+; 600. Rg596, Td5+; 601. Rg597, Td5+; 602. Rg598, Td5+; 603. Rg599, Td5+; 604. Rg600, Td5+; 605. Rg601, Td5+; 606. Rg602, Td5+; 607. Rg6



## **EMPLOI 16/25 ANS**

# **MOINS DE CHARGES POUR LES ENTREPRISES, C'EST PLUS D'EMPLOIS POUR LES JEUNES.**

**25%**

25% d'exonération des cotisations sociales jusqu'au 30 juin 1987 pour toute entreprise qui embauche un jeune de 16 à 25 ans d'ici au 31 janvier 1987.

**50%**

50% d'exonération des cotisations sociales pendant 1 an pour toute entreprise qui embauche d'ici au 1<sup>er</sup> octobre 1987, un jeune sortant d'une formation en alternance (contrat de qualification ou d'adaptation, stage d'initiation à la vie professionnelle), d'un stage d'apprentissage, d'un T.U.C...

**100%**

100% d'exonération des cotisations sociales pour toute entreprise qui accueille un jeune de 16 à 25 ans en :  
• Contrat d'apprentissage : formation en alternance d'une durée de 2 ans.  
• Contrat de qualification : formation en alternance d'une durée de 6 à 24 mois.  
• Contrat d'adaptation : formation en alternance d'une durée de 6 mois minimum ou durée indéterminée (exonération 100% limitée à 12 mois, au-delà exonération à 50%).  
• Stage d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) : formation en alternance d'une durée de 3 à 6 mois.

### **VOUS ÊTES CONCERNÉS PAR CES EXONÉRATIONS :**

Chefs d'entreprise, artisans, commerçants, agriculteurs, professions libérales, particuliers...

Un dépliant détaillé sur ces exonérations est à votre disposition à la Direction Départementale du Travail et de l'Emploi, et à l'ANPE ou dans votre organisme professionnel.

Votre URSSAF vous indiquera comment réduire très simplement vos cotisations sociales.

**Ministère des Affaires Sociales & de l'Emploi.**

**LA FRANCE  
S'ENGAGE.  
MAINTENANT.**

هكذا من الاجل



## CINÉMA

Quand les Américains se mêlent du film français

### Les « majors » ne sont pas tombées sur la tête

Le 12<sup>e</sup> Festival de Deauville s'ouvre ce vendredi 5 septembre et dure jusqu'au 15. Il est consacré aux films américains, qui viennent en tête des recettes, de toute façon, en France. Comment donc travaillent les Américains ?

Les Français vont de moins en moins au cinéma, pour voir de plus en plus de films américains. Au premier trimestre 1986, ces derniers ont attiré, pour la première fois, plus de la moitié des spectateurs. Quarante ans après la signature des accords Blum-Byrnes (1) qui ouvraient largement les portes du marché français au cinéma américain, ce résultat confirme un tournant historique : la production nationale est devenue minoritaire en France. Comme dans l'ensemble des autres pays européens.

Il n'y a guère plus de films made in USA que de films français distribués chaque année dans l'Hexagone. Simplement, si on peut dire, ils marchent mieux. Et paradoxalement, les Français connaissent mal la diversité du cinéma américain d'aujourd'hui. Car les États-Unis n'exportent que le tiers de leur production globale. C'est d'ailleurs la première fonction des filiales des « majors companies » : les sociétés issues des grands studios hollywoodiens de l'âge d'or installées en France ; décider de la sortie de tel ou tel titre, conformément aux attentes du public local.

A produits américains, méthodes américaines. Les « majors » testent leurs films.

« C'est une pratique très courante aux États-Unis où la majorité des films sont testés », explique Steve Rubin, séduisant New-Yorkais de trente ans, à la tête du groupement Warner-Columbia France. Les tests ne sont pas infallibles ; ils indiquent une tendance et contribuent à déterminer une stratégie de lancement.

Steve Rubin visionne donc l'ensemble des films produits par les sociétés qu'il représente. Puis il projette à une audience sélectionnée (recrutée audience screening) une version sous-titrée ou parfois même doublée en français. Si le film ne sort pas, le doublage servira à l'édition vidéo. Les spectateurs-cobayes répondent ensuite à plusieurs questions. En particulier, on cherche à évaluer le « taux de recommandation ». Autrement dit, le bon vieux bouche à oreille, capital pour le succès d'un film. On peut aussi tester le titre, l'affiche ou la bande-annonce.

#### Une bonne opération financière

« Nous sommes dans un marché très sélectif », souligne Daniel Goldman, un Français, patron depuis sa création, en 1970, de la puissante Cinema International Corporation (CIC), qui distribue les productions MGM, United Artists, Paramount et Universal. Je compte aussi de nombreux échecs, certains films ne couvrant pas les frais d'édition de plus en plus élevés.

Le public français a ses bûchers. Vedette nationale en Suède où triomphe la comédie légère américaine, Goldie Hawn, est à peu près inconnue au pays de la nouvelle vague. Berceau de la politique des auteurs, et détourné obligé pour une reconnaissance critique, la France réserve, en revanche, un meilleur accueil à certains réalisateurs élevés à la dignité de « cinéastes ».

Nuance. Un film refusé par une « major » peut revenir sur le marché par l'intermédiaire d'un distributeur indépendant. Et les « majors » peuvent laisser à de petites sociétés françaises le soin d'exploiter les vieux titres de leurs catalogues. Par exemple, les nombreuses rééditions de classiques du cinéma américain effectuées à Paris, depuis bientôt vingt ans, par les studios Action. *For joy love, Runaway train, Down by law, Out of Africa, After hours, Short circuit, Act of vengeance...* Snobisme du public ou arrogance des distributeurs ? Un nombre croissant de films sortent désormais sous leur seul titre original, sans autre forme de traduction. Parce qu'une marque anglaise attire davantage les

jeunes consommateurs, pas seulement au cinéma. Ainsi, par ailleurs, des *I love you, Subway* et autres *Golden eighties*, réalisés respectivement par des cinéastes italiens, français et belges. Parce que certains films bénéficient d'une notoriété internationale avant même leur arrivée en France. Et parce qu'une traduction serait parfois ridicule. Pourquoi parler de « Sous la lune cerise » quand le film de Prince n'est distribué qu'en version originale et que la chanson *Under the cherry moon* envahit la bande FM. Un dilemme vieux comme *My fair lady*.

« C'est aussi très difficile de trouver un bon titre en français », glisse en souriant, un professionnel américain. Walt Disney France cherche toujours un équivalent à *Tough guys*, provisoirement intitulé *Tendres durs*. Et n'a pas hésité à traduire *Ruthless people*, par « *Y a-t-il quelqu'un pour tuer ma femme ?* ». Titre qui correspond parfaitement au film concocté par l'équipe de *Y a-t-il un pilote dans l'avion ?* En VO : *Airplane...*

Les Anglo-Saxons ne sont pourtant pas entièrement responsables de

quarante-deux ans, Robert Balk a distribué huit films français produits par Hachette, entre 1983 et 1986, dans le cadre d'un contrat qui n'a pas été renouvelé. Une politique d'activités diversifiées, puisque la Fox distribue aussi un film refusé en son temps par toutes les autres sociétés de la place : *Les deux sont tombés sur la tête*.

A CIC, Daniel Goldman marboc aux « coups de cœur ». Il a voulu aider la sortie du film de Robert Enrico, *Au nom de tous les miens*, qui s'est soldé finalement par une bonne opération financière. Il a distribué *La nuit du risque*, qui n'a pas marché, et lancera bientôt *La Rumba*, le nouveau Roger Manin.

La palme d'or de la collaboration franco-américaine pour 1985 revient cependant à la Warner Bros, qui a financé — cuisant échec — le dernier film de Claude Lelouch, *Un homme et une femme*, vingt ans déjà, et le prochain film de Bertrand Tavernier, *Autour de minuit*, qui sort le 24 septembre.

A l'instar de Paramount et Fox, Warner possède bien une société de production française, la FECEP, qui a

rencontré à son tour l'inévitable Jack Valenti. A Deauville.

L'enjeu est de taille. Depuis dix-huit mois, seize producteurs américains ont reçu une autorisation de tournage en France, où ils ont déjà investi 336 millions de francs. Séries télévisées (*Monte-Carlo*, avec Joan Collins, George Hamilton, Robert Carradine et Malcolm McDowell) ou films de cinéma (*l'insoutenable légèreté de l'être*, de Philip Kaufman, d'après Kundera) : ces productions font appel à des comédiens, techniciens et prestataires de service français. Même si le Syndicat national des techniciens de la production cinématographique proteste contre la violation de la réglementation.

Il est vrai qu'en venant tourner en France, les Américains réduisent considérablement leurs coûts. N'étant plus soumis aux contraintes imposées par les différentes unions...

A Nice, les studios de la Victorine remis à neuf assurent 90 % de leur remplissage avec des productions américaines. Faute de films français. Basé à Los Angeles, un bureau permanent de quatre représentants vante aux responsables hollywoodiens les charmes de la Riviera. Et une villa vient d'être mise à la disposition de Michael et de Joel Douglas pour servir de quartier général à leur société : *The Stone Group*. La pierre, toujours. Car les heureux producteurs d'*A pour amour*, du diamant vert en *Diamonds in the Nile*, en partie réalisés à Nice, préparent plusieurs projets dont le tournage se fera à la Victorine, forcément.

En 1987 un nouveau venu pourrait encore créer la surprise. Filiale du spectaculaire empire bâti en quelques années par deux producteurs américains d'origine israélienne, Menahem Golan et Yoram Globus, Cannon-France se lance dans toutes les directions, sous la houlette de son président, Jean-Luc Defail.

Les films Cannon, cela va de Sylvester Stallone à Plácido Domingo, mais concernent aussi la distribution et la production de films français. Cannon-France a investi deux millions de francs dans le prochain film de Jean-Pierre Mocky, *Le Mépris*, avec Jean-Paul Belmondo et Michel Serrault. Un projet est en cours de développement avec Alain Resnais : un autre avec Patrick Sabatier, ce qui n'a rien à voir. « Je cherche désespérément un sujet d'auteur qui ne soit pas une expérience de laboratoire », dit Jean-Luc Defail qui a réuni une équipe de lecteurs. Avis aux auteurs.

Enfin, Cannon n'hésiterait pas à franchir le pas qui sépare la distribution de l'exploitation, en rachetant des salles de cinéma, comme en Grande-Bretagne ou en Italie. « Juste quelques boutiques », précisait-il. Des points de vente où exposer notre marchandise...

VINCENT TOLEDANO.

(1) Signé à Washington le 28 mai 1946 par Léon Blum et le secrétaire d'État James Byrnes, ce accord prévoyait de surmonter les quotas de films américains en France après une période de protection de quatre ans, les États-Unis annulant en contrepartie 1 800 millions de dollars de dettes françaises. Malgré les protestations des professionnels, ces accords furent rapidement ratifiés.

### Les chiffres-clefs

Certains chiffres sont trompeurs. En moyenne, depuis dix ans, la production nationale attire environ 49 % de la fréquentation française ; contre 33 % pour le cinéma américain. Mais il faut également tenir compte des films de nationalité britannique, en réalité financés par des capitaux venus d'outre-Atlantique, soit encore 5 % d'un marché en légère régression.

En 1985, les spectateurs des films français ne représentaient plus que 44,25 % des entrées, contre 47,33 % pour le bloc anglo-saxon. A titre de comparaison, la production nationale n'atteint pas la cinquième des recettes en Allemagne fédérale et au Royaume-Uni.

Toujours en 1985, selon les statistiques fournies par le Centre national du cinéma, 158 films français ont été distribués pour la

première fois, ainsi que 121 films américains et 25 films britanniques. La production globale américaine totalisait environ 300 titres, dont plus de la moitié réalisés par les indépendants.

Enfin, pour les seules « majors companies » regroupées au sein de la MPPAA, la France a constitué, l'an dernier, le troisième marché mondial, avec 66,2 millions de dollars de recettes distribuées ; derrière le Japon et le Canada, mais devant l'Allemagne fédérale, le Royaume-Uni et l'Italie. Si les films américains réalisent toujours la majorité de leurs recettes sur le marché domestique (USA et Canada), les recettes aux États-Unis ont chuté de 7 % et la fréquentation de 11 %. Plus qu'en France !

V. T.

cet hégémonie linguistique. Les « majors companies » n'ont pas l'exclusivité de la distribution du cinéma américain en France. *Apocalypse Now*, *Cotton club*, *Maria's lovers*, *Dreamscape*, *Hitcher*, et tant d'autres, ont été lancés par des distributeurs français.

Encore plus fort : la société Cosmo, contrôlée par M. Jean-Baptiste Doumeng, qui distribue en URSS des films français et en France des films soviétiques, sortira en janvier prochain *Walls of glass*, premier film du jeune Américain Scott Goldstein, présenté l'autre jour en ouverture de la Semaine de la critique à Venise !

Après l'arrivée de la gauche au pouvoir, les compagnies américaines purent craindre un instant de voir leurs activités contrariées par un regain de protectionnisme. Il n'en fut rien. Ministre de la culture, M. Jack Lang refusa d'honorer de sa présence le Festival de Deauville. Mais rencontra volontiers, en marge du Festival de Cannes, l'un des personnages-clés d'Hollywood : Jack Valenti, président de l'Inconformable Motion Picture Association of America (MPAA), le syndicat des producteurs. Comme dans les films noirs.

Un « gentlemen's agreement », véritable accord tacite, fut alors discrètement conclu. Les « majors » s'engagèrent à tirer dans les laboratoires français les copies de leurs films destinées à l'Hexagone. En échange de quoi, le Centre national de la cinématographie (CNC) paye l'intermédiaire, sorte de matrice qui reste la propriété du laboratoire. Une aide qui ne dit pas son nom.

Les résultats sont à la hauteur de l'effort. En 1985, le tirage en France des copies d'exploitation de films américains représentait 44,5 millions de francs. Lesquels s'ajoutent aux sommes déjà très importantes investies dans le doublage, le sous-titrage et la publicité.

Responsable de la Twentieth Century Fox où il travaille depuis

participé depuis dix-huit ans à des films comme *Compartment deux*, *La nuit américaine* ou *Le Dérailleur*. Avant romanesque. Mais le véritable financement est apporté par la société mère californienne, sous forme de pré-achats des droits de cinéma, de vidéo et de télévision pour le monde entier. Produits avec des capitaux américains, les films de Leijonh et de Tavernier ont juridiquement la nationalité française. Car aucun accord de coproduction n'existe entre les deux pays !

« Il y a un divorce entre le droit et le fait de plus en plus fréquents », reconnaît volontiers Christian Charret, directeur de la production et de la distribution au CNC. Un tel accord permettrait de faire au grand jour ce qu'il faut faire cas par cas, avec de grandes difficultés de mise en œuvre. Mais le gouvernement fédéral américain n'est pas compétent pour réglementer en la matière. Pour résoudre ce imbroglio juridique, M. François Léotard, nouveau ministre de la culture, va

#### Ils sont à Deauville

Un hommage à Tony Curtis et un à James Coburn.

Le retour de la bête immonde *Aliens* (elles sont plusieurs). Deux films avec Bette Midler. Des histoires de drague et d'amour. A propos d'*hier soir*, d'après une pièce de David Mamet.

Robert Redford dans *Legal eagles*, un Mike Nichols, et la *Brûlure*...

*The Great Wall* d'un sino-américain Peter Wang, une satire des « vendeurs d'hommes politiques », *les Couilles du pouvoir* de Sydney Lumet, Gregory Hines dans un polar de Peter Hyams, Gene Wilder aux prises avec les fantômes... C'est juste un aperçu du programme pour le festival de Deauville du 5 au 15 septembre.

#### La télévision aide le cinéma !

Le film d'Erie Rohmer *Le Rayon vert* est sorti le 3 septembre dans cinq salles sur Paris, après avoir été diffusé par Canal Plus. Pour son premier jour d'exploitation il a réalisé une moyenne de 514 entrées par salle, le meilleur score de ce mercredi. Le film de Rohmer bat en effet *Jean de Florette* (285 entrées par salle), *Melo* d'Alain Resnais (245), *l'Invasion venue de Mars* (132), *Act of vengeance* avec Charles Bronson (120) et *Sauve-toi Lola* (100). C'est, du point de vue d'un exploitant, la meilleure affaire du jour. En effet, si le nombre total des entrées est la clé du succès d'un film pour son producteur, seul compte pour l'exploitant, le taux de remplissage de ses salles.

Le résultat est remarquable si l'on songe à la polémique qui oppose depuis des années le cinéma et la télévision. La programmation du *Rayon vert* sur Canal Plus, avant sa sortie en salles, avait soulevé les inquiétudes de nombreux professionnels qui jugeaient l'exploitation particulièrement dangereuse. Force est de constater que la télévision, cette fois, n'a pas vidé les salles et a même servi la promotion du film. Il est vrai que Canal Plus est une chaîne payante qui ne touche qu'un million deux cent mille abonnés. Des abonnés d'ailleurs élitistes puisque une récente étude du Centre national du cinéma montrait que, seul, 1 % d'entre eux allaient moins souvent au cinéma depuis qu'ils regardaient la chaîne payante.

La Mostra de Venise



« L'Apiculteur », « Fatherland »

### La gravité des sentiments

La Grèce où il fait froid de Théo Angelopoulos. Le monde occidental dur à vivre de Ken Loach. Deux films ambiteux, des prix en vue ?

On a peut-être projeté, mercredi 3 septembre, au Lido ce qui sera le Lion d'or 1986 : *L'Apiculteur*, de Théo Angelopoulos. Une œuvre ample, qui laisse, sinon beaucoup à penser, du moins largement le temps, pour cela (plus de deux heures) ; d'une sobriété écrasante, d'un dépouillement digne des premiers Antonioni.

Angelopoulos et Tonino Guerra ont raconté l'histoire d'un pauvre apiculteur, Spyros (Marcello Mastroianni, magnifique, grisonnant, moustachu, opaque), qui sillonne la Grèce dans sa camionnette un peu minée et note scrupuleusement l'état de ses ruches. Il est très seul, depuis qu'il est séparé de sa femme et qu'il a marié sa fille. Taciturne, à peine un sous-titreur en chômage. Il embarque une jeune auto-stoppeuse (Jenny Runeson) qui ne comprend pas pourquoi ce rustique quinquagénaire ne lui fait pas l'lico son affaire et s'endort tranquillement de son côté dans la chambre d'étape.

Pourtant, un drôle de lien se noue entre lui, qui n'a plus que des amis mais ne sait plus aimer les femmes qu'en les déstabilisant brutalement et en les prenant gauchement, sans préambule, et elle, qui, tout à tour, pique et donne son miel, sans qu'on puisse la commander, comme les abeilles. La Grèce que montre Angelopoulos (et c'est un des côtés forts du film) n'est pas celle des agences de voyage. Il y pleut, il y neige, on ne voit ni monuments ni dentelles pittoresques. C'est un pays pauvre, simple, abstrait, à la Wozz, où l'on peut mourir sans un mot lorsque l'espérance et la grâce ne sont plus là.

Tout cela est puissant et beau, film majestueux (même si l'épisode de l'ami éthylique et malade, Serge Reggiani, n'est pas d'un pathétique très original) ; mais

on ne saurait dire que cette majesté aille sans pesanteur. Les amants font l'amour devant un écran vide, dans un cinéma désaffecté ; talent, symbole. Ils s'embrassent sur un quai de gare, bien sûr, un train passe, pas un express, un train de marchandises. Spyros ramasse des pierres pour couvrir le toit de ses ruches, il ramasse la montagne entière. Comme c'est noble, comme c'est long. Et si ce rythme-là, pas vraiment nouveau, ni nécessaire, finit par impressionner, c'est que, parfois, l'une des roses de l'ennui est de nous consoler en nous laissant croire au passage en nous d'une émotion profonde.

Ce souci de travailler dans le grave a, dans un tout autre style, animé un réalisateur anglais de la même génération (1936), Ken Loach (*Kes, Family Life*). Klaus Drittmann est un champion contestataire en RDA, que l'on pousse gentiment et fermement vers l'Ouest. Il quitte sa famille, sa Grèce trop de regrets ; c'est son père qui lui manque, et cela depuis des années. On ne sait même pas s'il est vivant. L'Ouest, donc, avec ses charmes perdus, ses drames, ses espions, ses contrats louches, sa CIA trop curieuse. L'Ouest avant l'Est, donc, sous d'autres atours. Drittmann, qui est une forte tête, file en Angleterre en compagnie d'une jeune Française (Fabienne Babe, que nous embrassons au passage), spécialiste en personnes disparues. Ce qu'ils découvrent ensemble sur le véritable passé du papa de Klaus, on le devinera aisément. Le tout est filmé très linéairement, comme en marchant le long de l'histoire et de l'histoire, avec des scellés de plomb mais une certaine assise au bout du compte.

Le titre vient à point nommé nous rappeler le genre d'un mot, féminin en français, comme dans la plupart des langues romanes, le plus souvent associé à la mère : « *Fatherland* », la patrie. C'est d'abord la terre du père. Surtout quand l'une et l'autre sont perdus.

MICHEL BRAUDEAU.

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES - GAUMONT OPÉRA - GAUMONT PARNASSE

#### APRÈS LONDRES ET NEW YORK



6-10 SEPTEMBRE 1986  
OBART rassemble 100 créateurs d'objets d'exception.  
pièces uniques ou à tirages limités, objets de collection, sculptures, objets rares ou précieux.

# OBART

2<sup>e</sup> EXPOSITION-VENTE D'OBJETS D'ART CONTEMPORAIN

PARC DES EXPOSITIONS - PORTE DE VERSAILLES - PARIS  
Porte A - 9 h 30 - 19 h - Nocturne le samedi 6 jusqu'à 22 h - Entrée 30 F



# Culture

## Le nouveau musée de Cologne

### Le mariage de l'ancien et du contemporain

Un nouveau musée en Allemagne où l'ancien et le nouveau sont censés faire bon ménage. Pour Cologne et la gloire d'un célèbre collectionneur mécène, Peter Ludwig.

Cologne a une particularité immédiatement visible : le raccourci historique qui permet au voyageur de passer sans transition d'une cathédrale, celle dite des temps modernes — la gare, — à l'autre — la cathédrale gothique, et de là aux musées : le Musée romain germanique construit il y a une dizaine d'années et le nouveau musée qui le jointe entre chevet, rails et Rhin, ouvert au public le 6 septembre. Projeté en 1976, mis en chantier en 1982, lui aussi jumeau du raccourci, qui abrite dans le même bâtiment anciens et modernes, primitifs et contemporains, pour une lecture en continu de l'histoire de l'art. Le nouveau musée est le Wallraf-Richartz dont les anciens bâtiments étaient trop petits et anachroniques est associé le nom de Ludwig.

F.-F. Wallraf, à sa mort, en 1824, avait légué sa collection à la ville de Cologne moyennant la création d'un musée. J.-H. Richartz, trente ans plus tard, apportait le financement pour sa réalisation. Le premier musée de Cologne était ouvert en 1861. Détruit en 1943, il était reconstruit en 1953-1956, les collections ayant pu être sauvées. Peter Ludwig, l'industriel mécène d'Aix-la-Chapelle, donateur en 1976 à la ville trois cent cinquante œuvres d'art contemporain fortes en signatures de pop-art, d'expressionnisme, de la création d'un nouveau musée dans lequel ses collections seraient voisines de celles du Wallraf-Richartz. Un concours fut lancé. L'équipe des architectes de Cologne, Peter Busmann et Godfried Haberer, fut choisie (contre Stirling notamment). Les choses ont traîné : Ludwig est, semble-t-il, fâché ; finalement le musée a été réalisé. Posé de la première pierre (on peut dire d'un bâtiment en briques, zinc, acier et verre) en 1982 dans le périmètre de la cathédrale, qui n'avait pas encore été reconstruit depuis la guerre.

C'est un gros complexe culturel, qui comprend 10000 mètres carrés de salles d'expositions, auxquelles il faut ajouter une cinémathèque, une cafétéria et une salle de concert de deux mille places en sous-sol (elle sera inaugurée le 14 septembre). Le tout a coûté 278 millions de marks — à la ville, au Land, à l'Etat. Son programme est particulièrement ambitieux, qui veut à la fois être un lieu d'accueil pour des chefs d'œuvre de l'art passé, présent, futur et un centre de communication urbaine, ouvert sur la ville, les rues ; le contraste même du musée, ou du bunker. En termes d'architecture, cela se traduit par la transparence : chaque fois que possible, et une circulation interne appelant la promenade plutôt que la contemplation. Ce qui, en matière de muséologie, date un peu.

Le nouveau musée n'est ni une réussite ni un ratage complet. Il provoque de quelques bonnes idées d'intégration au site et d'aménagements urbains qui aident à faire passer le festonage de la toiture. Celui-ci

correspond à un des objectifs majeurs des architectes : attirer toute la lumière naturelle (du nord) possible. On finira peut-être par s'y habituer, comme à l'enveloppe de zinc couvrant les murs en avant, très exactement à la hauteur du Musée romain, qui, décidément, à côté du Wallraf-Richartz-Ludwig est d'une sobriété, d'une simplicité, d'une discrétion parfaites.

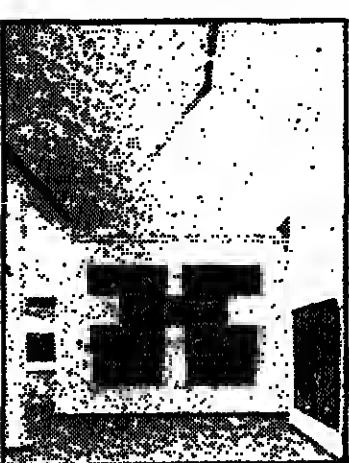
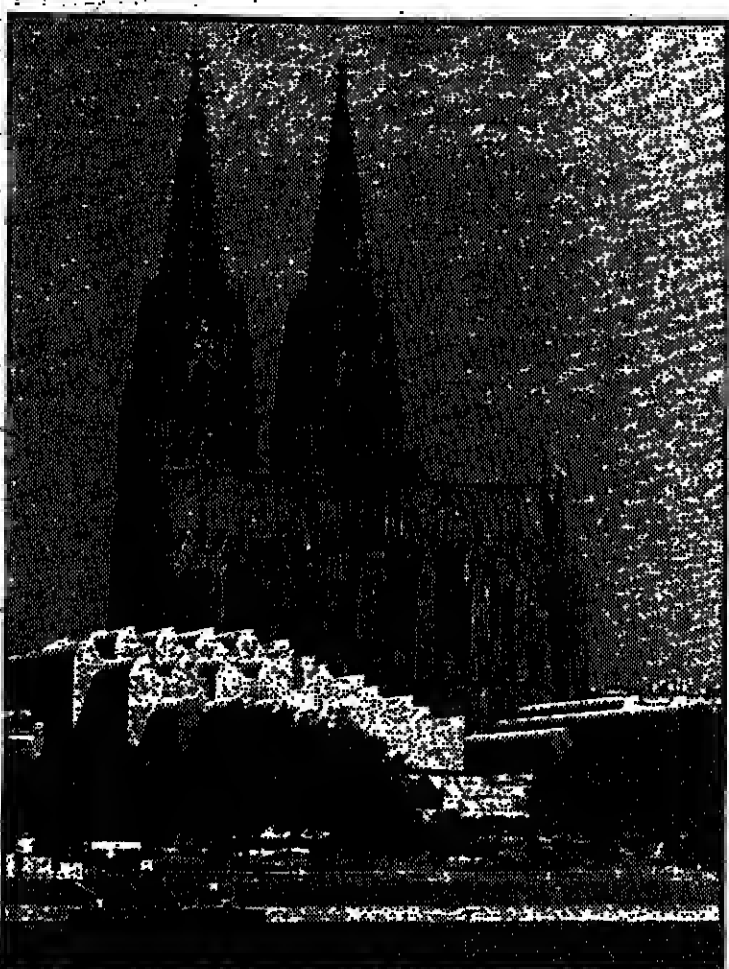
L'implantation du musée est intéressante : elle dégage la vue sur le Rhin, permet une circulation piétonne jusqu'au fleuve, renvoie la circulation des voitures en souterrain,

accroche le plateau au pont Hohenzollern et ses trois volées de métal, selon un chemin marqué par une œuvre de l'artiste israélien Dani Karavan, qui contribue utilement à l'ordonnance architecturale de la place (dédiée à Pétrarque Heinrich 1871), et enlève l'addition catastrophique de mobilier urbain, des lampadaires aux bancs, en passant par les « protégés-troncs » d'arbres que l'on retrouve plus bas en descendant vers le Rhin.

Formellement, c'est une architecture compliquée par trop de décrochements, fonctionnelle, marquée aussi par le souci de dépasser cette

feuille rare, des enluminures, jusqu'à Rodin.

La présentation des collections contemporaines laisse souvent perplexe. On ne saisis pas forcément les articulations, ni le jeu des rapprochements. Pour le pop-art, à l'honneur, c'est naturel, c'est le point fort de la collection Ludwig, rien à dire si ce n'est pour Lichtenstein dont les tableaux sont tout de même un peu trop en rangs serrés dans le passage près de l'escalier, lieu de rendez-vous et de choc : où Léger coiffe Rubens, et où l'on ne peut voir Miró sans apercevoir les paquets de



Un musée neuf au chevet de la cathédrale de Cologne (ci-contre). Une salle du département du Moyen Age (ci-dessus).

perspective — mais insuffisamment inspirée pour imposer ses volumes.

An-dedans, c'est un peu la même chose, passé l'envol grandiloquent de l'escalier, qui sonne creux, on y trouve du bon, on y fait d'agréables découvertes sur la ville, la cathédrale : les ouvertures dans les murs ajoutent de la lumière, une lumière qu'on a voulu non pas uniforme et neutre, mais au contraire chargée, ce qui se défend, mais on voit trop les sources aussi bien naturelles qu'artificielles : rails, spots, néons. C'est regrettable. Avec les lignes courbes, cela pèse vraiment trop sur les cimaises.

L'aménagement intérieur est un assez bon mélange de salles de différentes grandeurs qui devraient permettre de modifier et de renouveler l'accrochage. Actuellement celui-ci n'est pas satisfaisant.

On l'a dit, il est fondé sur le mariage de l'ancien et du contemporain. Plus exactement les collections du Wallraf, au premier étage, sont prises en sandwich entre les collections du Ludwig en sous-sol et au second étage, le rez-de-chaussée abritant le hall, la cafétéria et des espaces d'expositions temporaires (pour l'inauguration : « Les rapports de fascination entre l'Europe et l'Afrique », un thème qui convient).

#### Le pop-art à l'honneur

An premier, par exemple, si l'idée d'avoir placé les peintures du Moyen Age dans la partie donnant sur le chevet de la cathédrale est bonne, on a par contre l'impression curieuse d'un accrochage absolument en cours, d'une sorte d'inventaire où tout est ramené au même niveau, œuvres maîtresses et œuvres mineures classées par thèmes, par genres. Ainsi des retables, qui sont regroupés, et tous décollés du mur pour permettre aux visiteurs de voir les revers des panneaux latéraux. L'effet n'est pas heureux. De la Renaissance jusqu'à l'impressionnisme, un long couloir dessert des salles et des voies latérales. De ce côté-là, les choses vont beaucoup mieux. La salle des portraits de Rembrandt et de Hals est fort belle. D'autres grandes surprises sont ménagées, comme le cabinet des dessins, indispensable au musée, dont c'est une des très grandes richesses — huit mille numéros. Une centaine sont présentés temporairement : des

Brillo. Ce qui ne rime pas à grand-chose. Ailleurs, on ne saisis pas bien ce qu'un Bacon vient faire pas très loin de Morandi, c'est un exemple parmi d'autres. On pourrait encore citer le cas du Motherwell et des deux Tàpies dans la zone des réalistes, de la porte de Brandebourg d'Immerdorf et d'un environnement de Kienholz. Par contre, on jubile plus du côté des classiques modernes, notamment des avant-gardes soviétiques bien accrochées, dans une perspective qui conduit au Bauhaus.

Picasso est à l'honneur, et dispose d'une salle centrale pour lui. En explorant les arrières, on peut découvrir de vraies petites merveilles sans trop savoir comment on en est arrivé là. Grosso modo, le principe a été de partir du plus récent pour remonter le temps et le fil de l'histoire, et de ne jamais perdre de vue les retours et les regards en arrière de l'art d'aujourd'hui. Va pour Baselitz, et Penck dans une grande salle pas très loin des expressionnistes classiques.

Si franchement l'accrochage est confus, il reste quand même là une grande collection d'art moderne, celle de Peter Ludwig, et d'autres collections d'œuvres, qu'il ne faut pas oublier, car le musée Ludwig englobe toutes les collections d'art du vingtième siècle de l'ancien Wallraf, et notamment celle de Josef Haubrich (1889-1961) avait rassemblé, y compris pendant la guerre, et sauvée malgré les nazis. Un collectionneur exemplaire, qui a servi d'exemple à Peter Ludwig, aujourd'hui comblé par la création d'un musée qui porte son nom, associé à l'art ancien, pour l'histoire, et sa propre image dans l'histoire.

GENEVIEVE BREERETTE.

#### Renseignements téléphoniques au musée du Louvre

Les étrangers et les provinciaux qui voudraient obtenir des précisions sur les horaires d'ouverture et les collections du musée du Louvre pourront composer le 42-86-98-00. Des hôtesses d'accueil donneront aux heures ouvrables (9 h 45-18 heures) tous les renseignements que les visiteurs peuvent souhaiter. En dehors des heures d'ouverture du musée, un répertoire automatique donnera en français, en anglais et en italien les informations sur les heures d'ouverture, les tarifs et les diverses entrées du musée.

## COMMUNICATION

### Pour défendre la chanson française

#### M. de Villiers impose le sous-titrage des vidéo-clips étrangers

Les vidéo-clips en langue étrangère diffusés sur les chaînes de télévision publiques devront être sous-titrés en français. Cette obligation a été annoncée, mercredi 3 septembre, par le secrétaire d'Etat à la culture, et sera inscrite dans le cahier des charges d'Antenne 2 et de FR3. Des « contrats de programmes » contraindront également les radios et les télévisions du service public à « passer, aux heures de grande écoute, une majorité d'œuvres originales d'expression française et nationale ».

Le sous-titrage concerne essentiellement les vidéo-clips et les émissions « à dominante thématique musicale d'expression étrangère, tels « Les enfants du rock » sur A2 », a précisé le secrétaire d'Etat, en déclarant : « Nous refusons d'être une poignée de la production vidéo-clip anglo-saxonne. » L'effort

financier ainsi que le sous-titrage devront être « supportés et réalisés par les producteurs », les chaînes, dit-on, ne devraient pas être pénalisées. La future Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) décidera si les chaînes de télévision privées devront aussi se soumettre à ces obligations.

Inscrites dans un plan de défense de la chanson française, ces dispositions ont été diversement accueillies par les milieux professionnels. M. Henri de Bodinat, PDG de CBS Disques-France, estime qu'il s'agit là d'« une mesure antilibérale assez étonnante pour un gouvernement qui prône le libéralisme ». M. Jean-Loup Tournier, président de la SACEM (Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique), exprime un avis contraire, soulignant qu'il est d'une situation de la chanson française qui, selon lui, « se dégrade depuis dix ans ».

### Chargé du dossier de candidature à la « 5 » M. Claude Lemoine entre à la CLT

M. Claude Lemoine, ancien directeur général de FR 3 chroniqueur hebdomadaire de notre rubrique « échecs », vient d'entrer à la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion comme chargé de mission auprès de M. Jacques Rigand, administrateur général. Il devra préparer le dossier de candidature de la CLT et de ses partenaires (Havas, Météor, Paribas) à la cinquième chaîne de télévision, dossier qui sera soumis à la Commission nationale de la communication audiovisuelle.

M. Rigand et M. P. Desrochers, P.D.G. d'Havas, mènent pour leur part les négociations afin de rassembler les partenaires financiers de l'opération.

D'autre part, la CLT devrait procéder dans les jours qui viennent à une restructuration de son capital. Ses deux actionnaires principaux,

Havas et le groupe belge Bruxelles Lambert, ont en effet invité le géant de l'édition allemande, Bertelsmann, à prendre une participation minoritaire dans Fratelli, société filiale d'Audiofin, qui devrait lui donner 5 % à 6 % du capital de la CLT.

Cette alliance doit permettre aux groupes allemand et luxembourgeois de marier leur stratégie audiovisuelle sur le marché allemand et d'avoir des initiatives communes dans d'autres pays européens. Toutefois, Bertelsmann ne devrait pas participer au tour de table pour la reprise de la cinquième chaîne française. La nouvelle loi limite en effet à 20 % le montant des participations étrangères, part qui serait entièrement souscrite par la CLT.

J.-F. L.

### Pour faire face au nouveau paysage audiovisuel

#### Trois centrales d'achat d'espaces créent une filiale commune

Trois centrales d'achat d'espaces, Initiatives Média, contrôlée par le groupe Lintas, Universal Média, détenue majoritairement par l'agence de publicité Mac Cann-

Laurène L'Allinec licenciée par l'INC

#### Madame « Consommation » quitte le petit écran

Ce punch. Ce sourire. Ce débit... Cette voix énergique et ce style sans fioriture. Un air de bonne élève, des cheveux de provinciale... L'Allinec bien sûr! Impossible de ne pas la connaître, de ne pas l'avoir croisée. Sur TF1? Allons donc! Sur TF 1, sur Antenne 2, sur FR 3. Les unes après les autres, dans l'ordre et dans le désordre puisqu'elle les faisait toutes. Oui, toutes! Et pas d'importance quand — entre 19 heures et 21 heures — plutôt vers 20 h 30, — l'heure de plus grande écoute. Et pas en une seule fois, mais en sept, rendez-vous (en tout vingt-quatre minutes) répartis sur la semaine... Etonnant privilège.

Elle n'est abusée pas, tenez. Elle ne gaspillait pas. Elle faisait tête baissée, fustigeait, dénonçait, conseillait. Sans une minute à perdre pour quelque rond de jambe ou quelque battement de cil. Quelle avocate nous vivions là! Une avocate et une amie puisque les téléspectateurs lui attribuaient dans les sondages jusqu'à 80 % d'indice de confiance et d'utilité.

Las! Laurène L'Allinec va quitter le petit écran qu'elle fréquentait assiduellement depuis maintenant huit ans. Arrivée à l'Institut national de la consommation en 1973, pour s'occuper d'urbanisme et d'environnement, elle était entrée à son service audiovisuel en 1977 pour devenir rapidement rédactrice en chef du magazine « D'accord, pas d'accord », diffusé invariablement sur les trois chaînes et dont elle a assuré depuis la présentation. Les changements survenus à la tête de l'INC, plusieurs désaccords et des divergences d'opinion sur la forme de l'émission — il est prévu de dépersonnaliser l'émission et de remplacer le présentateur par une voix off — ont cependant eu raison de sa passion. Laurène L'Allinec quitte l'INC, licenciée et indemnisée. Avec l'espoir de faire un jour prochain à la télé un magazine de « société ». « D'accord, pas d'accord » continue, mais sans son avocat. A qui, désormais, confier notre tracas?

A. Co.

Erikson, et Idémédia, propriété de Daniel Adam et d'Interplans, ont créé une filiale commune, Publi Média Service. Les trois partenaires mettront en commun leur documentation média et développeront ensemble des recherches destinées à améliorer les outils auditifs et les techniques d'enquête.

Cette initiative est due aux changements du paysage audiovisuel. En effet, les nouvelles télévisions, dotées de caractéristiques propres (rediffusion de programmes, durée de diffusion accrue, public défini), et la privatisation future de TF1 modifient les habitudes de lecture de l'audience. Une connaissance de plus en plus précise de celle-ci devient un élément déterminant pour fixer le prix d'un écran publicitaire.

Ainsi, les trois centrales d'achat d'espaces ouvriront des banques de données, que pourront consulter les agences de publicité liées à ces trois centrales et leurs clients. Les trois partenaires garderont avec ceux-ci des relations autonomes, mais Publi Média Service assurera leur gestion informatique d'achat d'espaces.

### La COMAREG

#### s'implante aux Etats-Unis

La première société editrice de journaux gratuits en France, la Communication pour les marchés régionaux (Comareg), présidée par M. Paul Dini, poursuit son développement. En France, elle vient de prendre une participation majoritaire dans le groupe de presse gratuite Périodique, qui contrôle dans le Sud-Est (Béziers, Monté, Montpellier, St-Et, etc.) dix publications dont la diffusion hebdomadaire totale est de 561 000 exemplaires.

Grâce à cette prise de contrôle, la COMAREG confirme sa place de leader de la presse gratuite, avec plus de huit millions d'exemplaires diffusés chaque semaine, et de la publicité directe, avec plus d'un milliard de documents distribués cette année dans les boîtes aux lettres.

La COMAREG s'implante aussi outre-Atlantique. Elle a récemment pris le contrôle de la société editrice du Pennysaver, la Pennysaver Publications Inc. Le Pennysaver diffuse 800 000 exemplaires de journaux gratuits dans la région de Pittsburgh (Pennsylvanie) grâce à ses soixante-dix-huit éditions.

— 14 JUILLET BASTILLE — 14 JUILLET BEAUGRENELLE — ESCURIAL —

**ENFIN A PARIS**

**LAUNDRETTE**

UN FILM DE STEPHEN FREARS

Scénario de ROSE KLUSSON Produit par SARAH RADCLIFFE et TIM REYN

92.8 FM

سكز من الاجل







# Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Vendredi 5 septembre

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 30 Variétés : Mireille Mathieu sur Palais des congrès.  
L'émission sur Mireille Mathieu en Chine a été remplacée par un enregistrement du spectacle donné par la chanteuse au Palais des congrès, à Paris, en février dernier.  
21 h 30 Variétés : Serge Gainsbourg sur Casino de Paris.  
23 h 5 Journal.  
23 h 15 36 photos de vacances.  
23 h 20 Télévision sans frontières.  
Rockade hongroise.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Série : Le privé : Contrebande.  
21 h 35 : Apostrophes  
Sur le thème : Des hommes dans l'ombre. Sont invités : Pierre Assolant. (Une émission grise : Jean Jérodin - (1904-1976) : Bernard Schère (La gloire d'un traître) : Patrick Modiano (Dimanches d'été) : Christine Ockrent et Alexandre de Marenches (Dans le secret des princes).  
22 h 45 Journal.  
22 h 55 Ciné-club : Le général de l'armée morte. ■ Film franco-italien de Luciano Tovoli (1982). Avec Marcello Mastroianni, Michel Piccoli, Anouk Aimée.  
D'après un singulier roman d'Imre Kertész, un beau film d'auteur passé assez injustement inaperçu.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 30 Série : Celebrity.  
21 h 20 Magazine : Taxi.  
De Philippe Alloué et Maurice Degoussion.  
Au sommaire : Reportage sur les jeunes démocrates : Hani, les Philippines et l'Argentine ; Révisions.  
22 h 20 Journal.  
22 h 40 Décibels.  
Emission rock présentée par Jean-Luc Janel. Avec Alain Bashung, The Blow Monkeys, The Lords of the New Church, Lou Reed, Spy Verges, Spy, Seneo, Minimal Compact, Fixed Up.

### 23 h 10 Prélude à la nuit.

### CANAL PLUS

20 h 30, Les Triplés : 20 h 55, Cinéma : The Dark Mirror ■ film américain de Robert Siodmak (1946), en v.o. et noir et blanc. Avec O. De Havilland, L. Ayres, T. Mitchell, R. Long ; 22 h 25, Cinéma : New York, 2 heures du matin □ Film américain d'Abel Ferrara (1984). Avec T. Berenger, B. De Williams, J. Scilla ; 0 h, Cinéma : Le rayon vert ■ film d'Eric Rohmer (1986). Avec M. Rivière, Rosette, B. Romand, V. Gauthier ; 1 h 35, Cinéma : Massacre au drive-in □ Film américain de Stu Segall. Avec A. Lawrence et J. Barnes, D. Gaby, N. Söderlock, N. Neussaus ; 2 h 45, Téléfilm : Charles Martin ; 4 h 30, Cinéma : Electrocution □ Film américain de Gregory Goodell (1980). Avec L. Haynes, G. Lewis, J. Keegan ; 5 h 55, Document : Automobilia.

### LA 5

17 h, Tennis : en direct de Flushing-Meadow ; 21 h 30, Tennis : Un amour de toutes les couleurs ; 23 h 20, Tennis : en direct de Flushing-Meadow.

### TV 6

20 h, Tennis 6 ; 23 h, NRJ 6 ; 0 h, Tennis 6.

### FRANCE-CULTURE

20 h, Festivals : Au-delà du fleuve et sous les arbres.  
20 h 30 Le roman du siècle.  
21 h L'Esprit de la France libre.  
22 h My sweet destiny... Obsession. D'Yvane Daoudi.  
23 h 50 Musique : Festival Bach-Bethoven-Laverne et Cie.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h Les pêcheurs de perles : Le piano rare de Claude Debussy (1<sup>re</sup> partie).  
20 h 30 Casse-croûte le 8 février 1985 en l'église Saint-Germain-des-Prés, à Paris : Cantique de Jean Racine, de Gabriel Fauré ; Psalme XXIII, de Franz Liszt ; Requiem, de Gabriel Fauré, par le Nouvel Orchestre philharmonique et les chœurs de Radio-France, dir. Garcia Navarro ; chef des chœurs : Jacques Joubert ; chef de chant : Monique Panhon.  
22 h 20 Les soirées de France-Musique : Les pêcheurs de perles ; Le piano rare de C. Debussy (suite) ; à 24 h : Musiques traditionnelles.

## Samedi 6 septembre

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

13 h 50 La séquence du spectacle.  
14 h 20 Série : Les Buddenbrook.  
15 h 25 Tiercé à Vincennes.  
16 h 35 Variétés : Festival de Cabourg de la chanson pour enfants.  
17 h 10 Feuilleton : Les dames de cœur (rediff.).  
18 h 20 SOS-Animaux.  
18 h 35 Magazine : Auto-moto.  
19 h La vie des Botes.  
19 h 40 Le masque et les plumes.  
20 h Journal.

"Avoir un bon métier, ça n'arrive pas qu'aux autres."

Appelez

**Pierre Bellemare**

EDUCATEUR

20 h 30 Tirage du Loto.  
20 h 35 Série : Columbo.  
21 h 50 Les actes de Droit de réponse.  
On nous pose la question. Rediffusion d'extraits de l'émission du 4 février 1984 sur les médicaments, suivie d'un débat. Avec Charles Hagège, gastro-entérologue ; Pr Jean-Paul Giroud, pharmacologue à l'hôpital Cochin ; Marie-Claude Tesson-Millot, directrice du Quotidien du médecin ; Dr Paul Perre, généraliste ; Dr Florent Chayot, généraliste ; Jean-Michel Bader, journaliste à Science et Vie ; Marie-Josée Camion, pharmacienne.  
23 h 50 Journal.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

14 h 20 Les jeux du stade.  
Automobile : Rallye des Mille Lacs.  
Athlétisme : Memorial Van Damme à Bruxelles.  
Cyclisme : championnats du monde sur route professionnelle à Colorado Springs (Etats-Unis).  
Sumo : le poids des dieux.  
8 h Série : Amicalement vôtre.  
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19 h 15 Emissions régionales.  
19 h 40 Affaire suivante.  
20 h Journal.  
20 h 35 Variétés : Toutes folles de lui.  
21 h 35 Série : La flèche brisée.  
22 h Variétés : La fièvre du Balajo.  
A l'occasion des cinquante ans du Balajo, un concours de danses est organisé entre cinq couples.  
23 h Cyclisme.  
Championnats du monde sur route à Colorado Springs.  
0 h 15 Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

14 h 30 Espace 3 : Objectif santé.  
14 h 45 Sports-loisirs.  
17 h Série : Cheval mon ami.

**Le Samedi**  
6 septembre à 17h15  
sur FR3 National  
KWAY présente :  
"les couleurs du temps".

17 h 30 Série : Les grandes conjurations.  
Le coup d'Etat du 2-December.  
18 h 4. Coups de soleil le Festival d'Uzeste.  
19 h 15 Actualités régionales.  
19 h 55 Dessin animé : La panthère rose.

Dimanche matin 7 septembre  
A 8 h 45 sur FR3  
**MENTHE A L'EAU**  
produit par  
Les Mutuelles Assurances Elèves  
Fin sub d'un concours national 300 000 F de prix  
dont un voyage au Mexique.

20 h Sec à lingues surprises.  
21 h 5 Feuilleton : Comment se débarrasser de son patron.  
21 h 55 Journal.  
22 h 20 Série : Mission casse-cou.  
23 h 10 Musiclub.

### CANAL PLUS

14 h, Téléfilm : L'or du fond des mers ; 15 h 30, Cabos Cadiz ; 16 h 45, Série : Miki Hamner ; 17 h 30, Document : Animaux d'Australie. Les petits carnivores ; 17 h 55, Téléfilm : Les belles sœurs de Robba des Bois ; 19 h 35, Top 50 ; 20 h 35, Téléfilm : Cour en suris ; 22 h 05, Les superstars du catch ; 23 h 05, Série : Espion à la mode ; 0 h, Cinéma : Tenue correcte exigée. ■ Film classé X de Paul Reindel (1980), avec R. Allan, C. Stewart ; 1 h 25, Cinéma : No man's land. ■ Film suisse d'Alain Tanner (1983), avec H. Quester, M. Mézières, J.-P. Ecoffey ; 3 h 10, Cinéma : Electro-choc. □ Film américain de Gregory Goodell (1980), avec L. Haynes, G. Lewis, J. Keegan ; 4 h 30, Cinéma : New-York, 2 heures du matin. □ Film américain d'Abel Ferrara (1984) avec T. Berenger, B. De Williams, J. Scilla, M. Griffith ; 6 h 05, Série : Comics.

### LA 5

17 h, Tennis : en direct de Flushing-Meadow. (première demi-finale simple messieurs ; finale simple dames ; deuxième demi-finale simple messieurs) ; 1 h, Téléfilm : un amour de toutes les couleurs.

### TV 6

14 h, Tennis 6 ; 17 h, Système 6. Invité : Richard Anconina ; 19 h, NRJ 6 ; 20 h, Tennis 6 ; 22 h, NRJ 6. (rediff.) ; 23 h, Live 6. Invité : Paul Young ; 0 h, Tennis 6.

### FRANCE-CULTURE

20 h 30 Qui se souvient de Jonathan, ou fragments retrouvés d'un manuscrit mis en pièce. De Henri-Michel Boccard.  
22 h 10 Dimanches. Jean-Noël Solifano présente : Souvenirs, d'Alberto Savinio.  
22 h 30 Musique : Perspectives du vingtième siècle. (Enregistrement public le 16 novembre 1983 au grand auditorium de la maison de Radio-France) : Symphonie n° 39, K 543, concerto pour piano et orchestre en la majeur, K 488, de Mozart ; Concerto pour piano et orchestre Prima Sinfonia de Roque-Alaina ; avec l'Orchestre national de France, dir. Lucas Vis.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h Concert (retransmis dans le cadre des Semaines Internationales de musique de Lucerne), en direct du Kunsthau. Concerto pour violon et orchestre en la mineur, op. 53, de Dvorak et Symphonie n° 6 en fa majeur, op. 68, Pastorale, de Beethoven par l'Orch. de la Philharmonie tchèque, dir. Václav Neumann ; sol : Josef Suk, violon.  
23 h Les soirées de France-Musique Archives : à 1 h, Champ d'étoiles : voyage à travers la chanson.

## Dimanche 7 septembre

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

8 h Bonjour la France.  
8 h Emission islamique.  
9 h 15 A Bible ouverte.  
9 h 30 Orthodoxe.  
10 h Présence protestante.  
10 h 30 Le jour du Seigneur.  
11 h Messe, célébrée en la paroisse Saint-Côme-Saint-Damien, à Luzarches (Val-d'Oise).  
12 h Télé Foot 1.  
13 h Journal.  
13 h 25 Série : Staraky et Hutch (rediff.).  
14 h 20 Sports dimanche vacances.  
15 h 30 Tiercé à Longchamp.  
17 h 30 Les animaux du monde.  
18 h Série : Pour l'amour du risque.  
19 h Magazine Sept sur sept.  
19 h 55 Loto sportif.  
20 h Journal.  
20 h 30 Cinéma : Oscar. ■ Film français d'Edouard Molinaro (1967). Avec L. de Funès, C. Rich, A. Natanson, S. Sauré, C. Gennac.  
21 h 50 Sport dimanche soir.  
22 h 35 Journal.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

11 h Les chevaux du tiercé.  
11 h 15 Les cornets de l'aventure.  
12 h Informations et météo.  
12 h 10 Récit A 2.  
12 h 45 Journal.  
13 h 5 Juste pour rire.  
14 h 5 Série : Les deux font le paire.  
14 h 55 Documentaire : Les aventures de la vie.  
15 h 50 Elle court, elle court, l'opérette.  
16 h 35 Série : Muscadini et moi.  
Dernière partie. La fin est proche pour le Duce.  
18 h 5 Stade 2.  
19 h 30 Série : Ma sorcière bien-aimée.  
20 h Journal.  
20 h 35 Les enquêtes du commissaire Maigret (rediff.). Maigret se fâche.  
21 h 50 Musiques au cœur : Orfeo.  
En stéréo sur France-Musique.  
Opéra en cinq actes de Claudio Monteverdi. Livret d'Alessandro Striggio. Direction musicale Michel Corbo. Film de Claude Goretta.  
Avec G. Quilico (baryton) ; A. Michael (soprano) ; C. Watkinson (alto) ; F. Voutinos (basse) ; F. Le Roux (baryton) ; G. de Mey (ténor) ; H. Ledroit (haut-contre) ; C. Alliot-Lugaz (soprano) ; D. Borst (soprano) ; S. Whittingham (mezzo-soprano) et la participation exceptionnelle d'Eric Tappy (ténor).  
23 h 50 Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

8 h 45 Espace 3.  
12 h Magazine : D'un soleil à l'autre.  
13 h Sport loisirs.

### 14 h 30 Espace 3 : Rally.

Dans la série LABEL ENTREPRISE  
**FILMS DES LIONS**  
présentent  
**VARIATIONS**  
autour d'une chaussure  
un film **BALLY** sur FR3 à 14 h 30

14 h 45 Sports-spectacle.  
19 h Jeu : Génies en herbe.  
19 h 25 Taupinette.  
19 h 30 Les nouvelles aventures de Saturnin.  
19 h 35 Dessin animé : Les entracheurs.  
20 h L'oiseau bleu.  
20 h 30 Série : Témoin.  
Portrait du mine Marceau, réal Katherine Adamov.  
21 h 30 Aspects du court métrage français.  
La rentrée, film de Serge Korber.  
Futur dans l'espace, film de Luc Bongrand.  
21 h 55 Scit 3.  
22 h 30 Cinéma de minuit : Yoshiwara. ■ Cycle France, l'avant-guerre.  
Film de Max Ophüls (1937), avec M. Tanaka, L. Marchand, F. Sen, P.-R. Willm, S. Hayakawa.  
0 h Prélude à la nuit.

### CANAL PLUS

12 h, Dessins animés ; 12 h 05, Série : Super Dursad, détective de choc ; 13 h 05, Deux secondes pour un livre. Le livre des mites, de Sylvie Germain ; 13 h 09, Top 20 ; 14 h, Téléfilm : Les révoltes d'Attila ; 15 h 30, Série : Les monstres ; 15 h 55, Série : Cisco Kid ; 16 h 25, Football américain ; 17 h 25, Cinéma : Chapitre deux. □ Film américain de Robert Aldrich (1980), avec J. Casan, M. Mason, V. Harper, J. Bologna (1980) ; 19 h 35, Cinéma : Maria's Lovers. ■ Film américain d'André Konchalovsky (1984), avec N. Kinski, J. Savage, R. Mitchum, Y. Carradine, A. Morris, B. Cort, K. Young, T. Nelson ; 22 h 25, Au-va vu Montbéliard ? Le 3<sup>e</sup> Festival du vidéo et télévision de Montbéliard ; 22 h 50, Cinéma : Lola Montès. ■ Film français de Max Ophüls (1955), avec M. Carol, P. Ustinov, A. Wallbrook, I. Dancy ; 0 h 40, Cinéma : L'Amour propre. ■ Film français de Martin Veyron (1983), avec J.-C. Dauphin, N. Nell, J.-L. Bideau, M. Bader ; 2 h 05, Série : Mike Hammer.

### LA 5

19 h 05, Série : Ripide ; 19 h 05, Comédie : Happy Day ; 19 h 30, Série : Star Trek ; 20 h 30, Téléfilm : Le soleil se lève aussi (1<sup>re</sup> partie) ; 22 h, Tennis : en direct de Flushing-Meadow (finale du simple messieurs).

### TV 6

14 h, 18 h 30, 19 h, 20 h Tennis 6.

### FRANCE-CULTURE

20 h 30 Atelier de création radiophonique. Aventures pastorales.  
22 h 30 Musique : de l'écriture musicale.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h 15 Concert donné le 18 mai 1986 à Royanmont dans le cadre du Festival de l'Île-de-France. Jeu des pélerins d'Emmatta, XII<sup>e</sup> drame liturgique normand de Sicile.  
22 h Concert (retransmission simultanée avec A2) : Orfeo, de Claudio Monteverdi.  
23 h 30 Les soirées de France-Musique : ex-libris ; à 1.00, les Hollywoodiens : Dimitri Tchemin.

**Le Monde**

**Supplément**  
**Radio-Télévision :**  
le regard du « Monde » pour choisir.

**AU SOMMAIRE**

- T.F. 1., une chaîne à vendre.
- L'âge d'or du doublage.
- Edmond Maire-Philippe Seguin, même combat ?
- Michel Jonasz.
- La chronique de Bruno Frappat.

**Demain, avec**  
**Le Monde**

سكزا من الاجل

# Informations « services »

## MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps entre le vendredi 5 septembre à 8 heures et le dimanche 7 septembre à 24 heures.

L'Europe reste sous l'influence de hautes pressions, ce qui a pour effet de maintenir un temps plutôt ensoleillé sur la plus grande partie du pays. Mais une perturbation nuageuse traversera à partir de samedi la moitié nord, en se déplaçant au fur et à mesure de sa progression.

Samedi matin, les bancs de brumes et de brouillards seront encore nombreux sur la moitié nord. Les nuages pré-orageux recouvriront le Sud-Ouest des Pyrénées au Massif Central et à l'Aquitaine, donnant surtout un voile de nuages élevés. Partout ailleurs ciel clair.

En cours de journée, des nuages arriveront sur les côtes de la Manche et progresseront lentement jusqu'à la Loire sur le nord et le nord-est du pays. Dans le Midi, il y aura encore un voile de nuages élevés et quelques nuages instables qui donneront des orages isolés en montagne.

Sur les autres régions, le temps ensoleillé persistera. Il fera en général 8 à 12 degrés dans l'intérieur, 10 à 12 degrés sur les côtes le matin, avec localement 4 à 6 degrés dans le nord-est et 14 à 16 degrés sur le bord de la Méditerranée.

L'après-midi, il fera 22 à 24 degrés sur la plus grande partie du pays, mais seulement de 18 à 20 degrés près de la

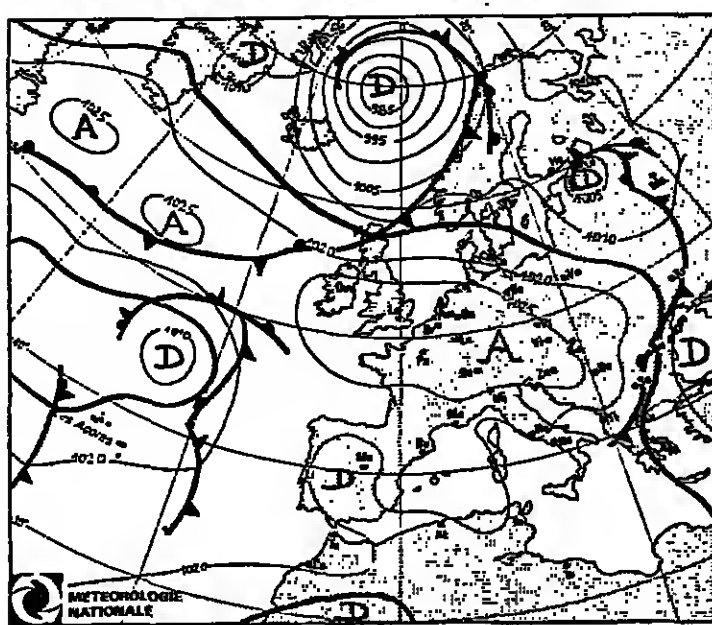
Manche et encore localement 28 à 29 degrés dans le Sud.

**Dimanche :** Les nuages vont progresser vers le centre du pays, mais ils se désagrégeront dans la journée. Sur la moitié nord, il fera progressivement un temps bien ensoleillé. Sur la moitié sud, les nuages élevés le matin seront suivis d'un ciel clair et de soleil.

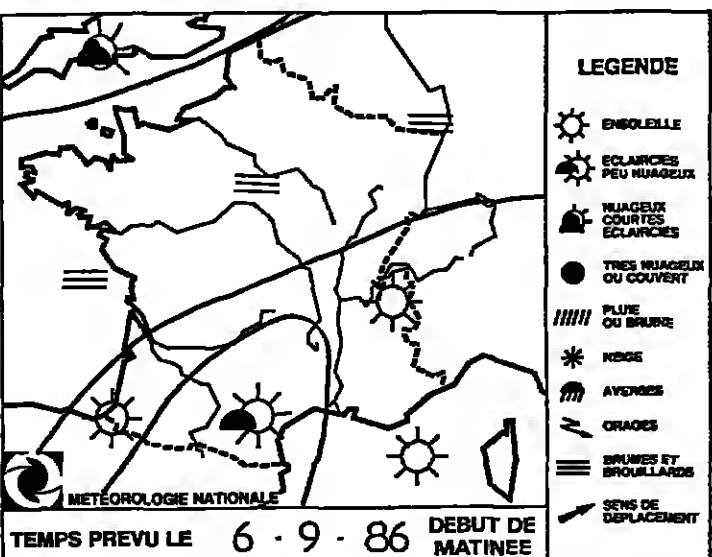
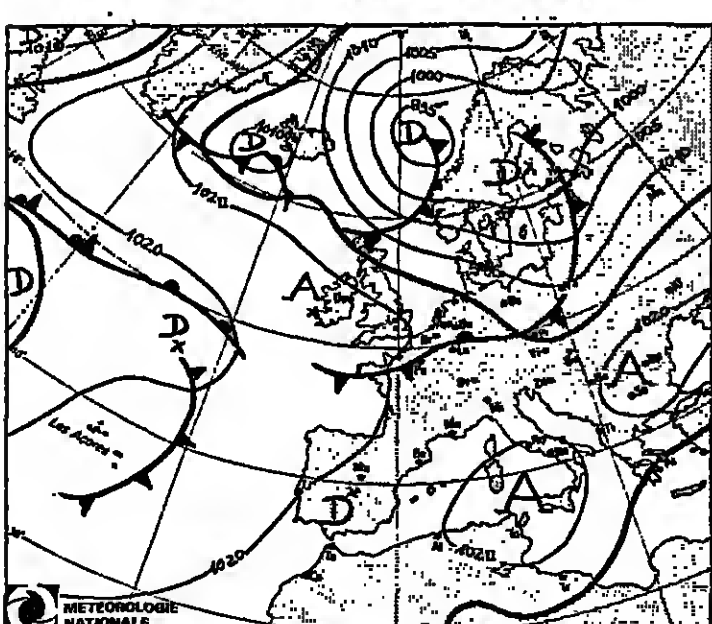
Le matin, il y aura des bancs de brouillards près des côtes atlantiques.

Les températures seront en hausse. Il fera en général de 9 à 11 degrés. L'après-midi les températures seront stationnaires par rapport à la veille.

SITUATION LE 5 SEPTEMBRE 1988 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 7 SEPTEMBRE A 0 HEURE TU



TEMPÉRATURES maxima - minima				Temps observé								
Valeurs extrêmes relevées entre le 4-9-1988 à 6 h TU et le 5-9-1988 à 6 h TU				à 5-9-1988 à 6 heures TU								
FRANCE				ÉTRANGER								
ALACOR	26	14	S	TOURS	20	7	S	LOS ANGELES	22	16	N	S
BARCELON	34	10	S	TULOUSE	27	7	S	LUXEMBOURG	14	6	S	S
BIRMINGHAM	25	6	S	PORTSMOUTH	30	24	N	MADRID	24	17	S	S
BRESCIA	19	6	S					MALABAR	23	23	S	S
BREST	20	7	S					MEXICO	24	15	B	S
CADIX	18	5	S	ALGER	30	15	S	MILAN	28	15	N	A
CHERBOURG	17	3	S	AMSTERDAM	19	9	S	MONTREAL	23	15	A	S
CLERMONT-FERRAND	20	5	S	ATHÈNES	29	19	S	MOSCOW	18	14	C	S
COCHIN	23	8	S	BANGKOK	32	22	C	NAGANO	20	13	C	C
GENÈVE	18	8	S	BARCELONE	25	18	N	NEW-YORK	23	17	P	S
GRANVILLE	23	8	S	BELGRADE	16	6	S	OSLO	17	10	P	P
LYON	18	5	S	BERLIN	18	8	C	PARIS	29	16	S	S
LYONS	19	9	S	BREUXELLES	17	6	S	PEKIN	28	10	S	S
MARSEILLE	24	12	S	CADIX	34	24	S	ROUEN	24	16	N	S
NANCY	17	3	S	CARACAS	30	20	C	ROME	25	17	C	S
NANTES	21	9	S	CAIRO	27	23	P	SINGAPOUR	32	26	C	S
NICE	25	18	N	DENVER	37	27	S	STOCKHOLM	14	7	N	S
PARIS-MONTY	19	9	S	DELHI	30	20	S	STREIB	28	15	C	S
PAU	26	7	S	GENÈVE	20	6	S	SYDNEY	24	15	C	S
PERPIGNAN	31	12	S	HONGKONG	30	26	A	TOKYO	25	26	S	S
RENNES	20	6	B	ISTANBUL	26	18	S	TURIN	31	20	S	S
STRASBOURG	20	5	S	JERUSALEM	28	18	S	VARSOVIE	15	9	N	N
				LISBONNE	31	17	S	VIENNE	23	15	N	S
				LONGRAND	20	7	S	VIENNE	23	15	N	S

\* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.  
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés en Journal officiel du vendredi 5 septembre :

### DES ARRÊTÉS

• Du 26 août 1986 relatif au montant maximum des travaux d'amélioration de l'habitat et de la vie quotidienne.

• Du 1<sup>er</sup> août 1986 relatif à divers procédés de chasse, de destruction des animaux nuisibles et à la reprise du gibier vivant dans un but de repeuplement.

### DES DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

• N° 86-213 DC du 3 septembre 1986 (lutte contre le terrorisme) ;  
• N° 86-214 DC du 3 septembre 1986 (application des peines) ;  
• N° 86-215 DC du 3 septembre 1986 (lutte contre la criminalité et la délinquance) ;  
• N° 86-216 DC du 3 septembre 1986 (entrée et séjour des étrangers en France).

## EN BREF

• **CHASSE :** précision. — L'ouverture générale de la chasse aura lieu, dans le département de l'Oise, le 28 septembre et non le 5 octobre comme il avait été indiqué précédemment (Le Monde du 4 septembre).

• **EXPOSITION :** la Seine et le Danube. — Jusqu'au 14 septembre, la tour Eiffel accueille l'exposition Regards sur le Hongrie. Les visiteurs peuvent admirer la copie des insignes royaux (couronne, sceptre et globe) des objets et costumes du folklore hongrois, etc. Des panneaux retraient l'histoire de la restauration de la gare de l'ouest à Budapest par l'ingénieur Gustave Eiffel. Tous les soirs, deux films réalisés par les plus célèbres metteurs en scène hongrois sont projetés. Entrée gratuite.

## WEEK-END D'UN CHINEUR

Dimanche 7 septembre  
Château de Champ-de-Bataille, 27110 Le Neubourg, à 16 heures : vente sur le thème de la chasse.

### FOIRES ET SALONS

Gonville (60) (dimanche seulement), Lectorie (32), Parly II, Paris (village Saint-Paul), Saint-Tropez, Villefranche-de-Rouergue et Villeneuve-Rois-Avignon.

Les mots croisés  
dans « Le Monde sans visa »  
page 16

# Médecine

Un congrès international à Paris

## Pour un dépistage systématique du cancer du sein

Le quatrième congrès international de sénologie et de pathologie mammaire vient de réunir à Paris plus de mille trois cents médecins spécialistes des maladies du sein. Au centre des débats : le cancer du sein, une maladie dont la fréquence va en augmentant et qui, en France, est responsable de près de dix mille décès chaque année. Au-delà des acquis et des espoirs thérapeutiques, une évidence s'impose : il faut organiser dès aujourd'hui un dépistage systématique de cette tumeur par radiographie.

L'équation est en ne peut plus simple : plus le cancer du sein est dépisté précocement, plus les chances de guérison de la femme sont élevées et moins les gestes thérapeutiques seront mutilants. L'objectif essentiel consiste donc à tout mettre en œuvre pour que la tumeur soit dépistée au stade le plus précoce de son évolution. Sur ce thème, plusieurs campagnes d'information ont été lancées ces dernières années, visant en particulier les mérites de l'auto-palpation des seins. C'est à la femme, disait-on en substance, de s'examiner régulièrement et d'apprendre à découvrir chez elle l'existence d'une tumeur mammaire. Bien que simple et fort utile, ce geste de surveillance n'est pas, en pratique, d'une réelle efficacité. La

majorité des femmes ne le pratiquent pas. Il n'est en effet ni gratifiant ni véritablement rassurant de surveiller chez soi l'apparition d'un hypothétique cancer. Cet auto-examen peut également être chez certaines femmes à l'origine d'investigations médicales injustifiées.

Un autre examen permet aujourd'hui d'envisager raisonnablement le dépistage systématique précoce de cette tumeur. Longtemps considérée comme potentiellement dangereuse, compte tenu des doses de rayonnement utilisées, la radiographie de sein (ou mammographie) permet en effet de dépister les tumeurs malignes à un stade très précoce de leur développement, souvent même avant qu'elles ne soient cliniquement perceptibles. L'utilisation répétée de cet examen est aujourd'hui possible, compte tenu des progrès techniques accomplis et des doses très minimes de radioactivité utilisées (vingt-cinq à trente fois inférieures à celles d'il y a quinze ans).

C'est le docteur Lazlo Tabar (département de mammographie, hôpital central de Sahlgrenska, à Göteborg), le premier, à avoir proposé de manière indiscutable la preuve des bénéfices dus à ce dépistage systématique. Ses conclusions ont été publiées l'an dernier dans l'hebdomadaire britannique *The Lancet*, à partir d'une étude comparative menée auprès de cent soixante mille femmes âgées de quarante ans et plus. Il est ainsi apparu que la surveillance radiographique (un examen en moyenne tous les deux ans) permet de réduire de 30 % la mortalité féminine due à ce cancer. A ce gain important en vies humaines, il faut ajouter d'importantes économies financières. On sait, par exemple, qu'en France la prise en charge thérapeutique d'un cancer du sein à son début coûte environ 20 000 francs, alors que son traitement à un stade avancé revient au total à près d'un million de francs.

« Nous avons assez de preuves », explique à Paris le docteur Tabar, « pour que notre étude comparative n'ait pas à être répétée. Il faut donc maintenant mettre ce dépistage en place en sachant toutefois qu'il demande toute une organisation de médecins bien entraînés à la mammographie et, surtout, des femmes bien informées. »

### Des moyens insuffisants

L'une des clés du succès de l'étude suédoise tient en effet à l'extrême banalité de la collaboration des femmes concernées (plus de 90 %). Une telle adhésion à un dépistage systématique est-elle envisageable en France où dix-neuf millions de femmes sont directement intéressées ? Les spécialistes français insistent en outre pour dire que l'infrastructure médicale nationale n'est pas actuellement capable d'assurer un tel dépistage systématique. « En se basant sur un examen tous les deux ans », a expliqué le professeur Maurice Tubiana, directeur de l'Institut Gustave-Roussy de Villejuif, « cela fera sept à huit millions de mammographies annuelles à faire et à interpréter. Nous n'en avons pas les moyens. » M<sup>me</sup> Michèle Barzach, ministre déléguée à la santé, a d'autre part indiqué lors du congrès que, si elle entendait bien lancer prochainement une campagne de dépistage et de diagnostic des cancers féminins, celle-ci « ne

passerait pas forcément par la multiplication des examens mais par la sensibilisation de la population féminine... »

« S'il est effectivement inimaginable de lancer d'emblée un dépistage systématique national, pourquoi ne pas lancer en France dès maintenant des expériences régionales comme le font actuellement de nombreux pays », interroge le professeur Jacques Lansac (CHU de Tours) qui, avec le professeur Alain Brémont (hôpital Edouard-Herriot de Lyon) milite pour le développement de ce dépistage (1). « Après les expériences suédoises, il reste plusieurs points à préciser concernant notamment la fréquence des mammographies entre quarante et cinquante ans, ou la place qui doit être réservée à l'examen clinique par le médecin. De toute manière, compte tenu de l'angoisse de nombreuses femmes vis-à-vis du cancer du sein, ces mammographies seront faites et remboursées par la sécurité sociale. Mais elles le seront dans le désordre, et sans qu'une exploitation médicale et scientifique puisse en être faite. Pourquoi ne pas exposer au plus vite les secteurs public et privé dans des structures de dépistage les moins onéreuses possible ? »

Un projet séduisant, mais qui se heurte encore au scepticisme de beaucoup. Un projet auquel ne s'opposerait pas le principal fabricant français d'appareils de radiologie, la Thomson-CGR, qui occupe une position dominante à l'échelle internationale sur le marché de la mammographie.

JEAN-YVES NAU.

## Le minoxidil sera commercialisé au Canada pour la repousse des cheveux

Les autorités canadiennes viennent d'autoriser la commercialisation du minoxidil sous forme de solution destinée à faciliter la repousse des cheveux (1). Le produit prendra, sous cette indication, le nom de Rogaine. Il s'agit, on le sait, d'un antihypertenseur dont les usagers s'étaient aperçus qu'il stimulait la pousse des poils. Depuis 1983, une expérimentation clinique a été entreprise dans de nombreux pays — dont la France — et les dirigeants de la firme Upjohn qui le fabrique font état de 76 % de résultats favorables chez les hommes.

L'autorisation canadienne stipule que la solution anticalvitie ne peut être vendue que sous prescription et administrée sous surveillance médicale. Des effets secondaires éventuels risquent d'assombrir les résultats obtenus, si l'usage du Rogaine-minoxidil se faisait inconsidérément.

La mise sur le marché devrait être autorisée dans deux ou trois mois aux États-Unis.

Dr. E.-L.

(1) Le Monde du 9 octobre 1985.

## JUSTICE

### Deux juges pour un innocent

Patrick Deguin, jeune lycéen, n'était pas l'auteur du vol du sac à main qui lui a valu, le 16 mars dernier, d'être brutalement interpellé par la police et conduit au commissariat de la rue de Cherenton (douzième arrondissement) où il aurait été frappé à plusieurs reprises (Le Monde du 28 mars).

La concertation entre deux juges d'instruction chargés d'affaires similaires a permis de découvrir le véritable coupable : un carrossier de dix-neuf ans, Denis Porta, arrêté le 23 mars, a reconnu le vol, permit une vingtaine d'autres agressions de femmes seules. Avant de se débarrasser du sac, Denis Porta avait pris l'argent qu'il contenait et un carnet de chèques dont il utilisa plusieurs formules. Inculpé de vol avec violence et de falsification de chèques, le jeune homme avait été écroué le 25 mars par M. Jean-Claude Vuillemin, juge d'instruction.

Parallèlement, un autre juge, M. Philippe Desnain, inculpait Patrick Deguin de vol avec violence au vu des procès-verbaux dans lesquels la victime reconnaissait son agresseur à son échappée blanche, alors que les policiers précisaient avoir saisi sur la jeune lycéenne, d'origine algérienne, 200 francs correspondant à la somme dérobée dans le sac.

Les deux instructions seraient pu continuer à se développer séparément si certains détails n'avaient conduit les juges à confronter leurs dossiers. Un non-lieu pourra donc intervenir prochainement en faveur de Patrick Deguin, qui a été constitué partie civile, dès le 18 mars, par l'intermédiaire de son avocat, M. Yves Jouffé, en déposant plaintes comme X... pour coups et blessures volontaires par des agents de la force publique.

MAURICE PEYROT.

Le bonheur

Parlez donc JAPONAIS



# Le Monde SPORTS

Les Internationaux de Flushing-Meadow

## Steffi dans la classe des grandes

Les deux reines du tennis, Navratilova et Evert Lloyd ne sont pas près d'abdiquer. Pourtant, quelques jeunes joueuses rêvent de renverser ces deux despotas. Révolution en statu quo ? Vendredi 5 septembre en demi-finale des Internationaux des Etats-Unis, Navratilova devait affronter Graf, et Evert-Lloyd rencontrer Sukova.

NEW-YORK  
de notre envoyé spécial

Flushing-Meadow, décor des Tardes ? A l'instar du héros de Dino Buzzati, le chroniqueur du tournoi féminin des Internationaux des Etats-Unis se demande chaque matin s'il n'a pas la berlue, s'il a bien vu quelques espoirs poindre à l'horizon des courts. Celle-ci, avec son beau jeu de jambes, ou bien celle-là avec son grand coup droit se prépare-t-elle, à travers un océan d'ennui, à renverser le bastion Navratilova-Evert ?

L'occasion était belle, unique, pour briller, puisque ces Internationaux sont les centénaires disputés par les femmes. Une occasion encore manquée par Hana Mandlikova ! Mais, cette fois, on ne saurait lui en tenir rigueur. Elle souffrait d'une cheville, la chère Hana. Elle avait même pensé ne pas défendre son titre. Et Wendy Turnbull le savait bien qui est sa partenaire de double attitrée. L'Australienne, qui avait fait le même coup à Pam Shriver en 1984, ne profita sans vergogne. Mais sans grand profit. Car, à maintenant trente-quatre ans, elle a son avenir derrière elle. Du haut de ses vingt et un printemps, Helena Sukova s'est chargée de lui rappeler. La Tchèque slovaque ne déplace toujours pas son centre de gravité, vingt-huit ans avec l'aisance d'une ballerine, mais elle bouge, beaucoup

mieux et elle est plus combative. Cela lui permettra-t-il d'interrompre une série de quatorze défaites consécutives face à Chris Evert Lloyd ? Rien n'est moins sûr. L'Américaine, qui fêtera bientôt son trentième anniversaire, pourrait vouloir faire son dernier coup d'éclat, c'est-à-dire gagner un septième Open américain et un dix-neuvième titre de grand chelem avant d'annoncer sa retraite.

« Elle marche  
comme une championne »

Pour sa part, Navratilova ne joue pas très bien. Pas aussi bien que d'habitude en tout cas. La championne du monde n'a pas l'aisance souveraine qui était la sienne ces derniers mois. Voilà peut-être la grande chance de Steffi Graf.

« Elle marche comme une championne », s'est exclamé Hank Harris, l'entraîneur de Pam Shriver. « Elle parle aussi comme une championne : « Je suis jeune. La pression n'est pas pour moi. » Dans le jargon tennistique, cela signifie qu'elle n'a pas peur de mal faire et de décevoir. A dix-sept ans, elle était déjà classée troisième mondiale. « Elle n'a pas encore notre expérience des grands rendez-vous. Cela lui fera défaut lors de matches importants », ont dit avec plus ou moins de perfidie Navratilova et Evert Lloyd. Mais cela n'a pas empêché la jeune Allemande de les battre toutes les deux cette année. Et, comme l'an passé, elle se retrouve bien en demi-finale des Internationaux américains. Sans avoir musardé en chemin. A l'exception de la jeune Italienne Raffaella Refil qui l'a retenue trois sets sur le court, elle a renvoyé ses rivaux au vestiaire en un temps record. Grâce à un coup droit qui est l'un des plus puissants jamais délivrés par une

jeune femme, elle sait, en effet, apprécier les échanges, alors que des Sabatini, Fernandez et Malvea en sont totalement incapables.

Le père de Steffi Peter, qui dirige l'école de tennis de Brühl, à quelques kilomètres de la résidence familiale des Becker, s'est appliqué à lui donner une telle arme depuis qu'il lui a mis une raquette dans les mains à quatre ans. « Je lui ai appris à ne pas penser au tennis en termes de rallye : vingt-cinq ou trente échanges ne sont pas nécessaires pour faire un point. C'est le problème de beaucoup trop de jeunes filles qui, avec ce jeu, sont

obligées de rester deux heures et demie sur le court. A force, elles sont épuisées. »

Le destin de Tracy Austin et Andrea Jaeger, ces deux jeunes Américaines prématurément usées physiquement et psychologiquement, devrait ainsi être épargné à l'Allemande. Le plus grand danger qui la menace est la popularité. Un peu déçu par Boris Becker qui s'est exilé sur le rocher des Grimaldi pour fuir le fief fédéral, les Allemands la considèrent déjà comme leur madone des courts.

ALAIN GIRAUDO.

## Le fakir slovaque

NEW-YORK  
de notre envoyé spécial

Il fallait s'y attendre ! Avec son air de ne pas y toucher, Miloslav Mešic a battu, jeudi 4 septembre, Joachim Nystrom, après avoir éliminé Mats Wilander au tour précédent. Pour quelqu'un qui prétend avoir le mal du pays et être impatient de rejoindre le gîte dans la Moldavie, il n'est pas trop pressé de reprendre l'avion pour Prague.

Tel le fakir qui hypnotise le serpent avec la filte pour éviter la pique mortelle, le Slovaque a endormi tranquillement le Suédois comme une dizaine de ses congénères auparavant. Nystrom a eu des balles de bras sur presque tous les jeux de service de Mešic. Pourtant il n'a pu arracher que le troisième set, incapable qu'il fut de retrouver la bonne cadence après deux interruptions dues à la pluie.

Pendant que les Américains constataient avec stupeur que

les demi-finales de l'Open — cela s'était produit en 1985, 1981 et 1986 — compteraient seulement deux Européens, un troisième Tchèque slovaque tentait de se glisser dans ce dernier carré : Milen Stojanovic.

Son élan éternel, qui constitue son unique moyen d'expression, lui avait permis de battre Boris Becker à Boca-West au début de l'année. Mais le double champion de Wimbledon, qu'il retrouvait jeudi soir, avait fait savoir qu'il n'aimait pas perdre deux fois de suite contre le même adversaire. Stojanovic a pu vérifier que l'Allemand ne parlait pas la langue. Le protégé de Tilden s'est qualifié pour une demi-finale contre Mešic avec une extrême facilité en réalisant, de surcroît, une bonne opération : cette victoire lui assure la deuxième place mondiale, rang qu'aucun joueur de son âge n'avait atteint avant lui.

A. G.



Le Racing à l'issue de sa victoire contre Lens le 29 août dernier : resserrent les rangs.

## FOOTBALL

### La dérive des « Pingouins »

Racing-Monaco, le 3 septembre. Le Parc des Princes aux trois quarts vide lutte contre l'endormissement général à coups de sifflets. Sur la pelouse, vingt-deux virtuoses massacent le football. Pour les deux équipes, l'ambition se résume à ne pas perdre. Car les deux équipes, qui revendiquaient les sommets, patangent au fond du gouffre. Racing-Monaco aurait dû être un match de gala, ce fut une lugubre veillée, peuplée de fantômes.

Le spectre de cinq défaites consécutives en cours des six premiers matchs continuait visiblement à hanter les esprits des Racingmen malgré l'heureuse victoire arrachée à Lens le 29 août. Les bonnes résolutions prises en termes d'une semaine de crise signée n'ont eu que peu de résonances sur le terrain. Jeu latéral, statique, sans inspiration ni pénétration. Jeu sans âme. Jeu d'états d'âme.

La nécessaire reprise en main, après la semaine précédente, par Jean-Luc Lagarrière, n'a pas été suffisante. En fin de compte, le football en tant que tel, le président tout-puissant du Racing-Monaco avait en la clairvoyance de ne pas sacrifier Sylvester Takac, l'entraîneur yougoslave du club parisien, au nom du sempiternel « choc psychologique », qui, selon les termes du communiqué officiel, « ne constitue pas la solution d'aujourd'hui ».

Le texte rédigé après ma réflexion de la main du président était en fait un mea culpa collectif, diagnostiquant des lacunes « chez les joueurs, dans l'encadrement technique, dans l'organisation d'ensemble et chez les dirigeants ». Outre une redistribution des tâches

au sein de l'état-major, la suppression des primes de match (jusqu'à ce que le club soit dans les six premiers), l'appel au public (avec un prix de place de 19 francs) et l'exhortation à plus de solidarité entre les joueurs, le plan de redressement du Racing-Monaco comprend une énorme épée de Damoclès : « Une redescende en deuxième division mettrait un point final à l'association entre le Racing et Monaco ». Autrement dit, la seconde mort du Racing est programmée.

D'abandon et de combativité, les « Pingouins » du RCP n'en ont pas manqué contre Monaco. En vain. La route du redressement sera longue car l'équipe souffre d'un mal originel. Le recrutement, sur lequel on s'extasiait, a été mal fait. Les Ciel et Blanc n'ont pas de numéro 10 capable d'inspirer le jeu. Ruben Umpierrez, ancien Racingman, n'en a pas l'toffe. Ils n'ont pas non plus d'avant-centre après s'être débarrassés d'Eugène Kabongo. Enzo Francescoli tient, à contre-emploi, un rôle muet à la pointe de l'attaque. Le Racing a marqué que cinq buts depuis le début du championnat, dont trois « offerts » par les défenses adverses (Nancy, Lens, Monaco). Quant au secteur défensif, déstabilisé par l'indisponibilité de Maxime Bossis, il est apparu bien fébrile.

L'Europe auxquels les « milliardaires » du RCP rêvaient avant même d'avoir donné le premier coup de pied dans le ballon est loin. Il leur reste, jusqu'au 5 juin 1987, à purger une longue peine de travaux forcés pour ne pas perdre totalement les illusions dont ils se sont bercés avant l'épreuve.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

## SPELEOLOGIE

### Le bonheur sous terre

Pour le centenaire de la speleologie française, qui sera célébrée dans les Cevennes en 1988, les amateurs d'exploration souterraine disposeront d'une « Maison internationale de la speleologie ». Mais elle sera établie à La Chapelle-en-Vercors (Drôme), devenue en moins de dix ans la capitale française de ce sport, que beaucoup considèrent

encore comme une science, voire un art — pour les photographes et cinéastes, — et qui reste pour tous une passion. Les travaux de cette maison, appelée à remplacer l'actuelle maison du parc et le Centre national de speleologie de Saint-Martin-en-Vercors, commenceront au printemps prochain. Elle devrait ouvrir en novembre 1987.

La Chapelle-en-Vercors, cette année, a dû recevoir le neuvième Festival international du film de speleologie dans son cadre habituel : une maison du parc, comble pour l'état-major, une tente en guise de restaurant et l'ancienne scierie transformée en salle de projection pour le public. Les speleologues, bien sûr, s'accommodent de l'inconfort. C'est pratiquement leur métier. Et s'ils acceptent de se retrouver chaque année dans le Vercors pour un grand rendez-vous avec le public, ils continuent pour le plupart à refuser les facilités des loisirs de masse et surtout du sport commercialisé. « Nous ne voulons pas de compétition », a répété Gérard Duclaux, le président de la Fédération française de speleologie. Que les cinéastes qui tournent dans les grottes ou accompagnent des expéditions cherchent des sponsors, c'est aujourd'hui la loi du genre si l'on veut produire de la pellicule. Mais on ne suivra pas les traces de ces escaladeurs à la chaîne qui gravissent des sommets sous les caméras de la télévision pour se faire de la publicité.

C'est là du moins le discours officiel. En pratique, c'est aussi largement vrai, car on rencontre dans le milieu « speleo » une majorité de « mordu » qui ne sont guère enclins à partager leurs expériences, ni même leurs découvertes. Le spécialiste des chauves-souris ne veut pas que son « élevage » soit dérangé. Le photographe de stalactites fustige redoute que des malappris viennent briser ses délicates conceptions. Enfin, le speleo purement sportif ne

tient pas à ce que ses « trous » soient envahis. Il veut bien ouvrir un passage récréatif à l'exploit, mais il rechignera aussitôt l'étrémité pour éviter l'affluence et contraindre chaque visiteur aux contorsions et répétitions indispensables pour qui veut mériter le titre de speleo.

Petits secrets de fabrication

Même une vedette comme l'Allemand Jochen Hascumayer, champion toutes catégories de la plongée « longue durée », préfère ne pas révéler ses secrets de fabrication. Il veut bien participer à une émission de télévision pour faire état de ses découvertes, comme celle du grand lac souterrain visité dans le Jura souabe au terme d'une plongée horizontale de trois heures, après 1 250 mètres de boyaux et vingt-six siphons, mais il poursuit ses explorations seul. D'abord parce que, techniquement, il est plus prudent de franchir seul un siphon (sinon, la vase remonte et rend l'eau aussi opaque que du café au lait pour le plongeur suivant). Ensuite parce que, comme tout speleo, Jochen préfère mettre son matériel au point lui-même (notamment une étonnante batterie de quatre bouteilles qui, sur son dos, mesure un mètre de large ; les astronautes, en comparaison, sont libres comme des papillons !).

Il en va de même pour un speleo de base comme Robert Lavoignat, un conducteur de trains de quarante ans qui passe ses loisirs au Spéléo Club de Dijon. Il s'est lui aussi pris au jeu de la plongée subaquatique,

car « dans une grotte, on est toujours arrêté par un siphon ». Il s'efforce même de mettre au point un caisson de secours pour le franchissement des siphons par les speleos blessés. Et il filme sous terre, ou sous l'eau, mais toujours pour son plaisir, pour le public. « Si je ne m'amuse plus, je m'arrête », dit-il.

Certains, néanmoins, ont franchi le pas de la médiatisation. C'est le cas notamment d'Alain Baptizet, ancien explorateur des grottes de la Haute-Saône natale devenu cinéaste (vingt et un films speleologiques à son actif) et même conférencier dans le circuit de Connaissance du monde.

Beaucoup, aujourd'hui, se démentent pour faire des « premières », ce qui se fait à Fontaine-de-Vaucluse, en Gascogne, ou à Bénévent. Et ils se démentent ensuite pour le faire savoir. La speleologie n'incite peut-être pas d'emblée à la compétition, mais elle pousse les meilleurs à se dépasser, à atteindre en même temps les limites de leurs forces et d'une cavité.

Dans le Vercors, les jeunes speleos qui passent leur été à conduire des groupes en sous-sol rêvent entre eux de concours de vitesse. « Pour moi, la speleo c'est d'abord une aventure », avoue Daniel Domingue, Valentin de vingt-deux ans qui se livre à la plus active classique du montagnard drômois : ski (y compris sur herbe), escalade et speleo.

Pour les jeunes comme lui, la descente dans une grotte est avant tout un exercice de maîtrise de son corps : il faut en même temps aller vite et bien mesurer chaque geste pour aller le plus loin possible en conservant la force de remonter. A ce stade, les concrétions deviennent seulement un plus : le plaisir des yeux s'ajoute à la satisfaction de contrôler chaque muscle de son corps. Qui disait que tout speleo, trouvant son plaisir à se vautrer dans la boue et à patager dans l'eau froide, est toujours un tantinet masochiste ?

ROGER CANIS.

## LES HEURES DU STADE

### Automobilisme

Championnat du monde des rallyes. Rallye des mille lacs. Jusqu'à dimanche 7 septembre en Finlande. (A2, vendredi 5 et samedi 6, à 15 h 50 et 14 h 30, TF1, dimanche 7, à partir de 14 h 20).

Championnat du monde de formule 1. Grand Prix d'Italie. Dimanche 7, à Monza. (TF1, dimanche 7 septembre, à 14 h 20 (direct)).

### Athlétisme

Mémorial Van Damme. Vendredi 5 septembre, à Bruxelles. (A2, samedi 6, à partir de 14 h 30 « Les Jeux du stade »). Finale du Grand Prix Mobil. Mercredi 10, à Rome.

### Boxe

Championnat du monde poids lourds à Las Vegas (E-U). Michel Spinks-Steffen. Targeted. En direct lundi 8 septembre, à 22 h 35, sur la 5.

### Cyclisme

Championnat du monde. Jusqu'à dimanche 7 septembre, à Colorado Springs. (A2, tous les jours à partir de 15 h 45, samedi 6, à 23 heures (direct), TF1, samedi 6, à minuit).

### Football

Championnat d'Europe des nations. Islande-France, mercredi 10 septembre, à Reykjavik. (TF1, en direct à partir de 19 h 55).

### Parachutisme

Championnats du monde. Jusqu'au 12 septembre : épreuves de précision d'atterrissage et de vol individuel, sur l'aérodrome de Turkusku, près d'Ankara (Turquie).

### Tennis

Internationaux des Etats-Unis. Vendredi 5 septembre, en direct sur la « 5 » à partir de 17 heures. Demi-finale dames Sukova-Evert-Lloyd. Finale double messieurs Gomez-Zivjovic contre Nystrom-Wilander. A partir de 23 h 20, demi-finale dames Navratilova-Graf.

### Voile

Multifigaro. Une quinzaine de multicoques de Brest à La Rochelle, en passant par les côtes anglaises, jusqu'au dimanche 14 septembre.

**天 理**

**Parlez donc JAPONAIS !**

COURS DE JAPONAIS DE TENRI

9, RUE VICTOR-CONSIDÉRANT, 75014 PARIS

سكز من الامم







## REPÈRES

## Investissements

## La France à la traîne selon la Banque de France

Dans son dernier bulletin trimestriel, la Banque de France s'inquiète du retard observé, en France, pour la reprise des investissements, par rapport aux évolutions enregistrées à l'étranger. Certes, la Banque constate une reprise sensible de l'investissement des entreprises au premier trimestre 1986 (+ 3,1 %, selon la commission des comptes nationaux), mais elle remarque que ce chiffre doit être interprété avec prudence. Malgré une conjoncture qui « n'a guère été aussi favorable depuis longtemps », les entreprises françaises ne se sont encore pas réveillées et à un arbitrage franc en faveur de la formation de capital productif, note la Banque, qui souligne l'urgence d'une modernisation de notre appareil productif.

## Urbanisme et construction

## Plus de vingt propositions de simplification administrative présentées au gouvernement

La Commission nationale de dérogation de l'urbanisme et de la construction, créée par le gouvernement de M. Fabius au mars 1985, vient de faire publiquement le point de son action. « L'aboutissement de ses travaux, selon le mot de son président, M. Jacques Demon, ancien président de la Fédération nationale du

bâtiment, est favorisé par la doctrine libérale du gouvernement né des élections du 16 mars. » Plus de vingt propositions de simplification administrative ont ainsi été présentées au gouvernement : elles ont trait aussi bien à l'offre foncière qu'aux lotissements, aux prêts, aux assurances, aux marchés...

De plus, la Commission a été chargée par M. Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, de s'intéresser à l'urbanisme et aux règles financières qui régissent la construction. L'objectif est de remédier à la rareté des terrains à bâtir et, en matière de financement, d'assouplir ces règles, qui entravent le développement des sociétés de construction, tout en permettant à l'épargne privée d'apporter un concours accru à la réalisation d'ouvrages de génie civil et de logements.

## Paiements courants

## Excédent de plus d'un milliard de dollars en Espagne

La baisse de la note pétrolière a permis à l'Espagne d'enregistrer un excédent de sa balance des comptes courants de 1,014 milliard de dollars en juillet, contre 301 millions en juin, annonce la Banque centrale. Le solde du commerce extérieur est, en revanche, resté déficitaire à 408 millions de dollars, une amélioration par rapport au déficit de 694 millions enregistré en juillet 1985. Quant aux investissements étrangers en Espagne, ils se sont élevés à 2,93 milliards de dollars durant les sept premiers mois de l'année, contre 1,245 milliard durant la période correspondante de 1985.

## SOCIAL

## La réorganisation de l'assurance-maladie

## Le gouvernement veut restreindre les possibilités de remboursement à 100 %

Le gouvernement précise actuellement ses projets de réorganisation de l'assurance-maladie dans un sens plutôt plus rigoureux. Même si l'on se défend de vouloir faire un plan d'économie, l'objectif est bien, indique M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la Sécurité sociale, de ramener l'augmentation annuelle des dépenses (7 % environ aujourd'hui) à un taux d'environ 3 % en francs constants, compatible avec la croissance économique actuelle.

La pièce essentielle des projets demeure la limitation des cas de remboursements à 100 %, notamment pour la médecine de ville. En ce qui concerne les maladies « longues et coûteuses » prises en charge en totalité lorsque la dépense revient normalement à l'assuré dépasse 80 F par mois sur six mois (baptisées « vingt-sixième maladie »), le gouvernement attend pour la mi-octobre les propositions de la Caisse nationale d'assurance-maladie des salariés. Parallèlement, il compte réviser la liste des maladies (vingt-cinq) qui donnent droit automatiquement à un remboursement à 100 %. Celle-ci pourrait être allongée pour reprendre une partie des cas actuellement couverts par la « vingt-sixième maladie », mais les maladies couvertes seraient mieux circonscrites : des propositions ont été faites en ce sens par le Haut Comité médical de la Sécurité sociale — et la suppression du ticket modérateur s'appliquerait uniquement

aux traitements concernant l'affection qui l'a motivée. On réduirait aussi les possibilités d'exonération dont bénéficient certaines catégories d'assurés (notamment les titulaires de certaines pensions d'invalidité).

Cinq millions de personnes bénéficient de remboursements à 100 % à un titre ou à un autre, pour une durée variable. Le gouvernement souhaite non seulement diminuer le nombre d'actes remboursés (actuellement d'environ 300 000 par an), mais aussi, si possible, rogner le stock. Toutefois, les droits acquis seraient sauvegardés : par exemple, l'exonération serait maintenue jusqu'à la fin de la durée prévue.

La deuxième pièce du dispositif reste le relèvement du forfait hospitalier annoncé par le ministre des affaires sociales. Destinée à représenter une participation aux dépenses d'hébergement à l'hôpital (d'un appelation aussi de « forfait hospitalier »), il s'élève actuellement à 23 F. Le gouvernement souhaite en rapprocher le montant du coût réel de l'hébergement (75 F à 150 F par jour). Reste à trouver un chiffre acceptable : 50 F par jour, vingt jours d'hospitalisation représenteraient une somme non négligeable.

D'autre part, on envisage de relever de façon plus importante le forfait dans certains cas, notamment pour les établissements de long séjour ou les hôpitaux psychiatriques, afin de dissuader certaines hospitalisations abusives comme celles de personnes âgées atteintes parfois de légers troubles psychologiques.

Pour mieux contrôler, de façon générale, l'évolution des dépenses

hospitalières, on souhaite accentuer le redéploiement des moyens non seulement à l'intérieur des établissements publics mais entre établissements. M. Zeller voudrait que dans chaque région 0,8 % de l'enveloppe accordée aux hôpitaux — ce chiffre correspond aux moyens, notamment aux emplois, qu'un hôpital a l'autre — soit affecté à ce redéploiement ; cela pourrait représenter à peu près la moitié du relèvement accordé en 1987 pour les budgets hospitaliers.

## Les médicaments de confort

Autre remise en ordre prévue : celle des deux mille médicaments dits de confort actuellement remboursés à 40 % au lieu du taux normal de 70 %. Une partie serait ramenée à 70 % : ceux dont le déclassement l'an dernier avait été contesté par la commission de la transparence (chargée de donner un avis sur les tarifs de remboursement des médicaments). Pour d'autres, au contraire, le remboursement serait purement et simplement supprimé.

Pour compenser la réduction des remboursements à 100 %, M. Zeller voudrait établir un « filer de sécurité », notamment pour les personnes âgées souvent dépourvues de couverture complémentaire, en fixant un plafond des dépenses pouvant être laissées à la charge des assurés, plafond correspondant à une certaine fraction de leurs revenus mensuels. Le reste serait pris en charge par les caisses d'assurance-maladie sur leurs fonds d'action so-

cial. Le secrétaire d'Etat compte présenter officiellement cette « proposition personnelle » aux caisses nationales.

Les assurés cependant ne seront pas seuls mis à contribution. Le gouvernement attend des caisses et des syndicats médicaux qu'ils trouvent un « système de régulation » pour limiter la croissance des prescriptions médicales et la multiplication de certains actes. Si la liberté des moyens est laissée aux deux parties, il semble clair que la revalorisation de l'acte médical sera liée à cette régulation et pas seulement pour l'année 1986, comme l'avait annoncé M. Chirac. M. Zeller évoque ainsi une mise en application de la « remise conventionnelle » prévue pour les biologistes par la loi de finances pour 1979 en cas d'accroissement important du chiffre d'affaires. Le secrétaire d'Etat veut aussi demander à l'Inspection générale des affaires sociales le soin de répertorier ce qui, dans la réglementation, incite à la multiplication des actes ou des prescriptions.

Les laboratoires pharmaceutiques devraient aussi apporter leur pierre à l'édifice : la libération des prix des médicaments devrait être associée à des mécanismes et à des engagements de régulation des dépenses. Enfin, les caisses elles-mêmes seront mises à contribution : on souhaite qu'elles profitent de l'informatisation pour limiter leurs dépenses de gestion administrative, notamment en réduisant leur personnel (le sureffectif, à terme, étant évalué à dix mille personnes).

GUY HERZLICH.

## ÉTRANGER

## GRANDE-BRETAGNE : le congrès de Brighton

## Les syndicats demandent un « réexamen général » de la politique nucléaire

LONDRES de notre correspondant

Le congrès des trade-unions qui devait s'achever vendredi 5 septembre à Brighton aura bien été celui de l'apaisement. La centrale syndicale unique n'a pas retrouvé un nouvel élan, tant s'en faut, mais elle est au moins parvenue à gouverner les principaux sujets de dissension et elle a évité d'adopter des résolutions susceptibles de gêner le leader du Parti travailliste, M. Neil Kinnock, dans sa tentative de reconquête du pouvoir. Après les tempêtes des deux années précédentes, le calme relatif qui a régné tout au long des travaux de cette semaine passerait presque pour la marque d'un succès, s'il ne traduisait la résignation de nombreux syndicalistes face à la diminution sensible de leur influence. Ce climat a de nouveau prévalu jeudi lors du dernier débat épineux consacré à l'avenir de l'énergie nucléaire en Grande-Bretagne.

A une faible majorité, il est vrai, les délégués ont rejeté une résolution réclamant l'arrêt complet et immédiat du programme nucléaire civil actuel, ainsi que l'abandon à terme de toutes les centrales déjà en fonctionnement. C'est une déception pour M. Arthur Scargill, président du syndicat des mineurs, qui défendait ce texte. L'assemblée a préféré enté-

riener les recommandations prudentes du secrétariat général qui propose un gel temporaire des projets en cours d'étude ou de réalisation afin de permettre un « réexamen général » du programme, notamment au plan de la sécurité. Le rapporteur de la motion a lui-même précisé que celle-ci n'était « ni pour ni contre » l'énergie nucléaire. De cette façon, le TUC décide en quelque sorte de ne rien décider.

## Le soutien à M. Kinnock

Le résultat du vote est d'autant plus réconfortant pour les dirigeants du TUC qu'il était très incertain. Le mouvement antinucléaire en Grande-Bretagne s'est en effet nettement renforcé non seulement depuis la catastrophe de Tchernobyl, mais encore en raison de l'énorme coût d'une série d'incidents inquiétants survenus dans les installations du centre de recherche de Sellafield, au nord-ouest de l'Angleterre. L'issue de ce débat est aussi une bonne nouvelle pour M. Kinnock, compte tenu des profondes divisions existant à ce sujet au sein du Parti travailliste.

Le bilan de l'assemblée du TUC aura été tout à fait positif pour le leader travailliste. Trois semaines

avant l'épreuve toujours redoutable que constitue le congrès annuel du Labour, M. Kinnock espérait que les syndicats s'abstiendraient d'attiser les polémiques, de lui imposer des contraintes, et de dresser des obstacles sur sa route. Il n'aura pas été déçu. Les principales prises de position du TUC ont été conformes à son attente. Malgré de vives controverses, une majorité a finalement accepté le maintien de la consultation de la base à bulletins secrets avant le déclenchement d'une grève, ainsi que le principe de l'instauration d'un salaire minimum garanti.

Surtout le congrès a fait bon accueil à M. Kinnock, mardi, même quand il a souligné sous forme d'avertissement qu'un futur gouvernement travailliste devrait jurer d'une certaine liberté de manœuvre à l'égard des syndicats (Le Monde du 4 septembre). Alors que les congrès du TUC et du Labour seront peut-être les derniers avant les prochaines élections (qui pourraient avoir lieu l'an prochain), M. Kinnock a été épargné. Le TUC lui a évité les assauts de la gauche « dure » qui redoutent sa modération. C'est une étape importante dans la démarche du leader travailliste, qui, plus que jamais, cherche à séduire un électorat britannique de plus en plus centriste.

FRANCIS CORNU.

## Automobile

## Escalade dans la guerre des crédits aux Etats-Unis

WASHINGTON de notre correspondant

Sauf à offrir ses voitures, American Motors Corp. (AMC) n'aurait pas réussi plus spectaculaire coup publicitaire. Le président de la filiale américaine de Renault, M. Joseph Cappy, a, en effet, annoncé, mercredi 3 septembre, qu'il proposait pour cinq semaines un crédit de vingt-quatre mois sur tous ses modèles au taux record de 0,0 %.

On ne peut guère descendre en dessous : l'a-t-on entendu déclarer, tout sourire, sur les écrans de télévision, tandis que les lignes téléphoniques de ses concessionnaires étaient prises d'assaut par de potentiels acheteurs fébriles mais n'arrivant pas à croire qu'un rasail gratuit.

C'est pourtant vrai, mais — sauf pour les consommateurs — la nouvelle est en réalité loin d'être bonne. Financièrement très coûteuse, cette décision a, en effet, été imposée à AMC par la concurrence des trois grands constructeurs américains qui, contrairement à elle, sont bénéficiaires, (AMC a perdu 125 millions de dollars en 1985).

C'est General Motors (GM) qui, la première, a lancé le mouvement il y a exactement une semaine en proposant un taux de 2,9 % sur trente-six mois afin d'écouler des stocks qui s'alourdissaient dangereusement. Ford, puis Chrysler ont alors relevé le gant avec des chiffres comparables.

AMC qui avait, au 1<sup>er</sup> août, cent dix-sept jours de stock contre soixante-dix-neuf à GM, n'avait dès

lors plus guère le choix. D'autant que les ventes de ses Alliance et Encore (les versions américanisées des R9 et R11) ne cessent de s'effondrer. Sur un segment de marché, il est vrai, en perte de vitesse et fortement concurrentiel (une trentaine de marques dont les deux tiers japonaises), elles surestiment une chute de 47 % pour les sept premiers mois de 1986 (par rapport à la même période de 1985).

L'opération crédit gratuit, même coûteuse, a l'avantage de faire remonter l'intérêt pour une marque dont les ventes de Jeep se portaient par ailleurs bien (+ 18 % sur sept mois) et qui attend, pour 1987, l'arrivée de deux nouveaux modèles, la R21 importée et la Premier, une grosse voiture à 100 % américaine.

BERNARD GUETTA.

## ENVIRONNEMENT

## Moins d'inspecteurs en 1987 pour contrôler les industries dangereuses

Les fonctionnaires chargés de surveiller les usines polluantes ou dangereuses seront encore moins nombreux en 1987. Alors que l'on compte environ 500 000 « installations classées » — de la porcherie industrielle à la raffinerie de pétrole, — on ne dispose, cette année, que de 485 fonctionnaires détachés à leur inspection.

Or, sur ce nombre, à peine plus de 400 sont véritablement des hommes de terrain, qu'ils soient inspecteurs d'installations classées à temps plein ou ingénieurs de la direction régionale de l'Industrie et de la recherche assurant des missions d'inspection. Si l'on tient compte des transformateurs à pyralène, considérés maintenant comme installations à risques, on arrive à un total de 600 000 installations classées pour environ 400 inspecteurs, soit une moyenne de 1 500 établissements par fonctionnaire. C'est beaucoup trop pour assurer des contrôles sérieux et réguliers.

Et voici que les discussions budgétaires en cours annoncent une nouvelle diminution du corps des inspecteurs, alors même que les établissements dangereux prolifèrent, y compris aux abords des grandes agglomérations.

Au lieu des 34 postes supplémentaires demandés, les inspecteurs se verront amputer de quelque 7 postes si le projet de budget est approuvé. En outre, ils élargiront désormais au budget du ministère de l'Industrie, comme avant 1982, ce qui représente évidemment un recul, étant donné que l'on confie à des fonctionnaires de l'Industrie le soin de contrôler des industries.

Paradoxalement, l'inspection des installations classées échappe au ministère de l'environnement au moment même où le nouveau ministre, M. Alain Carignon, se voit confier la charge directe des risques technologiques majeurs. Un signe, tout de même, la réduction budgétaire de 1,5 % ne s'appliquera pas aux inspecteurs de la sûreté nucléaire.

R. C.

## Fonction publique

## FO arrête le principe d'une « grève générale »

Trois jours après l'appel de la FEN à une convergence syndicale pour la « défense du service public », FO a subitement élevé le ton dans la fonction publique, envisageant même une grève générale. Dans un communiqué publié le jeudi 4 septembre, l'Union interfédérale des agents de la fonction publique FO « réclame la politique de régression du pouvoir d'achat des fonctionnaires actifs et retraités menée par le gouvernement, laquelle sert de prétexte au patronat pour contenir les légitimes revendications salariales des autres secteurs ». FO dénonce aussi les « suppressions d'emplois », qui « mettent en cause la continuité des services publics ».

Pour l'Union interfédérale, l'intégration des effets de carrière (GVT) dans la masse salariale est une « atteinte au statut général de la fonction publique » et « vide de tout contenu » la politique contractuelle. FO « exige du gouvernement qu'il maintienne en niveau et en

masse le pouvoir d'achat des agents de la fonction publique et qu'il leur donne des conditions de travail leur permettant d'assurer leur mission de service public. Si le gouvernement ne répondait pas rapidement à cette exigence en modifiant radicalement son attitude, il prendrait la lourde responsabilité d'un conflit. L'Union interfédérale Force ouvrière ayant arrêté le principe d'une grève générale ».

De son côté, l'Union des fédérations de fonctionnaires CFDT a proposé aux six autres fédérations des rencontres bilatérales pour examiner éventuellement des « modalités d'action » pour « la défense et l'amélioration des services publics ». Rendez-vous ont déjà été pris avec la CGC, la FEN et la CFTC. Quant aux fédérations CGT du secteur public et nationalisé, qui se sont rencontrées jeudi, elles ont appelé à « une riposte de haut niveau ».

● Taxation des cassettes vierges : recours des professionnels devant le Conseil d'Etat. — Trois organisations professionnelles de matériel audiovisuel grand public n'ont pas attendu qu'elles viennent d'introduire un recours en Conseil d'Etat contre la décision — publiée au Journal officiel du 23 août 1986 — fixant le montant du prélèvement destiné au paiement des droits d'auteur sur les ventes de cassettes vierges, audio et vidéo. Ces trois organisations, le Simaveloc (Syndicat des industries de matériels audiovisuels électroniques), le Sec-

mavi (Syndicat des entreprises de commerce international de matériel audio, vidéo et informatique) et le GSAVAV (Groupement professionnel des supports magnétiques vierges audio et vidéo), estiment que le régime institué « est contraire aux engagements que la France a contractés en signant le traité de Rome ». Les syndicats font d'entre part remarquer que « l'ampleur des taux retenus (1,50 F par heure en audio et 2,25 F en vidéo) sera porter à l'usage une majoration de l'ordre de 30 % audio et de 25 % en vidéo sur le prix hors taxe de la cassette vierge ».

(Publicité)

## CENTRE D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DE LA COMMUNICATION D'ENTREPRISE CESCE

Clôture des inscriptions le 10 septembre pour la session de septembre/février

107, rue de Tolbiac - 75013 PARIS - Tél. : (1) 45-85-99-21

A savourer sans aucune modération.

LA VIGNE &amp; LE VIN

UN HORS SÉRIE SCIENCE VIE

Le Monde

PUBLICITÉ

TOURISME-GASTRONOMIE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4344

سكز من الاجل



## Economie

### Les risques du ralentissement

(Suite de la première page.)

Le désir de consommer, de se rattraper, s'est d'autant plus donné libre cours que la Coupe du monde de football se jouait au Mexique, justifiant des achats exceptionnels de télévisions et de magnétoscopes.

Curieusement, cette relance, qui a duré un an, est passée presque inaperçue. Elle est pourtant comparable à la relance de 1981 et a eu les mêmes effets négatifs sur notre balance commerciale. Les importations auront progressé cette année de 4,7 %, selon les comptes officiels, soit presque trois fois plus vite que les exportations. La seule différence avec 1981 est la baisse des prix pétroliers, qui a effacé — apparemment du moins — l'erreur de manœuvre, ou plutôt ce que celle-ci avait d'excessif.

Toujours est-il que notre appareil de production aura bien peu profité de cette période d'euphorie, si l'on en juge par les chiffres. Ceux-ci sont accablants pour notre industrie, avec une progression de la demande intérieure de produits manufacturés de 2,4 % pour une progression de la production nationale de 0,4 % seulement.

Nous en sommes là, en cette fin d'été, avec des perspectives il est vrai un peu moins favorables : le pouvoir d'achat va progresser moins vite parce que les prix devraient augmenter un peu plus rapidement. Quant aux réductions d'impôts programmées par les socialistes, l'essentiel en est maintenant derrière nous.

On comprend pourquoi la distribution en général, le commerce de détail en particulier, redoutent

les mois à venir. Aux très beaux jours succèdent forcément des jours moins beaux. Mais le simple passage des uns aux autres est une épreuve difficile.

#### L'effet pétrole

N'exagérons rien, pourtant. La consommation des ménages va se ralentir un peu, mais probablement moins que prévu. Nous voyons plusieurs raisons à cela. La première, qu'on oublie trop, est que l'effet pétrole, s'il est en partie derrière nous au niveau des chiffres, est encore largement devant nous dans la réalité. Beaucoup de familles ont rempli à plein bord leur cuve de fuel et l'ont fait en profitant des bas prix de l'été. C'est autant d'économies sur des factures payées chaque

année à l'automne ou durant l'hiver.

Un autre facteur peut soutenir la consommation : la baisse de 3 % des impôts sur le revenu jouera encore pour 2 milliards de francs sur les 6 milliards de francs de réduction, et cela au moment du paiement du dernier tiers provisionnel en fin d'année. Une compensation au relèvement des cotisations vieillesse décidée par M. Séguin.

Quant aux entreprises, les économies réalisées sur les prix de leurs approvisionnements en énergie sont telles (51 milliards de francs cette année) qu'il est difficile de ne pas miser sur un léger regain d'investissements. Mais il est vrai que, de ce côté, les évolutions en cours sont plutôt décevantes (+ 4 % prévus cette année), les firmes continuant de se désendetter en priorité.

La demande de logements semble bien répartie, si l'on en juge par l'optimisme des entrepreneurs du bâtiment. Il y a là un important soutien de la conjoncture en perspective. La demande étrangère va elle aussi beaucoup influencer notre économie.

La baisse absolue des prix qui est attendue cette année, en RFA se conjugue à de fortes hausses de salaires (de l'ordre de 4 %) et à des baisses d'impôts, entraînant une amélioration sans précédent du pouvoir d'achat, qu'on peut estimer comprise entre 5,5 et 6 % (3). Du coup, la consommation des familles allemandes va faire un bond — le mot n'est pas trop fort — passant d'une progression de 1,7 % en 1985 à plus de 4 % cette année et l'année prochaine. Encore le taux d'épargne en RFA aura-t-il fortement augmenté en 1986.

Dans le même temps, les entreprises allemandes, dont beaucoup se portent bien, ont considérablement accru leurs investissements : + 5,4 % en volume l'année dernière, + 10 % prévus cette année, et encore l'année prochaine. Globalement, la demande intérieure progressera cette année de 4 % environ contre 1,4 % en 1985.

Il est facile, dans ces conditions, de comprendre l'agacement des Allemands, auxquels on continue de demander de tirer plus fort pour stimuler la croissance en Europe. Les importations de la RFA devraient croître de quelque 6,5 % en volume cette année et de 7 % environ l'année prochaine. Il serait étonnant que les chefs d'entreprise français, qui écoulent 15 % de leurs exportations outre-Rhin, ne profitent pas de cette formidable aubaine.

#### Demande mondiale plus faible

Reste... le reste du monde. Et c'est bien là que l'analyse de la situation se complique singulièrement, obscurcissant le jugement. Une seule chose est sûre : la demande mondiale adressée à la France a été beaucoup plus faible que prévu pendant le premier semestre de cette année. Une déception qui s'explique surtout par l'attitude des pays non producteurs de pétrole, ces nouveaux pays industrialisés (Corée du Sud, Taiwan, Brésil...), qui ont généralement préféré réduire leur endettement ou même accumuler des excédents de balance des paiements plutôt que d'opter pour une croissance économique plus forte.

Cette défection, si l'on peut dire, a cumulé ses effets avec la chute, attendue celle-là, de la demande des pays de l'OPEP, appauvris par la chute des prix du pétrole.

Il est possible, mais pas certain, qu'une évolution plus favorable se

dessine maintenant. Mais elle ne pourra pas compenser les mauvais résultats de l'année. Aussi peut-on prévoir que, globalement, la demande de produits manufacturés adressée à la France par le reste du monde croîtra sensiblement moins vite cette année qu'il n'avait été prévu il y a six mois : 2,8 % au lieu de 4 %. La déception n'est donc pas mince. Elle est d'autant plus sensible qu'en 1985 la demande mondiale avait progressé de presque 4 %.

#### En toile de fond, les Etats-Unis

Tel est le tableau, avec en toile de fond les Etats-Unis. La dépréciation de la monnaie américaine a été si forte (35 % par rapport au yen en un an, 25 % par rapport au DM) qu'elle produit maintenant des effets spectaculaires qui pèsent durablement sur le commerce mondial. Les exportations du Japon baissent en volume depuis mars dernier, entraînant un fort ralentissement de la croissance économique du pays (2 % prévus). Du coup, les industriels nippons, qui se heurtent à des produits américains beaucoup plus compétitifs, sont en train de déplacer leurs attaques et de les porter en priorité sur l'Europe. La concurrence faite à l'automobile française est déjà plus vive sur le marché allemand.

La compétitivité des prix allemands est, elle aussi, en train de diminuer, entraînant un fort ralentissement des exportations de la RFA : moins de 3 % cette année, un peu plus de 2,5 % prévus l'année prochaine, après une progression de 7,2 % en 1985.

A l'inverse, on peut penser que la croissance des importations américaines va beaucoup se ralentir, revenant à moins de 5 % cette année. L'année 1987 devrait enregistrer de façon magistrale les effets de la dépréciation du dollar, les exportations des Etats-Unis croissant deux fois plus vite que leurs importations, réactivant en même temps la croissance. Un schéma somme toute logique, qui éviterait aux Etats-Unis la récession que certains experts prévoient. Mais un schéma qui implique une vaste redistribution du commerce mondial, l'Europe supportant après les Etats-Unis — et peut-être pour longtemps — le choc des économies asiatiques.

Les industriels français devraient s'y préparer. En investissant beaucoup pendant qu'il en est encore temps.

ALAIN VERNHOLE.

(3) Ce chiffre est donné en termes de revenus disponibles des ménages, comprenant donc les baisses d'impôts. La progression du pouvoir d'achat du salaire est un peu moins forte, mais tout de même importante (plus 4,5 %).

DANS VOTRE BHV

## les fours à micro-ondes

TOUTES LES SOLUTIONS CREDIT SUR TOUT ACHAT DE PLUS DE 2000 F AVEC LA CARTE BHV COFINOGA (après acceptation du dossier). Si vous trouvez moins cher ailleurs dans le mois qui suit votre achat, le BHV vous rembourse la différence à conditions équivalentes.

DU 27 AOÛT AU 20 SEPTEMBRE 1986

31 MODELES DE 1650 F A 5390 F

RIVOLI/PARLY 2/MONTHÉRY/GARGES/FLANDRE/BELLE-ÉPINE/ROSNY 2/CRÉTEIL/RAMBUILLET/VILLENEUVE-LA-GARENNE/PONTAULT-COMBAULT

isth

### SCIENCES PO

FORMATION DE TRANSITION VERS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR  
METHODOLOGIE DE LA DISSERTATION  
MISES A NIVEAU EN LANGUES VIVANTES  
OUVERTURES SUR LE MONDE CONTEMPORAIN (POLITIQUES, ECONOMIQUES ET SOCIALES)  
ENTREE EN AP  
ANNEE COMPLETE OCTOBRE A JUIN  
SESSIONS SEMESTRIELLES - JANVIER/FEV. A JUIN  
SESSION INTENSIVE JUILLET-AOÛT

EDITIONS L'ÉCRIT

48, rue de Provence, 75009 Paris  
diffusé en France et en Belgique

### RECHERCHE MANUSCRITS INÉDITS

pour collections romanesques, poétiques, pratiques  
Adressez-nous votre manuscrit  
Contrat d'édition établi selon l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

DANS VOTRE BHV

## le froid - la congélation

DU 27 AOÛT AU 20 SEPTEMBRE 1986  
TOUTES LES SOLUTIONS CREDIT SUR TOUT ACHAT DE PLUS DE 2000 F AVEC LA CARTE BHV COFINOGA (après acceptation du dossier). Si vous trouvez moins cher ailleurs dans le mois qui suit votre achat, le BHV vous rembourse la différence à conditions équivalentes.

FROID : 105 MODELES DE 1390 F A 6290 F  
CONGÉLATION : 37 MODELES DE 1490 F A 5990 F

RIVOLI/PARLY 2/MONTHÉRY/GARGES/FLANDRE/BELLE-ÉPINE/ROSNY 2/CRÉTEIL/VILLENEUVE-LA-GARENNE/PONTAULT-COMBAULT

600 substances pour définir le bouquet d'un bon cru.

### LA VIGNE & LE VIN

SCIENCE VIE

ATTENTION ! Nombre d'étudiants limités Niveau exigé : baccalauréat

### UN ART UNE CARRIÈRE

TECHNICIEN (NE) DENTAIRE, UN ART

Comprendre la nature, pallier ses déficiences. Maîtriser les techniques de pointe pour préserver la santé et l'esthétique. Un défi chaque jour renouvelé. Une passion.

### UNE CARRIÈRE

Chaque jour un jour de la technique dentaire. Travailler dans un cabinet dentaire, ouvrir et gérer son propre laboratoire, plaquer dans la recherche. L'avenir est large pour les professionnels qualifiés.

### FORMATION

DU NOUVEAU ! Jusqu'à 10 ans pour apprendre à se soigner soi-même et à soigner son prochain. Un apprentissage complet et concret. Un diplôme reconnu.

Et la Première Académie au monde est à Genève

Académie d'Art Dentaire  
1242 Satigny - Genève/Suisse - Tél. : 022 - 53.19.33

A SUPERCO  
OF PAR M  
JUSQU'AU 31 O  
CEPTIONNELS S



## Economie

### L'accord mort-né entre les Chargeurs réunis et la Compagnie générale maritime En arrière toute

Il y a quelques jours, dans l'entourage du secrétaire d'Etat à la mer, M. Ambroise Guellac, on se montrait confiant et optimiste : « Encore des petits détails à régler et l'accord pour la reprise par la CGM compagnie nationale - des activités maritimes des Chargeurs réunis sera entériné ». Ceux qui tenaient ces propos déchaient, et M. Guellac lui-même doit être bien découragé. Le communiqué publié le 4 septembre par lequel il annonce que le gouvernement a décidé de ne pas donner suite au projet négocié entre M. Jérôme Seydoux et M. Claude Abraham, respectivement présidents de Chargeurs SA et de la CGM, avec le bienveillant aval du ministre lui-même, confesse : « Ce projet de regroupement est apparu [au gouvernement] prématuré, même si le principe en semblait

intéressant face à une concurrence internationale accrue ».

En vérité, ce qui était prématuré, c'était l'annonce, le 1<sup>er</sup> août, par M. Guellac et les deux compagnies, de cet accord (1). La hâte avec laquelle il avait été négocié, la manière dont M. Abraham avait laissé dans l'ignorance ses principaux collaborateurs, la précipitation qui avait conduit M. Guellac à annoncer imprudemment une conférence de presse pour l'annuler quelques heures plus tard, avaient troublé les observateurs et inquiété le personnel du groupe public. D'autant que la CGM est engagée dans un plan de redressement draconien pour 700 millions de francs et que le moment était mal choisi, dans ces conditions, pour lui demander de

prendre des risques financiers supplémentaires. Racheter les Chargeurs réunis pour un franc symbolique pouvait en apparence sembler séduisant et opportun, mais en apparence seulement, car cette cession quasi gratuite montrait bien l'état de dégradation des lignes maritimes à reprendre.

Le ministère des finances - qui n'a jamais beaucoup aimé ni la construction navale ni les armements maritimes, archétypes, pour lui, des secteurs dévoreurs de crédits budgétaires - veillait. Après avoir épluché les détails du protocole et avoir comparé l'intérêt stratégique d'un regroupement des forces maritimes françaises sur la desserte des Antilles, de l'Afrique australe et de l'Extrême-Orient avec les conséquences financières qui en résulteraient, la direction du Trésor a convaincu M. Balladur que le pari apparaissait trop risqué. Il a donc été demandé à M. Abraham de renoncer à ses rêves, et à M. Guellac, selon l'expression consacrée, de mettre « en arrière toute ».

Si l'affaire a échoué, c'est sans doute parce qu'elle avait été insuffisamment étudiée, et parce que

M. Seydoux (engagé, par ailleurs, avec le gouvernement dans une partie de bras de fer pour garder le contrôle de la cinquième chaîne de télévision) n'a pas voulu verser au pot plus de 250 millions de francs pour garantir la CGM contre des pertes éventuelles ou de trop lourdes charges d'exploitation des navires qui allaient entrer dans son giron. M. Balladur, enfin, avait bien conscience des sarcasmes qui s'abattent sur l'idée que, d'un côté, le gouvernement prêche la privatisation et, de l'autre, laisserait une entreprise nationale élargir son empire.

Bien décidé à se débarrasser d'un secteur déficitaire qui ne lui cause que des ennuis, M. Seydoux ne tardera pas - si ce n'est déjà fait - à rechercher des « repereurs » pour le tout ou pour partie de son fonds de commerce. Et France, mis à part Delmas Vieilleux, tous les armateurs affligés des bilans fragiles, voire désastreux. En revanche, à l'étranger et d'abord en Europe, les convulsions ne manquent pas.

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) Voir le Monde daté 3-4 août.

### Les réactions

● LA CFDT : un coup de poignard. — Les organisations syndicales de marins et officiers CFDT dénoncent le veto du gouvernement, le qualifiant de « coup bas porté non seulement à la compagnie nationale, mais à l'ensemble de la marine marchande française ». La CFDT estime qu'une synergie réelle existait par la fusion des deux compagnies françaises (...), qui était respectée par les personnels comme un gage d'avenir pour le fonds de commerce et donc pour leurs emplois. La CFDT « condamne ce refus du gouvernement qui, sous couvert de libéralisme avancé, fait preuve d'un étatisme forcené et offre à l'étranger une fausse révérence pour venir concurrencer la CGM. C'est un coup de poignard dans le dos de la compagnie nationale ».

● M. LE PENEC (PS) : variations et volte-face. — Dans une question écrite adressée à M. Guellac, M. Louis Le Penec, ancien ministre de la mer, député (PS) du Finistère, « s'étonne des variations de notre politique maritime et s'interroge sur « les motifs véritables de cette volte-face évasive ».

Il demande à M. Guellac « confirmation officielle du montant des concours publics annoncés pour consolider la situation de la CGM, et, d'autre part, des assurances sur l'avenir du fonds de commerce et de la flotte des Chargeurs réunis pour éviter l'abandon des positions maritimes de cette compagnie d'importance stratégique pour nos échanges extérieurs, notamment sur l'Extrême-Orient ».

### En gage de bonne santé le Crédit lyonnais augmente son dividende de 10 %

« Le Crédit lyonnais se porte bien, ce qui lui permet d'augmenter son dividende de 10 % », a annoncé M. Jean-Maxime Lévêque, président de la banque depuis le 25 juillet dernier, au cours d'une conférence de presse tenue dans un hôtel record. Visiblement soucieux de redorer le blason d'un établissement quelque peu égratigné par les médias (le Monde du 1<sup>er</sup> août 1986), M. Lévêque a, d'entrée, rendu publics des résultats tout à fait brillants pour le premier semestre 1986 : progression de 11 % pour le produit net bancaire (produit des emplois minorés du coût global des ressources) de 24,5 % pour le résultat d'exploitation avant amortissements et provisions, et de 47,9 % pour le résultat avant impôt et participation (710 millions de francs pour la seule société mère). Pour l'année 1986 toute entière, le bénéfice net consolidé pourrait atteindre 1,6 milliard de francs, (contre 1,2 milliard). Ces résultats semestriels s'ajoutent après constitution de provisions d'augmentation de 18 % (3 189 millions de francs), ce qui porte à 30 % contre 22 % au 31 décembre 1985 la part déjà provisionnée des créances sur les pays en voie de développement (risques souverains).

De tels résultats sont dus à la fois à l'augmentation sensible des recettes, surtout celles résultant de commissions, notamment sur placements financiers qui, pour la première fois, ont dépassé 20 % du total, à la progression des ressources non rémunérées (dépôts à vue) et d'épargne (épargne-logement) et à la maîtrise des frais généraux (+ 4,2 % seulement).

Ces performances, accomplies sous le règne du président sortant, M. Jean Deffassieux, que M. Jean-Maxime Lévêque a fait nommer président honoraire par le Conseil d'administration (c'était bien le moins), permettent d'en faire bénéficier les actionnaires. Ces derniers vont recevoir un certificat gratuit pour dix déjà émis dans le public en juin dernier, à hauteur de 25 % du capital, et une action gratuite pour dix encore détenues par l'Etat (75 % du capital). Le dividende nominal prévu restant inchangé. Cette opération effectuée par incorporation de réserves, revient à augmenter de 10 % le dividende versé pour 1986, sans modifier la répartition dudit capital.

Par ailleurs, M. Lévêque, soucieux de ne pas apparaître comme un « revanchard » au vu de sa réputation et de ses antécédents ultra-libéraux, a voulu rassurer. « Après mon entrée dans une des plus grandes banques du monde, je n'ai absolument pas l'intention de modifier profondément les méthodes et les structures qui en font le succès, ni de changer les hommes. Je ne dois rien retrancher ni bouleverser, mais apporter quelque chose de plus ». Ce quelque chose, en plus, c'est la relance de certaines activités importantes pas suffisamment développées, du financement de l'immobilier, en France et à l'étranger, et des opérations financières internationales. Dans ce dernier domaine, il est de fait que le Crédit lyonnais, très actif autrefois dans les euro-dettes, procède au retrait

aujourd'hui, se distingue moins dans les émissions d'obligations et dans les opérations internationales en capital.

Plus généralement, le nouveau président veut modifier la façon dont le Crédit lyonnais se présente à l'opinion, notamment à la presse, et aussi à la Bourse : il a avoué que près de 20 % des certificats émis en juin dernier pour 4,3 milliards de francs avaient dû être rachetés par le banque pour éviter que leurs cours ne retombent en dessous de celui d'émission (725 F). M. Lévêque en a annoncé que dans le futur, le Crédit lyonnais réduirait ses provisions, jugées suffisantes, et distribuerait davantage de dividendes, contrairement à ce qu'il faisait antérieurement vis-à-vis de son unique actionnaire, l'Etat. C'est, déjà, une conséquence de la future privatisation, qui contraindra les établissements à rémunérer convenablement les actionnaires privés en fonction de leurs apports.

FRANÇOIS RENARD.

### ENTREPRISES

#### Ceraver serait cédé à Alcoa

Selon le syndicat CGT, la Compagnie générale d'électricité (CGE) aurait cédé le contrôle de sa filiale Ceraver (céramiques techniques) à Alcoa, producteur américain d'aluminium. Cette transaction concernerait l'usine de Ceraver à Tarbes, l'usine de Saint-Vallier dans la Drôme, et un département de prothèses installé à Paris. Le laboratoire de Ceraver avait déjà été cédé récemment à Rhône-Poulenc. La direction n'a pas confirmé les informations données par le CGT, le jeudi 4 septembre. Cependant, un comité d'établissement et un comité central d'entreprise sont prévus pour le 11 septembre. (Corresp.)

#### Jouets : Mattel va fabriquer les produits Smoby aux Etats-Unis

L'américain Mattel (1 milliard de dollars de chiffre d'affaires en 1985), un des premiers fabricants mondial de jouets, vient de signer avec Smoby (16 millions de francs de bénéfice pour un chiffre d'affaires de 240 millions), un important producteur français du secteur, un accord au terme duquel Mattel fabriquera une partie de la gamme de jouets de Smoby, pour en assurer la distribution en Amérique du Nord et du Sud, en Australie, en Inde et en Corée. Mattel, qui produira ces jouets sous la marque Smoby, versera à ce dernier des royalties correspondant à 5 % des ventes, avec un versement minimum de 1 million de dollars pour la première année. Ce contrat est d'une durée de trois ans renouvelable.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### Compagnie de raffinage et de distribution Total France

La Compagnie de raffinage et de distribution Total France publie les éléments relatifs à son activité et ses résultats au cours du premier semestre 1986. Les chiffres du premier semestre 1985 cités par comparaison sont ceux consolidés des deux sociétés CFT et TCFD qui ont fusionné rétroactivement au 1<sup>er</sup> janvier 1983 pour donner naissance à CRD Total France.

La compagnie a vendu 9 778 000 tonnes au premier semestre 1986, soit une baisse de 9,9 % par rapport à la période de référence. Elle a traité dans ses usines 9 279 000 tonnes de pétrole brut et produits semi-finis.

En millions de francs (MF)	Premier semestre 1986	Premier semestre 1985
Résultat hors effet de stocks	+ 1 689	- 954
Effet de stocks	- 4 137	- 50
Résultat comptable	- 2 448	- 1 004
Capacité d'autofinancement	- 2 061	- 730

Les résultats ont été profondément marqués par la baisse brutale des pétroles bruts puis des produits finis à partir de janvier 1986, encore accentuée par la chute du cours du dollar.

Ce mouvement a entraîné des moins-values sur stocks massives, alors que l'effet de stocks était très faible au premier semestre 1985. Il a également favorisé la nécessaire reconstitution des marges, tant d'approvisionnement que de distribution. De ce fait le résultat hors effet de stocks a enregistré un progrès spectaculaire, qui n'a permis cependant de couvrir qu'une partie de l'effet de stocks négatif.

Ces résultats tiennent compte :  
D'une dotation aux amortissements de 395 MF contre 350 MF pour la période de référence ;  
D'un résultat exceptionnel positif de 48 MF traduisant essentiellement des reprises de provisions sur filiales, contre 225 MF au premier semestre 1985 ;  
D'une baisse des frais financiers nets qui s'établissent à 492 MF contre 740 MF.

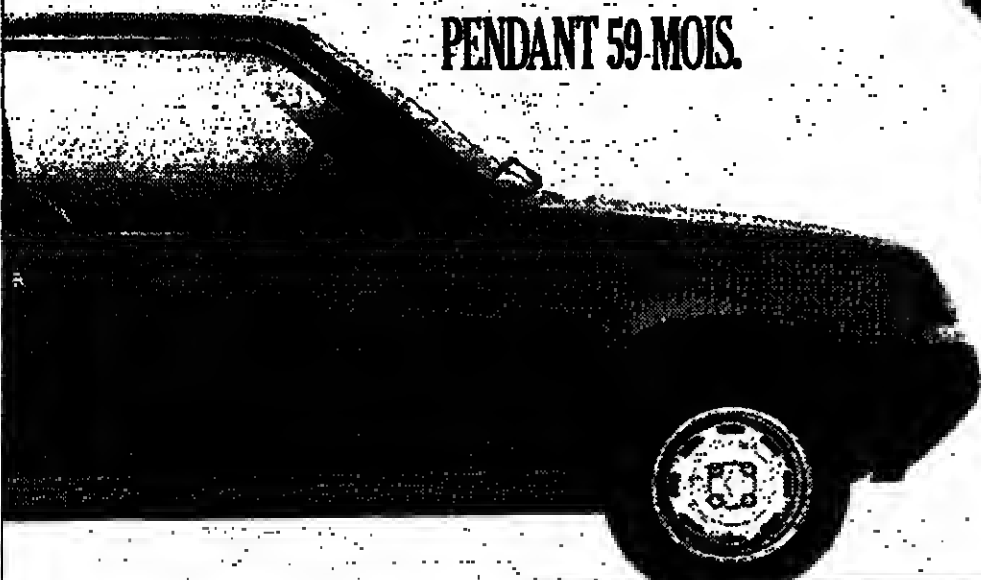
Il a été vérifié qu'aucune dépréciation des stocks ne s'imposait par rapport aux valeurs comptables du 30 juin 1986. A cet égard, on peut noter que le maintien des prix des pétroles bruts au niveau atteint fin août permettrait de stabiliser l'effet de stocks de l'exercice 1986 à un montant proche de celui observé à la fin du premier semestre. On ne saurait, dans ce contexte, écarter au deuxième semestre un résultat économique s'approchant de celui obtenu au premier, à un moment où les coûts d'approvisionnement chatoient brutalement.

Le résultat comptable du premier semestre a réduit les capitaux propres de la compagnie déjà affectés par les pertes des exercices précédents. Dans le but de reconstruire ceux-ci et de donner à CRD Total France les moyens financiers de poursuivre son action de redressement, la compagnie a procédé au cours de l'été à une augmentation de capital, qui a reçu de la part des actionnaires et du marché financier un accueil très favorable et lui a procuré 1 840 MF de ressources nouvelles.

# LA SUPERCINQ?

## 550 F PAR MOIS!

PENDANT 59 MOIS.



Jusqu'au 31 octobre, Renault Bail vous propose un bail avec option d'achat sur 60 mois. Exemple pour la Supercinq C : versement initial de 17.040 F (dépôt de garantie et 1<sup>er</sup> loyer majoré), puis 59 mensualités de 550 F. Coût total en cas d'acquisition 49.490 F. Offre valable jusqu'au 31 octobre 1986 sous réserve d'acceptation du dossier par Renault Bail SA. RC Paris B702002221. Modèle présenté Renault Supercinq C. Prix clés en mains au 01/07/86 : 42.600 F. Année modèle 87. RENAULT préconise elf

la vie ça roule  
en Supercinq



## JUSQU'AU 31 OCTOBRE, FINANCEMENTS EXCEPTIONNELS SUR TOUTES LES RENAULT 87\*

\* Hors véhicules utilitaires.

500 من الاموال



## Economie

Italie : exportations de viande interdites

## Le retour de la fièvre aphteuse coïncide avec la décentralisation des contrôles sanitaires

ROME de notre correspondant

Seul pays de la Communauté européenne où sévissent encore de grandes épidémies de fièvre aphteuse, l'Italie déplore le cordon sanitaire qui sera mis en place à partir du samedi 6 septembre à ses frontières. Les responsables politiques tempèrent cependant la colère du monde agricole et reconnaissent que tout peut-être n'a pas été fait pour éviter la propagation du fléau.

« Je suis le seul ministre de l'agriculture de l'OCDE qui n'ait pas compétence en matière vétérinaire », M. Filippo Maria Pandolfi paraît bien amer. « L'épidémie de fièvre aphteuse n'est pas un mal récurrent ; pendant vingt ans, de 1960 à 1980, l'Italie s'en était débarrassée ». Il établit un parallèle entre le retour en force de ce fléau, qui s'est réinstallé en Italie de manière stable depuis deux ans, et la réforme sanitaire de 1980, qui a décentralisé à l'extrême les contrôles prophylactiques, les confiant aux deux mille huit cents vétérinaires des unités sanitaires locales (USL), déjà débordées de travail. Comment

surveiller sérieusement un cheptel de 8 millions de bovins, 5 millions de porcins et 2 millions d'ovins avec si peu de personnel ?

Le collègue de M. Pandolfi pour la coordination des politiques communautaires, M. Fabio Fabbri, est du même avis : « Les USL font preuve d'une maîtrise efficace, du point de vue réglementaire, mais les préfectures provinciales », déclare-t-il.

On ne peut pas dire pourtant que l'Italie n'ait pas été mise en garde. A la mi-août, le ministre de la santé, M. Carlo Donat Cattin, invitait les éleveurs à une plus grande discipline, faute de quoi, estimait-il alors, la CEE pourrait bloquer toutes les importations de viande italienne : 75 000 tonnes de viande de bœuf (dont 17 500 tonnes vers la France) et 23 000 tonnes de viande de porc. Un avertissement tardif : devant l'expansion de l'épidémie, qui a contraint à l'abattage 51 000 porcs et plusieurs centaines de bovins depuis le début de l'année, la CEE vient de fermer ses frontières pour trois mois. Précédemment, la Grèce et la Grande-Bretagne avaient suspendu de facto leurs importations de provenance d'Italie.

La décision de Bruxelles est diversement jugée à Rome : les éleveurs estiment qu'elle ne tient pas suffisamment compte des efforts déployés récemment pour contenir l'expansion de l'épidémie, qui touche désormais toutes les grandes régions d'élevage. Seules pourraient continuer à être exportées les viandes de cheval et de poulet, ainsi que celles ayant subi un traitement thermique à 135 °C pendant 30 minutes. Pour les autres éleveurs, le préjudice est lourd : 400 milliards de lire (210 millions de francs), selon les estimations professionnelles, et 140 milliards en manque à gagner pour l'industrie de l'abattage et de la transformation.

D'aucuns, à Rome, estiment le « choc » du blocus sévère : il y a trop longtemps qu'on mettait l'Italie en garde. Si la CEE a tardé à prendre une telle mesure, malgré les avertissements réitérés, ce serait uniquement pour des raisons politiques. Si sévère qu'il puisse paraître, l'embargo s'appliquait depuis plusieurs semaines. Naturellement, les éleveurs de la péninsule ne l'ont

pas de cette oreille : l'épidémie a été transmise par des animaux importés d'Europe de l'Est, affirmant-ils. Ils demandent en retour la fermeture des frontières italiennes aux importations, autant pour protéger le marché intérieur que par mesure prophylactique. La France serait la première touchée : elle a exporté l'an dernier vers l'Italie 87 000 tonnes de viande de bœuf et 11 900 tonnes de viande de porc, ainsi qu'un million et demi de bovidés vivants, un commerce de 7,7 milliards de francs.

M. Pandolfi estime cependant hors de propos tout acte de représailles, l'Italie important 40 % de ses besoins en viande. Il propose en revanche, sous la tutelle de l'AIMA, l'organisme public de surveillance des marchés agricoles, un stockage extraordinaire, tant public que privé. « Le coût en sera élevé mais les fonds d'intervention existent », dit-il. La CEE sera invitée à financer un partie, comme elle le fit naguère pour soutenir les éleveurs néerlandais confrontés à une épidémie identique.

(Interim.)

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## GROUPE C.G.E.

Le chiffre d'affaires hors taxes réalisé au premier semestre 1986 par le groupe de la Compagnie générale d'électricité s'est élevé à 35 370 millions de francs. Le mode de calcul ayant été mis en conformité avec celui utilisé lors de l'établissement du compte de résultat consolidé de l'exercice 1985 publié pour la première fois en juin dernier, le chiffre d'affaires du premier semestre 1986 n'est pas directement comparable à ceux des publications trimestrielles antérieures. Ainsi sont désormais exclus les chiffres d'affaires des sociétés contrôlées n'atteignant pas les critères de taille retenus pour la consolidation ainsi que les ventes des sociétés affiliées, mais sont prises en compte, outre les ventes liées à l'activité principale, les ventes de marchandises et de produits annexes.

A méthodes rendues comparables et à l'exclusion de la société Framatome dans laquelle CGE a pris une participation de 40 % au début de l'exercice en cours, le chiffre d'affaires consolidé du premier semestre 1986 marque une légère progression par rapport à la période correspondante de 1985.

Le tableau ci-après donne la répartition par secteurs d'activité du chiffre d'affaires réalisé par le groupe pendant le premier semestre 1986 ainsi que les chiffres de l'ensemble de l'année 1985 établis selon les mêmes méthodes :

Secteurs	Année 1985	Premier semestre 1986
	(en millions de francs)	
Energie et transport	23 113	8 265
Nucléaire	—	2 400 (1)
Entreprises électriques et contrôle industriel	11 272	4 807
Télécommunications et communication d'entreprise	20 280	11 646
Câbles	9 905	4 852
Automatisme	3 658	1 417
Divers	3 714	1 987
TOTAL	71 942	35 370

(1) Chiffre d'affaires de Framatome retenu par intégration proportionnelle.



En vue de trouver des chambres mortuaires ou des magasins qui n'auraient pas encore été décontaminés par les archéologues, des recherches sont entreprises actuellement à l'intérieur de la pyramide de Khéops, en Egypte.

Les prospections par microgravimétrie et les forages de vérification sont effectués en étroite collaboration avec l'Institut de France par la Compagnie de Prospection Géophysique Française (CPGF), société du Groupe Desquenne et Giral.

Ce bureau d'études, dirigé par M. Laboumard, a été le premier utilisateur au monde de cette technique de recherche de cavités ; il a été actuellement un rapport pour l'US Corps of Engineers sur l'utilisation de cette méthode pour la découverte de vides et l'auscultation d'ouvrages.

Avec la Compagnie de Prospection Géophysique Française (CPGF), le Groupe Desquenne et Giral continue son développement des techniques de pointe nouvelles.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

## PARTICIPEZ AU DÉVELOPPEMENT D'UN GRAND GROUPE DU SECTEUR TRANSPORT ET SERVICES

## LA COMPAGNIE FINANCIÈRE DELMAS-VIELJEUX\*

- Un holding financier - Une stratégie de diversification.
- Bénéfice net consolidé 1985 (part du groupe) : 120 F par action.
- Dividende global 1985 (avoir fiscal inclus) : 61,50 F par action.

## LA SOCIÉTÉ NAVALE ET COMMERCIALE DELMAS-VIELJEUX\*\*

- La principale filiale de la Compagnie Financière Delmas-Vieljeux.
- Une réussite incontestable dans son secteur d'activité : transport maritime, auxiliaires du transport, commerce et tourisme.
- Une rentabilité élevée : Bénéfice net consolidé 1985 (part de la société mère) : 60,70 F par action. Dividende global 1985 (avoir fiscal inclus) : 31,50 F par action.
- Une croissance externe rapide.



**GROUPE DELMAS-VIELJEUX**

\* Société cotée sur le marché en comptant de la Bourse de Paris.  
\*\* Société cotée sur le second marché de la Bourse de Paris.

## LA COMPAGNIE FINANCIÈRE DELMAS-VIELJEUX AUGMENTE SON CAPITAL



## ÉMISSION DE 185 570 LOTS CONSTITUÉS CHACUN PAR :

- Un Certificat d'Investissement de la Compagnie Financière Delmas-Vieljeux d'une valeur nominale de 300 F.
- Un bon d'échange contre un bon de souscription à une action de la Société Navale et Commerciale Delmas-Vieljeux : ce bon confère à son titulaire le droit de souscrire à une action nouvelle d'une valeur nominale de 120 F à émettre au prix de 200 F entre le 1/1/1987 et le 31/12/1989.

## CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉMISSION :

- Prix d'émission : 850 F par lot (un certificat d'investissement + un bon d'échange).
- Jouissance des Certificats d'Investissement : 1/1/1986.
- Parité d'émission : 1 Certificat d'Investissement pour 4 actions.
- Souscription du 8 au 29/9/1986 auprès de tous les intermédiaires financiers habilités.

## OFFRE PUBLIQUE DE VENTE :

- Mise en vente le 8/9/1986 de 388 000 droits de souscription aux Certificats d'Investissement.
- Prix du lot de 4 droits de souscription : 128 F, soit 32 F par droit.

Balo du 1/9/1986. Une note d'information (visé COB N° 88-288 en date du 20/8/1986) est mise sans frais à la disposition du public.

## Marchés financiers

PARIS, 5 septembre ↑

## Hausse de l'or

Les cours des métaux précieux continuent à s'élever sur les marchés des changes et les valeurs liées de près ou de loin au cours international de l'or ont été tirées en avant. Vendredi matin, cette tendance s'est accentuée au fur et à mesure que parvenaient les informations sur deux affaires susceptibles d'aggraver la tension internationale.

Il s'agit, bien sûr, de la capture par un commando que l'on suppose libyen d'un Boeing de la Pan Am à l'aéroport de Karachi et, d'autre part, de nouveaux incidents survenus à Soweto, dans la banlieue de Johannesburg.

Du coup, le cours international du métal fin a vivement progressé. A Londres, l'or a coté 424 dollars l'once au premier échange de la journée, soit une hausse de 17,5 dollars par rapport à jeudi après-midi. A ce niveau, qui laisse le métal fin à son plus haut depuis 3 ans, la hausse ressort à 10 % en une seule semaine.

A Paris, où le volume des transactions atteignait 24 millions de francs sur le marché de l'or (contre 19 millions la veille), le lingot cotait 89 050 F (contre 85 600 F), tandis que le napoléon gagnait 4 F, à 550 F en second cours. Les emprunts indés ont été également en hausse. A 1780 F, le 4,5 % 1973 gagnait 5 %, tandis que le 7 % 1973, coté au comptant, se hisse à 9 090 F (+ 380 F) à l'approche de la clôture.

Sur le parquet, le ton était beaucoup plus discuté du côté des actions françaises. Après avoir gagné 1,1 % lors de la séance du matin, la cote accusait finalement un repli de 0,6 %. Les pertes les plus fortes ont touché les plus affectés par la baisse, Easo et Raffinage chimique, à 4 % et 5 %, Basse, également, de Penroya, Chergu, BSN.

A l'inverse, Dumez et Bouygues, en hausse de 4 % et 2 % respectivement, se situent à leur plus haut niveau de l'année. Bonne tenue, également, de Carrefour, SPIE Bégin, et Générale de Fonderie.

NEW-YORK, 4 septembre ↑

## Le Dow Jones au plus haut

L'indice Dow Jones des valeurs industrielles a battu, jeudi, à Wall Street, son précédent record de 1 909,02, doublé le 2 juillet, pour terminer à 1 919,71, en hausse de 38,39 points. Le marché revivait ainsi enregistré sa plus forte progression depuis le 14 mars, tandis que le volume des transactions a retrouvé son meilleur niveau depuis le 28 février, 189 millions de titres ayant été échangés, contre 154,31 millions la veille. On notait 1 277 valeurs en progression, 420 en repli et 309 inchangées.

Les observateurs ont attribué la demande à l'anticipation, par les opérateurs, d'un nouvel abaissement du taux d'escompte. Éléments positifs de la hausse boursière, les investisseurs ont aussi réagi à la remontée des prix du pétrole, qui a dopé les valeurs pétrolières.

Les gains ont, enfin, été accentués par quelques projets de fusion. Les grands magasins ont ainsi été regroupés, dans la silhouette d'Alfred Stores, qui a gagné 10 1/2, à 59 1/8. Une firme immobilière a, en outre, proposé d'acheter Allied à raison de 58 dollars l'action. Parmi les valeurs les plus actives, figuraient Occidental Petroleum (4,13 millions de titres), Phillips Petroleum (3,73 millions) et American Motors (3,43 millions).

VALEURS	Cours de 3 sept.	Cours de 4 sept.
Alcoa	39	40 1/4
A.T.T.	25	25 1/4
Bell	85	85 1/4
Chemical Bank	41 3/4	41 1/4
Du Pont de Nemours	83 1/4	87
Eastman Kodak	55 7/8	57
Esso	34 1/8	34 3/4
Fort	57 7/8	57 3/4
Général Electric	76 1/4	76 5/8
Général Motors	70 3/4	71 3/4
Goodyear	34 7/8	35 1/8
IBM	136	136 3/8
ITT	53 1/4	53 3/8
Johnson & Johnson	57 1/2	57 3/8
Pfizer	65 5/8	65 5/8
Schlumberger	53 1/4	54 1/2
Tesla	34 3/8	34 1/2
U.S. Steel	55 3/4	56 1/4
Union Carbide	22 1/2	22 3/4
U.S. Corp.	18 3/4	19 1/4
Westinghouse	38	38 3/4
Xerox Corp.	56 1/8	57 3/4

## CHANGES

## PARIS

Dollar : 6.6580 F ↑

Sur des marchés des changes essentiellement calmes, les cours du dollar ont très légèrement progressé, le sentiment des opérateurs se trouvant partagé : de meilleurs indices de production aux Etats-Unis, mais un déficit grandissant de la balance commerciale.

FRANCFORT 4 sept. 5 sept.  
Dollar (en DM) ... 2,238 2,227

TOKYO 4 sept. 5 sept.  
Dollar (en yen) ... 283,5 283,5

## MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (5 sept.) ... 7 %  
New-York (4 sept.) ... 5 13/16 %

## INDICES BOURSISERS

## PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

3 sept. 4 sept.  
Valeurs françaises ... 154 155,5  
Valeurs étrangères ... 1122 1134

Cy des agents de change  
(Base 100 : 31 déc. 1981)  
Indice général ... 4852 4813

## NEW-YORK

(Index Dow Jones)

3 sept. 4 sept.  
Industrielles ... 1891,32 1919,71

## LONDRES

(Index Financial Times)

3 sept. 4 sept.  
Industrielles ... 1324,6 1334,3  
Mines d'or ... 283,5 281,2  
Fonds d'Etat ... 88,96 88,96

## TOKYO

4 sept. 5 sept.  
Nikkei Dow Jones 18 529,64 18 731,22  
Indice général ... 1579,6 1534,98

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 4 septembre

Nombre de contrats : 5 987

COURS	Sept 86	Déc 86	Mars 87	Jun 87
Dernier	112,50	113,50	113,50	113,25
Précédent	112,40	113,40	113,30	113,15

## AUTOUR DE LA CORBEILLE

**HAUSSE DU CERTIFICAT D'INVESTISSEMENT DE LA BIAO.** — Introduit, le 3 septembre, à la Bourse de Paris à 170 F, le certificat d'investissement de la Banque internationale pour l'Afrique occidentale (BIAO) a suscité, dès son introduction, une demande importante. Le 4 septembre, près de 118 000 CI étaient demandés, face à 16 000 offres, et la Chambre syndicale des agents de change a inscrit un prix indicatif, demandé, de 177 F par titre. SCHLUMBERGER RAMÈNE A 4,2 % SA PARTICIPATION

## DANS GÉNÉRALE DES EAUX.

Schlumberger a informé les autorités boursières que, à la suite des différentes ventes d'actions de la Compagnie générale des eaux effectuées par ce groupe, sa participation dans le capital du numéro un français de la distribution d'eau était retombée de 10 % à 4,2 %.

**OLIVETTI AUGMENTE SON CAPITAL.** — Le groupe de M. Carlo De Benedetti a annoncé son projet d'augmentation de capital jusqu'à un montant de 500 milliards de lire.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR

UN MOIS

DEUX MOIS

TROIS MOIS

SEPT. 86

OCT. 86

NOV. 86

DÉC. 86

JAN. 87

FÉV. 87

MARS 87

AVR. 87

MAY 87

JUN. 87

JUL. 87

AUG. 87

SEPT. 87

OCT. 87

NOV. 87

DÉC. 87

JAN. 88

FÉV. 88

MARS 88

AVR. 88

MAY 88

JUN. 88

JUL. 88

AUG. 88

SEPT. 88

OCT. 88

NOV. 88

DÉC. 88

JAN. 89

FÉV. 89

MARS 89

AVR. 89

MAY 89

JUN. 89

JUL. 89

AUG. 89

SEPT. 89

OCT. 89

NOV. 89

DÉC. 89

JAN. 90

FÉV. 90

MARS 90

AVR. 90

MAY 90

JUN. 90

JUL. 90

AUG. 90

SEPT. 90

OCT. 90

NOV. 90

DÉC. 90

JAN. 91

FÉV. 91

MARS 91

AVR. 91

MAY 91

JUN. 91

JUL. 91

AUG. 91

SEPT. 91

OCT. 91

NOV. 91

DÉC. 91

JAN. 92

FÉV. 92

MARS 92

AVR. 92

MAY 92

JUN. 92

JUL. 92

AUG. 92

SEPT. 92

OCT. 92

NOV. 92

DÉC. 92

JAN. 93

FÉV. 93

MARS 93

AVR. 93

MAY 93

JUN. 93

JUL. 93

AUG. 93

SEPT. 93

OCT. 93

NOV. 93

DÉC. 93

JAN. 94

FÉV. 94

MARS 94

AVR. 94

MAY 94

JUN. 94



ancie  
YORK

**Cours relevés  
à 14 h 59**

[illegible]

## {selection}

... DES DEVS

Expans-Indust.	791 10	766 23
Expans-Inter.	654 80	624 82
Expans-Long-Term	1783 32	1735 58

1945

هكذا من الاهل



